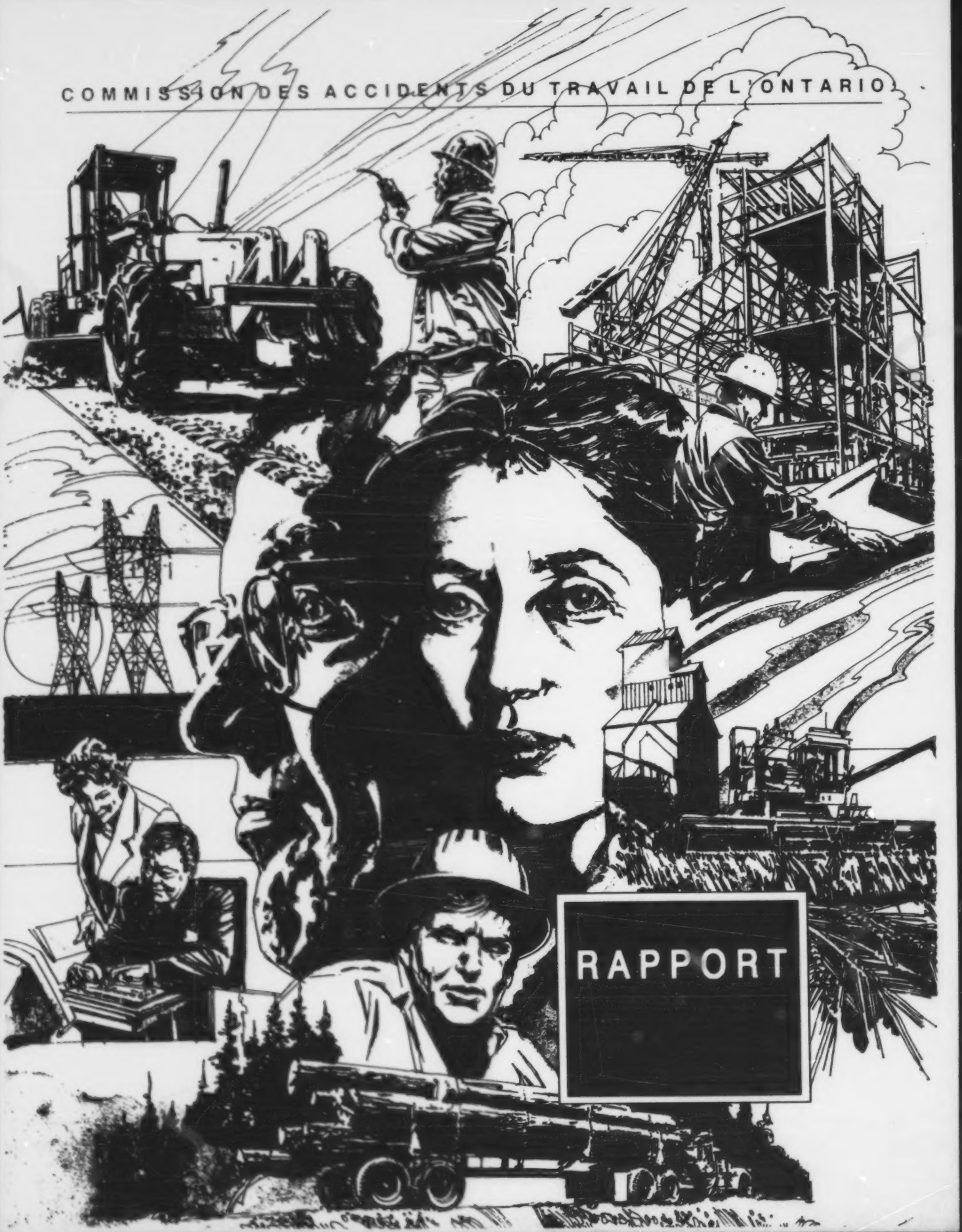
COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE L'ONTARIO



# RAPPORT

92-00492/

*If you wish to obtain a copy of the 1990 Annual Report and Statistical Supplement in English, please contact the Workers' Compensation Board*
*Communications Branch*
*2 Bloor Street East, 26th Floor*
*Toronto, Ontario*
*M4W 3C3*
*(416) 927-3500*

*Vous pouvez obtenir un exemplaire du Supplément statistique 1990 auprès de la Commission des accidents du travail*
*Direction des communications*
*2, rue Bloor Est, 26e étage*
*Toronto (Ontario)*
*M4W 3C3*
*(416) 927-3500*

ISSN 0835-8265

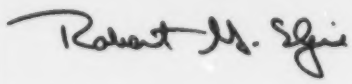
ON TRAVAILLE ENSEMBLE.

La Commission des accidents du travail (CAT) est une société de droit public créée en 1914 en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario. La Commission est chargée de l'application de la *Loi sur les accidents du travail* de l'Ontario et de ses règlements. Elle prélève auprès des employeurs de la province les fonds nécessaires à l'indemnisation des travailleurs ayant subi une lésion au travail ou contracté une maladie professionnelle.

L'indemnisation couvre la perte de salaire pouvant résulter d'une lésion ou d'une maladie, la perte économique et la perte non économique en cas d'invalidité permanente, le paiement des soins médicaux, une vaste gamme de services de réadaptation médicale et professionnelle, les programmes de recyclage et les prestations de survivant en cas de décès. Par ailleurs, la Commission parraine un grand nombre d'activités pour la prévention des accidents.

L'honorable Lincoln M. Alexander, C.p., C. St-J., C.r., B.A., LL.D.,
lieutenant-gouverneur de l'Ontario

La Commission des accidents du travail a le plaisir de présenter son rapport annuel pour l'exercice 1990.



Robert G. Elgie, C.r., M.D., F.R.C.S.(C), président du conseil

# *Table des matières*


| | |
|---|---|
| Message du président du conseil | 4 |
| Conseil d'administration | 7 |
| Structure administrative | 8 |
| Comité de direction | 9 |
| Survol de l'année | 10 |
| Rapport financier | 25 |
| Glossaire | 45 |
| Bureaux de la Commission des accidents du travail | 48 |

# *Message du président du conseil*

**M**il neuf cent quatre-vingt-dix marque ma dernière année complète à titre de président du conseil d'administration de la Commission des accidents du travail de l'Ontario. À la fin d'avril 1991, je quitte la Commission pour relever de nouveaux défis et assumer de nouvelles fonctions dans le domaine du droit de la santé à l'Université Dalhousie en Nouvelle-Écosse.

À cet égard, il est opportun de souligner que, sur le plan des défis et des réalisations, 1990 a été pour la Commission des accidents du travail une année fertile en événements, une année qui a vu bon nombre d'objectifs personnels et administratifs menés à terme.

Entre autres, le fait dominant est sans doute la proclamation et l'entrée en vigueur en janvier 1990 de la Loi 162, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail*.

Robert G. Elgie

Cette loi constitue la plus importante modification qui ait été apportée au régime d'indemnisation des travailleurs de l'Ontario depuis son introduction en 1914. Aussi les mesures de réforme traduisent-elles les principes directeurs qu'a préconisés le professeur Paul Weiler dans une série de rapports que j'avais moi-même commandés au moment où j'étais ministre du Travail de l'Ontario au début des années quatre-vingts. Le nouveau système d'indemnisation double se rapportant aux invalidités permanentes, les obligations précises de réadaptation professionnelle auxquelles la Commission doit se conformer et les droits de rengagement des travailleurs blessés constituent trois réformes importantes que j'ai appuyées tout au long de ma carrière, et qui forment l'essence même des travaux du professeur Weiler. Ensemble, ces mesures, ainsi que d'autres contenues dans la *Loi* refondue, jettent les bases d'un régime d'indemnisation des travailleurs plus équitable et plus innovateur pour les années quatre-vingt-dix.

Il convient de noter que les modifications apportées par la Loi 162 viennent, pour ainsi dire, appuyer la Loi 101 de 1985 qui donnait suite à plusieurs des recommandations fondamentales mises de l'avant par le professeur Weiler et portant sur la marche à suivre et la structure administrative.

J'ai eu l'honneur, au début de ma carrière à la Commission, de participer aux travaux de réforme de la Loi 101, qui ont permis au régime d'indemnisation de «s'épanouir», et ce, grâce à la mise sur pied d'un conseil d'administration externe et à la création du Tribunal d'appel des accidents du travail, du Bureau des conseillers des travailleurs, du Bureau des conseillers du patronat et du Comité des normes en matière de maladies professionnelles, organisme indépendant. Encore une fois, ces modifications ont été essentielles au façonnement du régime d'indemnisation des travailleurs tel que nous le connaissons aujourd'hui, et sont à la base de l'orientation à suivre dans les années quatre-vingt-dix.

Outre l'augmentation importante du volume de travail imposée par l'entrée en vigueur de la Loi 162, c'est aussi en 1990 que la Commission a poursuivi ses efforts vigoureux

pour améliorer la qualité et la gamme de ses services, grâce à l'application de nouvelles politiques et directives générales et à une restructuration administrative plus poussée.

Prenons à titre d'exemple les nombreuses mesures importantes prises par la CAT pour favoriser la mise en oeuvre d'un mode de classification et de fixation des taux de cotisation amélioré, dont l'introduction progressive est prévue pour 1993. Par ailleurs, la Commission a mis en place un processus d'indemnisation plus efficace et plus rationalisé, et la stratégie de réadaptation médicale s'est enracinée davantage dans son plan d'action, à la suite de l'ouverture de cinquante-huit nouvelles cliniques communautaires, ce qui portait le total à quatre-vingt-dix-sept à la fin de 1990, et de quatre centres d'évaluation régionaux, pour un total de quinze à la fin de l'année.

Parmi les progrès technologiques qui ont vu le jour à la Commission, mentionnons la mise au point du système d'indemnisation informatisé des travailleurs, le déménagement du centre de données de la Commission à un site sûr et indépendant, la mise en place d'un système de traitement d'images qui prévoit la réduction, voire l'élimination, du papier dans les bureaux de la Commission, et enfin, le système téléphonique interactif de réponse vocale qui offre des renseignements informatisés sur l'indemnisation aux clients ayant à leur disposition un téléphone Touch-Tone. Ces initiatives et ces stratégies s'inscrivent dans le cadre de la restructuration administrative annoncée en février 1990, en vertu de laquelle le nombre de divisions administratives à la Commission est passé de quatre à sept, ce qui a donné lieu à un transfert important des responsabilités entre les divisions.

Il est clair que ce vaste éventail d'activités a eu en 1990 des répercussions négatives à court terme sur la prestation des services. Malgré les quelques perturbations temporaires qui en ont résulté, il est évident que les avantages à plus long terme devant découler des changements indispensables et de grande portée qui ont vu le jour sont maintenant en voie de se concrétiser compte tenu de l'amélioration des services et de l'augmentation de la productivité enregistrées.

Une des personnes clés qui a incité ces changements essentiels à la Commission au cours des dernières années a été M. Alan Wolfson, vice-président administratif, qui a terminé son mandat quinquennal en décembre. M. Wolfson a contribué de façon importante à l'introduction et à la mise en oeuvre de plusieurs politiques et initiatives administratives qui ont favorisé une restructuration de la Commission et placé celle-ci dans une position lui permettant de mieux servir ses clients dans les années à venir. Au nom du conseil d'administration, du personnel et en mon nom, j'aimerais lui exprimer ma reconnaissance pour ses vues et son engagement envers cet organisme.

J'aimerais également exprimer ma gratitude et rendre hommage aux membres de notre conseil d'administration : M. Joseph Duffy, M. David Mackenzie, M$^{me}$ Almerinda Rebelo et M. James Goodison, représentants des travailleurs; M. Stephen Hessian, M. Fred Telmer, M. Paul Richards et M. Michael Warren, représentants des employeurs; et D$^{r}$ Maria Zorzitto, représentante des professionnels et du public. Grâce à leur sagesse, leur enthousiasme et leur engagement, ces personnes ont su assurer une orientation responsable et bien définie à la Commission au cours de 1990, en appuyant de façon soutenue un régime d'indemnisation accessible et équitable pour l'Ontario.

Deux membres du conseil d'administration, D$^{r}$ Maria Zorzitto et M. David Mackenzie, ont terminé leur mandat à la fin de cette année. Au nom de la Commission, je les remercie de leurs excellents efforts et du bon travail qu'ils ont accompli.

Un des faits saillants de 1990 a été la décision unanime et extraordinaire qu'a rendue le conseil d'administration à la suite d'une audience sur l'article 86n. Dans sa décision, le conseil d'administration s'est prononcé sur l'invalidité attribuable à la douleur chronique et la question de la rétroactivité eu égard aux indemnités, et pour la première fois, a défini ce qu'il estime être les rôles propres au

Tribunal d'appel et au conseil d'administration. Je me suis permis de résumer la dernière partie de cette décision et je crois qu'il s'agit là d'une question qui intéresserait le lecteur :

*«Après étude de la relation entre la Commission des accidents du travail et le Tribunal d'appel des accidents du travail, il a été confirmé que le traitement d'une contestation par le Tribunal d'appel des accidents du travail et l'application de la* Loi *et l'administration de la Commission par le conseil d'administration sont essentiellement des activités complémentaires. Ces deux organismes entrent en conflit seulement lorsque le Tribunal d'appel, en remplissant son mandat prévu par la loi, rend une décision qui, d'une manière quelconque, empiète sur l'application de la* Loi, *ou est contraire à cette application, au sens où l'entend le conseil d'administration. Dans de telles circonstances, le conseil d'administration peut exercer, à sa seule discrétion, un pouvoir décisionnel aux termes de l'article 86n. Le conseil a déterminé antérieurement qu'une telle décision de sa part devait seulement être prise lorsque la question soulevée était importante, et il doit être convaincu que l'étude entreprise répond à un but utile et important.*

*Ainsi, il va sans dire que ce ne sont pas toutes les disparités qui surviennent entre une décision du Tribunal et un ou plusieurs principes directeurs de la CAT qui seront soumises à l'étude, ni qu'elles devraient l'être. Toutefois, lorsqu'une telle disparité est étudiée, le conseil d'administration n'est lié à aucune norme établie. Son rôle consiste à réévaluer attentivement ses principes directeurs à la lumière de la décision du Tribunal de sorte que, suite à l'étude, un seul principe directeur n'existera quant à l'application de la* Loi.

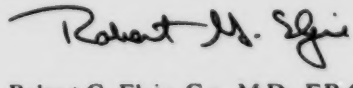
*Selon l'esprit de la* Loi, *le Tribunal n'est pas tenu, ni devrait-il l'être, de suivre à la lettre les principes directeurs du conseil d'administration. Ces principes directeurs reflètent les décisions rendues par le conseil d'administration sur l'application de la* Loi *et l'administration de la Commission.*

*Le conseil d'administration a conclu que, compte tenu des responsabilités et des rôles respectifs du conseil et du Tribunal, tout 'principe directeur' qui a été élaboré conformément aux principes d'équité administrative et qui ne donne pas à la* Loi *une interprétation manifestement déraisonnable devrait être accepté et suivi par le Tribunal, à moins qu'il n'y ait des 'motifs importants' pour qu'il en soit autrement.»*

Il m'est évident que les nombreuses réalisations à la Commission n'auraient pas été possibles pendant mon mandat sans l'expertise, l'engagement, la loyauté et l'effort du personnel à l'échelle de notre organisme. Nous devons, selon moi, être fiers de ce que nous avons accompli ensemble. Je peux dire sans réserve que je garde de bons souvenirs, et que j'ai une grande estime pour les personnes compétentes, informées et dévouées qui travaillent sans relâche pour donner des services attentifs et professionnels aux nombreux clients de la Commission. Je comprends que la fréquence et le nombre des modifications apportées à la Commission aient pu nuire en quelque sorte au fonctionnement normal, et c'est pourquoi je vous remercie sincèrement de l'appui et de la volonté soutenue que vous avez démontrés face à votre travail.

Au personnel de la Commission, j'exprime ma sincère reconnaissance. Au cours des années que j'ai passées à la Commission, j'ai eu l'occasion de nouer des relations sincères avec des collègues dont les qualités personnelles et professionnelles sont inestimables. Je suis reconnaissant à chacun d'entre vous, et vous souhaite beaucoup de succès dans l'effort que vous ferez pour veiller à ce que les employeurs, les travailleurs et les autres personnes intéressées bénéficient d'un régime d'indemnisation qui se consacre à l'excellence.

Au nom du conseil d'administration,



Robert G. Elgie, C.r., M.D., F.R.C.S.(C)
Président du conseil

# *Conseil d'administration*

Assis (de g. à dr.) : Stephen Hessian, Maria Zorzitto, Robert Elgie, Alan Wolfson, David Mackenzie. Debout (de g. à dr.) : Michael Warren, Ronald Ellis, Joseph Duffy, Paul Richards, Fred Telmer, James Goodison, Almerinda Rebelo.

*Avec la mise en oeuvre de la Loi 101 en 1985, le conseil d'administration interne de la Commission des accidents du travail a été remplacé par un conseil d'administration externe, siégeant à temps partiel et comprenant un président et un vice-président à temps plein. Dans l'esprit de l'article 56 de la Loi sur les accidents du travail, ce conseil est composé de membres qui représentent les travailleurs, les employeurs, les professionnels et le public. Le conseil d'administration veille à l'élaboration des politiques et la prestation des programmes concernant l'indemnisation des travailleurs.*

**Robert G. Elgie, C.r., M.D., F.R.C.S.(C)**
*Président du conseil*

**Alan D. Wolfson, Ph.D.**
*Vice-président administratif et président, Commission des accidents du travail*

**Joseph Duffy**
*Directeur et secrétaire-trésorier, Provincial Building and Construction Trades Council of Ontario*

**S. Ronald Ellis, C.r.**
*Président, Tribunal d'appel des accidents du travail*

▪ **James V. Goodison**
*Représentant de la Grande loge, Association internationale des machinistes et des travailleurs de l'aéroastronautique*

▪ **Stephen S. Hessian**
*Directeur délégué, Domtar Inc.*

**David R. Mackenzie**
*Adjoint au directeur national, Métallurgistes unis d'Amérique*

▪ **Almerinda M. Rebelo, C.S.W.**
*Directrice générale, Centre de santé communautaire de Parkdale*

**Paul Richards**
*Président, Johns Scientific Inc.*

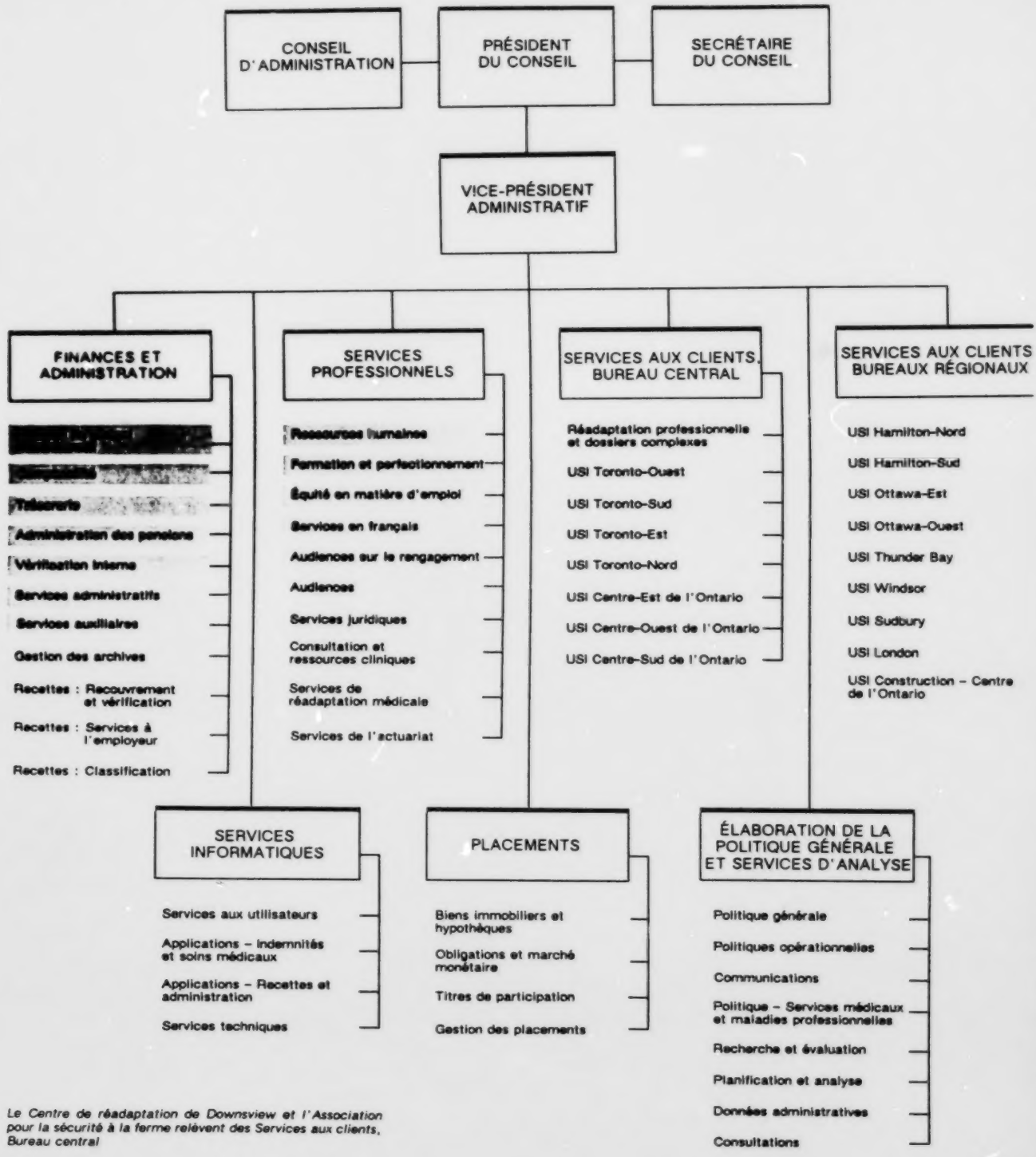
**Fred Telmer**
*Président et directeur général, Stelco Inc.*

**Michael G. Warren**
*Vice-président, Johnson & Higgins Willis Faber Ltd.*

**Maria L. Zorzitto, M.D., F.R.C.P.(C)**
*Hôpital West Park*

▪ *Membre du Comité de vérification*

# Structure administrative




*Le Centre de réadaptation de Downsview et l'Association pour la sécurité à la ferme relèvent des Services aux clients, Bureau central*

# *Comité de direction*

(De g. à dr.) Cindy Morton, vice-présidente principale, Élaboration de la politique générale et services d'analyse; Alan Wolfson, vice-président administratif et président ; Sam Van Clieaf, vice-président principal, Services professionnels; Robert Elgie, président du conseil; Linda Angove, secrétaire du conseil; Mike Czetyrbok, vice-président principal, Services aux clients, Bureaux régionaux; Elizabeth Kaegi, vice-présidente principale, Services aux clients, Bureau central; (à genoux) Robert Coke, vice-président principal, Finances et administration.

*Le mandat du Comité de direction consiste à aider le vice-président administratif et président à gérer les affaires courantes de la Commission des accidents du travail. Le Comité de direction veille également à ce que l'orientation opérationnelle et générale de la Commission respecte les politiques administratives adoptées par le conseil d'administration.*

# Survol de l'année

## Rétrospective de 1990

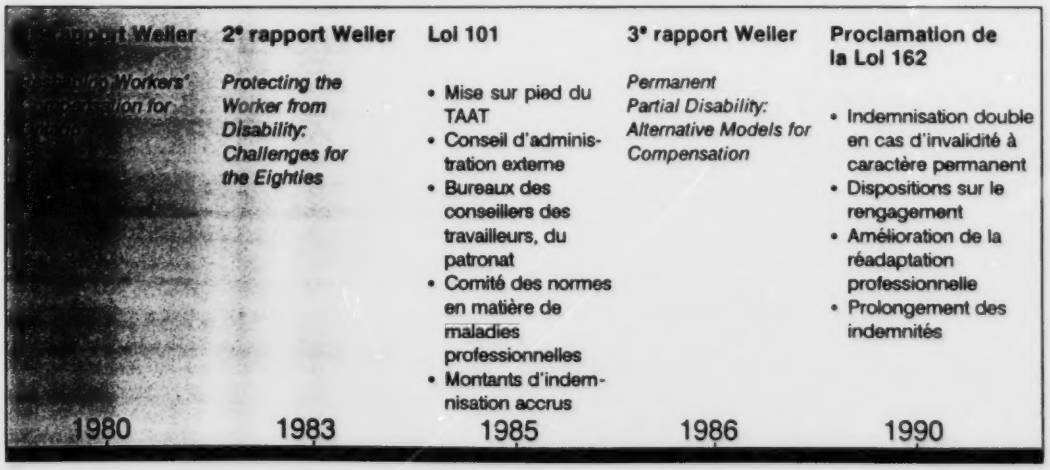
L'année mil neuf cent quatre-vingt-dix a couronné une décennie d'importantes modifications à la Commission des accidents du travail de l'Ontario et au régime d'indemnisation des travailleurs. À la fin de 1990, la Commission était en mesure de jeter un regard rétrospectif sur une période de transformations fondamentales résultant de mesures législatives et portant sur sa structure administrative et la manière dont elle traite, à l'échelle de la province, avec les nombreuses personnes intéressées.

Au début de la décennie, Dr Robert Elgie, alors ministre du Travail de l'Ontario, demandait au professeur Paul Weiler d'effectuer une enquête en profondeur sur le régime d'indemnisation des travailleurs et de formuler des propositions en vue des réformes nécessaires. Le rapport de cette enquête, intitulé à juste titre "Reshaping Workers' Compensation for Ontario", a ouvert la voie, et donné le ton, aux dix années de changement qui ont suivi. Il a servi de base à la Loi 101 de 1985; cette loi traite des questions clés de procédure et de structure qui ont grandement influé sur la CAT et la prestation de ses programmes.

Le professeur Weiler a présenté deux autres rapports, l'un en 1983, l'autre en 1986; ce dernier rapport, et le premier, ont conjointement contribué à encadrer et à orienter la Loi 162, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail*, adoptée en 1989 et proclamée en janvier 1990. Cette réforme législative, qui a inspiré une bonne part des activités et des programmes de la Commission en 1990, représente les modifications les plus importantes qui aient été apportées au droit de l'indemnisation des travailleurs de l'Ontario depuis l'adoption initiale de la *Loi* en 1914.

En plus de donner suite aux nombreuses exigences relatives aux programmes et services posées par la Loi 162, la Commission a poursuivi son vigoureux train de modification des politiques et des méthodes administratives dans l'intention de s'assurer qu'elle soit caractérisée par une prestation de programmes efficace, des services aux clients éprouvés, un mécanisme d'élaboration des politiques ouvert et consultatif, ainsi qu'une gestion financière et une administration responsables.

Parmi ces nombreuses initiatives, il convient de souligner les mesures prises en vue de la mise en oeuvre d'une nouvelle stratégie du revenu, les améliorations apportées aux stratégies de réadaptation médicale et professionnelle de la Commission, un processus amélioré de traitement des




**Au cours de la décennie écoulée, plusieurs événements, auxquels s'est ajoutée une série de modifications des politiques et méthodes administratives, ont transformé le régime d'indemnisation de l'Ontario et présenté des défis de taille à la Commission.**

M^me^ Phyllis Billings, travailleuse blessée, est accueillie par un médecin de la Commission à la réception des Unités de services intégrés de Hamilton.

demandes d'indemnisation, de nouvelles technologies telles que le traitement d'images, et une restructuration générale marquée par l'application aux bureaux régionaux du concept d'unités de services intégrés.

Au cours de 1990, la stratégie de réadaptation médicale de la Commission a été davantage renforcée par l'ajout, au réseau existant, de 58 cliniques communautaires et de quatre centres d'évaluation régionaux, ce qui portait le total, en fin d'année, à 97 cliniques communautaires et à quinze centres d'évaluation régionaux. En vertu de la nouvelle approche adoptée par la CAT en matière de réadaptation médicale, les travailleurs blessés reçoivent désormais de meilleurs soins de réadaptation médicale peu de temps après leur accident et à proximité de leur domicile.

La Commission a également poursuivi la très importante consultation entreprise auprès des employeurs pour l'aider à élaborer un mode de classification révisé visant à regrouper les employeurs de façon plus étroite en fonction de la similitude de leurs activités commerciales et de la comparabilité des risques.

Un document de consultation intitulé *Stratégie du revenu : le nouveau mode de classification et de fixation des taux de cotisation* a été préparé et envoyé à des fins d'observations à plus de 2 000 personnes intéressées. Il s'agissait d'une nouvelle étape dans un processus de consultation qui avait débuté en 1989.

La conversion des six bureaux régionaux en huit unités de services intégrés traduit la nouvelle approche intégrée de la Commission

en ce qui a trait à la gestion des dossiers; cette approche a été mise à l'essai pour la première fois au bureau central de Toronto, en 1987 et 1988. La conversion s'est produite en même temps que la mise en oeuvre intégrale, à l'été, d'un processus renouvelé de traitement des demandes d'indemnisation, dont la mise en place initiale a eu lieu en 1989. Parmi les modifications qui ont touché à l'indemnisation, mentionnons l'adjonction, à chacun des agents d'indemnisation, de préposés aux dossiers chargés de la collecte de renseignements et du contact avec les clients.

En 1990, la Commission a continué d'améliorer ses services au moyen de la technologie, notamment du traitement d'images; au moment de son installation, ce système était le deuxième plus grand du genre au monde. Cette nouvelle technologie remplace le dossier en papier par une copie électronique pouvant être consultée par l'intermédiaire de centaines de postes de traitement d'images répartis dans les bureaux de la Commission en Ontario.

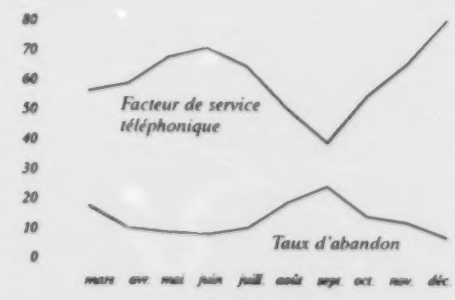
Le traitement d'images permet au personnel autorisé d'avoir accès sans délai et de façon simultanée aux dossiers de la Commission. De plus, cette nouvelle technologie rend inutiles les dossiers en papier, ainsi que leur rangement et leur manutention; en somme, elle laisse entrevoir le jour où le papier sera presque éliminé du processus d'indemnisation.

Compte tenu des événements qui ont marqué l'année 1990 et de la portée des modifications qu'ont connues la Commission et ses employés au cours de la décennie, il n'est pas étonnant que la prestation des services et le rendement général aient été quelque peu perturbés. La CAT reconnaît que les nombreuses stratégies, les nouvelles politiques et les modifications d'ordre administratif, auxquelles s'est ajoutée la mise en oeuvre d'une réforme législative majeure, ont effectivement entraîné certains problèmes dans les services aux clients.

Il est certain, toutefois, que les modifications profondes du genre de celles qu'a connues le régime d'indemnisation des travailleurs de l'Ontario pendant les années 80, et en 1990, doivent être perçues comme un investissement majeur et des plus nécessaires devant garantir pour l'avenir, à toutes les personnes intéressées, un processus d'indemnisation qui soit équitable, viable et solidement administré. À cet égard, et compte tenu de certains faits attestant de la forte amélioration des résultats en ce qui a trait au rendement de la Commission et à la

## Niveaux de service téléphonique

*De mars à décembre 1990*




***Les niveaux de service téléphonique*** servent à mesurer le niveau de service que fournissent les préposés aux renseignements téléphoniques dans la Division des services aux clients, Bureau central, et la Division des services aux clients, Bureaux régionaux. On évalue que ces préposés répondent à 30 pour cent de tous les appels reçus par le personnel au sein de ces divisions. Les appels directs au personnel de l'indemnisation ainsi que les appels enregistrés sur le système téléphonique interactif de réponse vocale ne sont pas inclus dans les présentes données. Toutefois, les appels acheminés aux préposés aux renseignements téléphoniques, par l'intermédiaire du système téléphonique interactif de réponse vocale ou par le personnel de l'indemnisation y sont compris.

***Le facteur de service téléphonique*** présente le pourcentage d'appels reçus qui sont pris par un préposé aux renseignements dans les 20 secondes suivant l'appel. ***Le taux d'abandon*** indique le pourcentage d'appels reçus où la personne qui téléphone raccroche avant qu'un préposé aux renseignements ne réponde.

prestation des services aux clients pour le dernier trimestre de 1990, la CAT estime que la période des perturbations est désormais révolue et que les structures présentement en place laissent entrevoir, pour la prochaine décennie, la prestation de services fortement améliorés.

## Loi 162

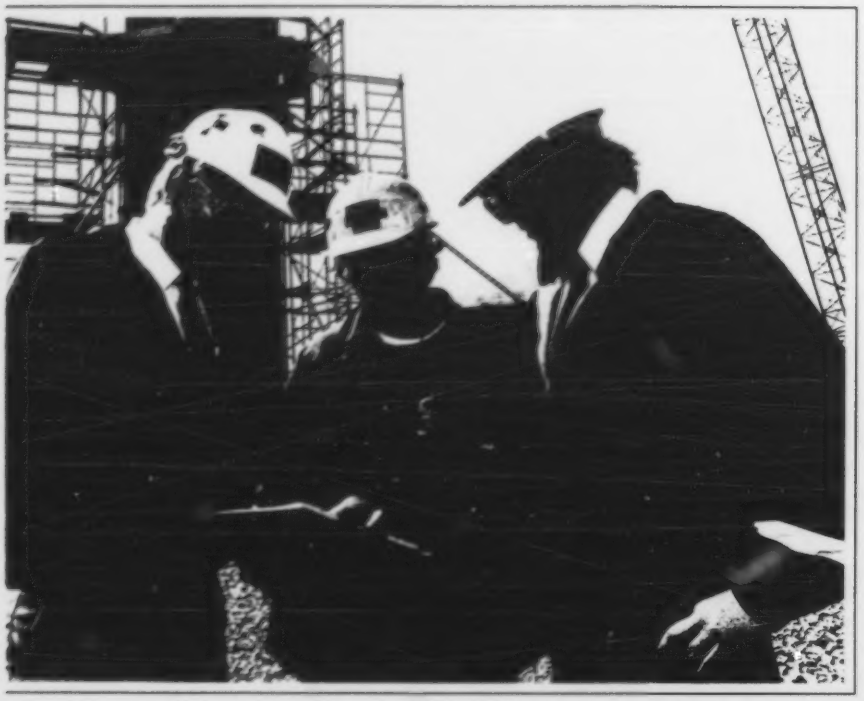
La Loi 162, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail*, proclamée le 2 janvier 1990, a suscité, conjointement avec la Loi 101, la réforme la plus intégrale de la *Loi* depuis l'adoption de cette dernière en 1914. Les dispositions de cette nouvelle loi comprennent entre autres l'établissement d'un système d'indemnisation double, en vertu duquel les travailleurs blessés atteints d'invalidité permanente peuvent recevoir une indemnisation pour la perte économique, c'est-à-dire perte de gains future, ou une indemnisation pour la perte non économique, c'est-à-dire perte de jouissance des aspects de la vie non reliés au travail, ou les deux.

Les discussions entre les agents d'indemnisation, les préposés aux dossiers et les conseillers techniques sont souvent essentielles au traitement rapide et équitable des demandes d'indemnisation. Ici, des membres du personnel de l'USI - Dossiers complexes (lésions) de la Commission discutent entre eux.

Cette loi énonce également l'obligation qui incombe aux employeurs de continuer de verser, pour les travailleurs blessés, leurs cotisations pour les pensions et autres avantages rattachés à l'emploi, pendant un an suivant la date de l'accident. Elle prévoit, en plus, que tout travailleur indemnisé pour la perte de gains future a le droit de recevoir de la Commission une pension de retraite, lorsqu'il atteint l'âge de 65 ans.

La stratégie de réadaptation professionnelle de la Commission, mise en place en 1988, a été renforcée par l'application d'une disposition de la Loi 162 en vertu de laquelle la Commission est tenue de communiquer avec les travailleurs blessés qui ne sont pas retournés travailler dans les 45 jours suivant le dépôt d'un avis d'accident. À cet égard, la Commission a perfectionné son système informatique de manière à pouvoir surveiller le respect du règlement relatif à la période de 45 jours et rappeler aux membres du personnel la nécessité de communiquer avec les travailleurs dans les délais prescrits.

Par ailleurs, la loi contient une autre disposition selon laquelle le travailleur qui n'est pas retourné à l'emploi qu'il occupait avant la lésion ou à un autre emploi de nature et aux gains comparables dans les six mois qui suivent le dépôt de l'avis d'accident doit se voir offrir une évaluation de réadaptation professionnelle. Si la Commission détermine qu'il y a lieu d'offrir un programme de réadaptation professionnelle, un tel programme est élaboré en consultation avec le travailleur et, si possible, son employeur et son médecin. Ce programme peut comprendre la formation professionnelle, le perfectionnement des habiletés générales, des cours de recyclage, l'orientation professionnelle (y compris la formation dans les techniques de recherche



M. Steve Zaporozan (au centre), employé d'Hydro Ontario, a repris un autre emploi avec son employeur à la suite d'une lésion; il est accompagné de son agent de réadaptation professionnelle de la Commission (à la droite) et d'un représentant de la sécurité au travail d'Hydro (à la gauche).

d'emploi et l'identification des débouchés), la participation aux programmes de formation en cours d'emploi, l'aide à la recherche d'emploi et à l'adaptation du travail ou du milieu de travail d'un employeur afin de répondre aux besoins du travailleur.

Le rengagement constitue une autre composante importante de la nouvelle loi. La plupart des employeurs de l'Ontario qui emploient régulièrement 20 travailleurs ou plus sont tenus de rengager tout travailleur blessé qui comptait au moins une année de service ininterrompu avant l'accident, dès que celui-ci est en mesure de s'acquitter des tâches essentielles de l'emploi qu'il occupait avant la lésion.

Si un travailleur n'est pas en mesure de s'acquitter des tâches essentielles de l'emploi qu'il occupait avant la lésion, mais qu'il est capable d'effectuer un autre travail approprié, l'employeur doit lui offrir l'occasion d'accepter le premier un emploi approprié pouvant devenir disponible. L'employeur est tenu d'adapter le travail ou le milieu de travail aux besoins du travailleur blessé afin de faciliter le rengagement de ce dernier, en autant que cela ne cause aucun préjudice excessif à l'employeur.

Pendant l'année écoulée, un comité bipartite s'est penché sur la question des exigences spéciales de rengagement des employeurs dont l'activité s'exerce principalement dans le secteur de la construction et cela, dans le but d'élaborer des directives convenables en vue de nouveaux règlements. En fin d'année, la Commission attendait le dépôt des recommandations de ce comité pour en faire l'étude.

Vers la fin de 1989, la CAT mettait sur pied une Direction des services de réintégration chargée de veiller à l'application des dispositions sur le rengagement contenues dans la nouvelle loi. Cette Direction tente, par la voie de la médiation, de trouver un règlement équitable lorsque survient un différend. Si cela est impossible, elle tient une audience formelle au cours de laquelle l'employeur, le travailleur, les témoins et les représentants de la Commission doivent décider conjointement s'il existe un préjudice excessif empêchant l'employeur de rengager le travailleur ou de maintenir les avantages rattachés à son emploi. Au cours de l'année, 157 demandes relatives au rengagement ont été reçues à la Commission, et, de ce nombre, 36 seulement n'avaient pas été réglées en fin d'année.

En raison de la nouveauté des exigences touchant le rengagement et les avantages rattachés à l'emploi, la Direction des services de réintégration a été très active durant l'année, occupée à sensibiliser le grand public à son travail en tenant dans la province des conférences et des séances d'information

auxquelles ont participé des groupes de travailleurs et d'employeurs. Tout au long de l'année, le nombre des demandes de rengagement a connu une progression constante, au fur et à mesure que travailleurs et employeurs apprenaient l'existence de la Direction.

## Restructuration administrative

En 1990, la Commission a entrepris certaines modifications administratives destinées à accroître la cohérence et l'efficacité de la prise des décisions en matière d'indemnisation et à faciliter la réadaptation et le rengagement des travailleurs blessés.

Cette restructuration a comporté trois volets majeurs : l'augmentation à sept du nombre de divisions à la Commission - Services professionnels, Finances et administration, Services informatiques, Placements, Élaboration de la politique générale et services d'analyse, Services aux clients, Bureau central, et Services aux clients, Bureaux régionaux; la conversion des bureaux régionaux en unités de services intégrés (USI); et l'introduction d'un nouveau processus de traitement des demandes d'indemnisation. La mise en oeuvre de ces diverses mesures était terminée à l'automne de 1990.

La conversion des six bureaux régionaux de la Commission en USI s'est effectuée conjointement avec l'introduction de nouvelles méthodes de traitement des demandes d'indemnisation, et ce, à l'échelle de toute la Commission. Le nouveau processus comporte quatre objectifs : une prise de décision rapide et équitable; une indemnisation rapide et adéquate; le prompt rétablissement des gains des travailleurs blessés et la reprise hâtive de l'ensemble de leurs activités; et l'échange en temps opportun de renseignements avec les clients.

En raison de ces nouvelles mesures, les agents d'indemnisation peuvent compter sur l'aide de préposés aux dossiers, notamment en ce qui concerne la collecte de renseignements, le contact avec les clients, le travail de bureau et le travail d'indemnisation de base. Grâce à l'adjonction de ces adjoints spécialement formés, les agents d'indemnisation pourront bientôt consacrer plus de temps aux aspects décisionnels les plus importants de leur travail.

Les autres éléments du nouveau processus d'indemnisation comprennent des services consultatifs améliorés, un meilleur accès aux spécialistes, et en plus, des systèmes informatiques perfectionnés.

### Enregistrement des demandes

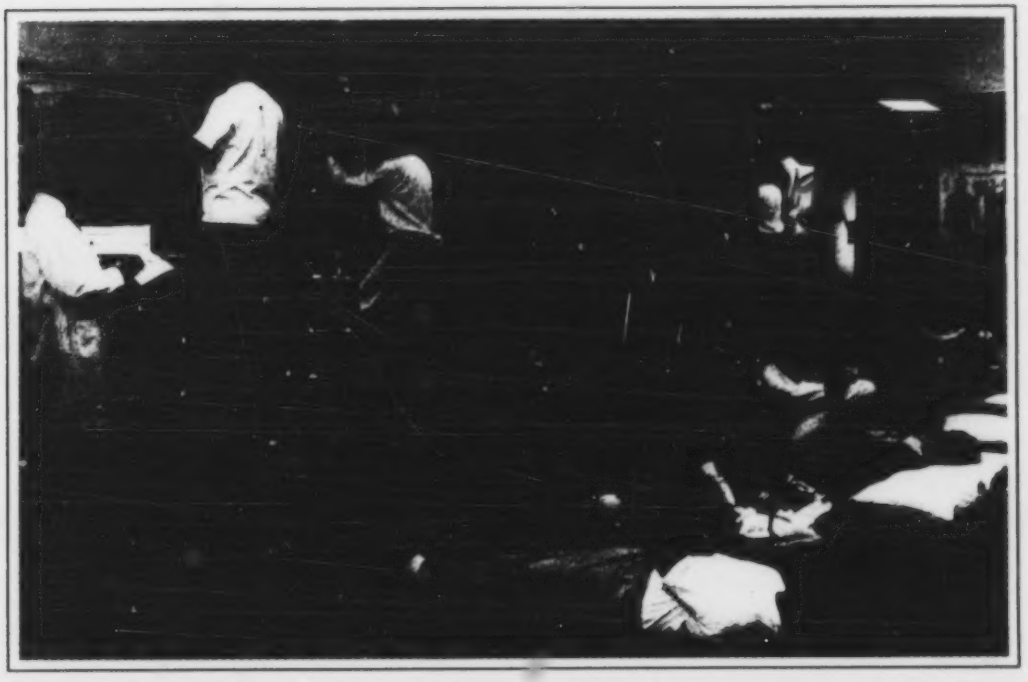
*Nombre de jours ouvrables requis pour traiter la charge de travail reliée à l'enregistrement des demandes, 1990*

Par processus d'enregistrement des demandes, il faut entendre un nombre moyen de jours ouvrables requis pour traiter la charge de travail quotidienne moyenne, en fonction d'une estimation selon laquelle 2 000 demandes sont enregistrées au cours d'une journée.

### Admissibilité des demandes

*Pourcentage des demandes d'indemnisation avec interruption de travail dont l'admissibilité est en suspens à la 12e semaine suivant l'enregistrement, 1990*

Les demandes d'admissibilité en suspens à la 12e semaine servent au calcul du pourcentage des demandes d'indemnisation avec interruption de travail pour lesquelles une décision initiale relative à l'admissibilité n'a pas été prise à la 12e semaine suivant la date d'enregistrement.



Grâce au nombre croissant de cliniques communautaires, comme le Early Treatment Centre for Industrial Injuries à Hamilton, les travailleurs peuvent maintenant obtenir plus facilement des traitements améliorés, et ce, à proximité de leur domicile.

## Services de réadaptation médicale et professionnelle

La stratégie de réadaptation médicale de la Commission (SRM), introduite en 1988, vise à aider les travailleurs blessés à se rétablir plus rapidement des lésions des tissus mous reliées au travail et à reprendre l'ensemble de leurs activités au moyen de programmes d'exercices et de traitement prescrits le plus tôt possible après l'accident. La réadaptation repose sur une structure de prestation de services composée de trois niveaux étroitement liés entre eux : les deux premiers niveaux de cette structure sont les cliniques communautaires et les centres d'évaluation régionaux. En outre, l'offre du traitement dans la communauté même du travailleur, ou à proximité de celle-ci, qui se traduit par une économie de temps et une diminution de la perturbation de la vie du travailleur, constitue une caractéristique importante de cette stratégie de la Commission.

En 1990, 58 nouvelles cliniques communautaires ont été approuvées par la Commission à l'échelle de la province et quatre nouveaux centres d'évaluation régionaux ont été inaugurés, ce qui en porte le nombre total respectivement à 97 et à quinze. Quant à leur fonctionnement, toutes ces installations, approuvées par la Commission, sont indépendantes de celle-ci. Quelque 20 000 travailleurs blessés ont été traités ou examinés dans ces établissements cette année.

L'Institut des accidents du travail de l'Ontario forme le troisième échelon de la stratégie de la Commission. Organisme mis sur pied et

financé par la Commission, l'Institut est le premier du genre en Amérique du Nord. Il a pour mandat d'effectuer de la recherche sur la réadaptation et d'assurer des normes élevées de service dans les cliniques communautaires et les centres d'évaluation régionaux.

Pendant l'année, l'Institut a entrepris une recherche dans le but d'analyser les facteurs en milieu de travail qui favorisent ou empêchent le retour au travail du travailleur blessé et de déterminer dans quelle mesure la stratégie de réadaptation médicale de la Commission facilite la reprise, par les travailleurs blessés, de l'ensemble de leurs activités.

### Réceptions sur la SRM

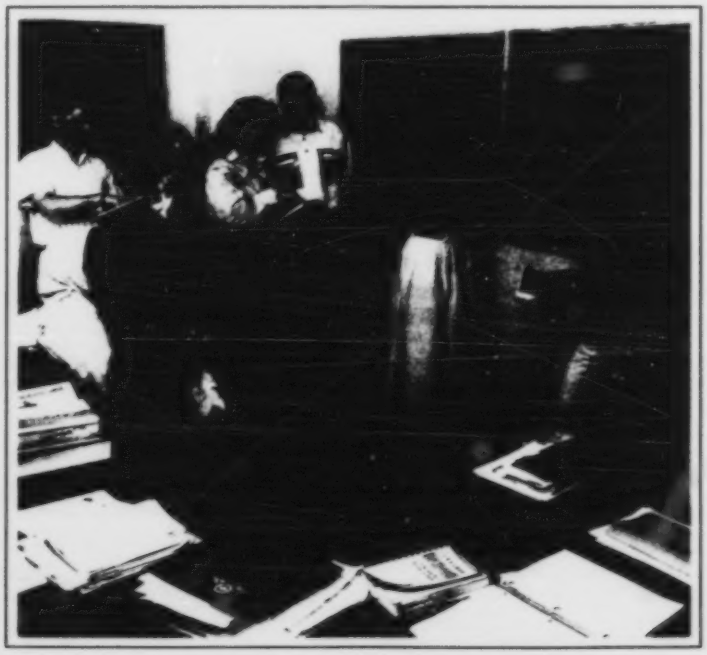
En 1990, la Commission a tenu quatre réceptions régionales, à Ottawa, Windsor, Oshawa et Mississauga. Ces réceptions avaient pour but de fournir des renseignements sur la stratégie de réadaptation médicale de la Commission et de mieux faire connaître les cliniques communautaires et les centres d'évaluation régionaux à des intervenants clés, dont les médecins et les autres professionnels de la santé, les employeurs, les groupes de travailleurs et les députés provinciaux de la région.

Les réceptions, présentées par le président du conseil et comportant une visite des cliniques communautaires et des centres d'évaluation régionaux, ont contribué à une plus grande sensibilisation des invités aux nouveaux services de réadaptation de la Commission. De plus, elles ont servi à rendre les cliniques communautaires et les centres d'évaluation régionaux beaucoup plus présents dans leur milieu, tout en encourageant l'orientation, de la part des médecins, des travailleurs blessés vers les nouvelles installations. Au total, quelque 700 invités ont pu, grâce à ces réceptions, en apprendre davantage au sujet de l'approche adoptée par la Commission en matière de réadaptation médicale. Le succès obtenu a incité la CAT à inscrire quatre autres réceptions au calendrier pour le printemps de 1991.

### Réadaptation professionnelle

La stratégie de réadaptation professionnelle est le complément de la stratégie de réadaptation médicale de la Commission. Cette stratégie clé, dont la mise en oeuvre a débuté en janvier 1990, a pour objectif principal de réduire les effets d'une lésion ou d'une maladie reliées au travail en aidant le travailleur blessé à retrouver, dans la mesure du possible, le niveau de gains qu'il avait avant l'accident.

Afin d'améliorer les services compris dans les programmes de réadaptation médicale et professionnelle, la Commission a procédé à la révision de presque toutes les activités et y a apporté des modifications importantes, aussi bien aux ressources, aux méthodes de travail,



Dans le cadre de leur réadaptation professionnelle, des travailleurs blessés participent à des cours d'*anglais langue seconde* parrainés par la Commission.

à la technologie et à la formation qu'aux politiques.

En 1990, une campagne ambitieuse a été menée en vue de recruter et de former une centaine de nouveaux agents de réadaptation professionnelle. Par ailleurs, un plus grand éventail de services de réadaptation professionnelle étaient offerts dans les bureaux de la Commission à l'échelle de la province.

Travailleurs, employeurs, médecins traitants et agents de réadaptation ont pris une part active, en 1990, à l'élaboration de plans de réadaptation professionnelle pour les travailleurs blessés. Ces plans renfermaient un échéancier, ainsi que des objectifs précis, convenus mutuellement.

Au besoin, le travailleur blessé reçoit des services telles l'évaluation professionnelle, l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de réadaptation professionnelle, ainsi que l'orientation professionnelle, dans le but de l'aider à retourner travailler le plus rapidement possible et à lui faire retrouver le niveau de gains qu'il avait avant l'accident.

## Stratégie du revenu

En novembre 1989, le conseil d'administration approuvait en principe une nouvelle stratégie du revenu. Cette décision faisait suite à l'étude d'un rapport fondé sur les observations formulées par diverses personnes intéressées au sujet d'un important document de consultation intitulé "*Revenue Strategy: A Framework for the 1990s and Beyond*", publié par la Commission à l'été de 1989. Au moyen de la stratégie du revenu, la Commission vise à mettre en place un mode de classification et de cotisation qui soit moderne, équitable et mieux adapté aux besoins des employeurs, et qui maintienne un équilibre entre les cotisations et les coûts d'indemnisation.

Au cours de l'année, la Commission a vigoureusement poursuivi ses efforts dans l'intention de préciser la nature de la nouvelle formule de revenu au moyen de consultations suivies et de l'étude d'énoncés de politique.

En janvier 1990, quelque 204 000 employeurs de l'Ontario étaient invités à remplir un questionnaire d'enquête/recensement et de le retourner à la Commission avant le mois d'avril. Le but de cette enquête était de recueillir des données en vue de l'élaboration d'un nouveau mode de classification. Les réponses fournies ont permis à la Commission de répartir les entreprises dans les groupes de taux appropriés, en fonction des renseignements donnés par les employeurs sur leurs activités commerciales.

Les réponses obtenues grâce à cette enquête ont servi de base à l'établissement d'un nouveau mode de classification comme il est expliqué dans le document intitulé *Stratégie du revenu : le nouveau mode de classification et de fixation des taux de cotisation*. Ce document renferme divers énoncés de politique visant la réforme d'une formule de revenu demeurée essentiellement inchangée depuis 1914. En septembre 1990, ce nouveau document était envoyé à plus de 2 000 principales personnes intéressées, et ces dernières étaient invitées à en commenter le contenu avant le 14 décembre.

En outre, deux groupes consultatifs, l'un représentant les travailleurs, l'autre, les employeurs, étaient mis sur pied pour étudier la stratégie proposée. Depuis le printemps de 1990, ces deux groupes ont fait part à la Commission de conseils précieux relativement à la formulation des décisions de politique devant servir à orienter la nouvelle stratégie.

L'objectif principal de la stratégie du revenu est l'élaboration d'un nouveau mode de classification qui regroupe les employeurs de façon plus étroite en fonction de la similitude des activités commerciales et de la comparabilité des risques. Dans certains cas, les taux de cotisation peuvent augmenter, tandis qu'ils peuvent diminuer dans d'autres; cependant, le montant total des revenus demeurera le même. Le but de la Commission n'est pas d'accroître ses revenus mais plutôt d'instaurer une répartition plus équitable du fardeau des cotisations entre les quelque 204 000 employeurs relevant de l'annexe 1 en Ontario ; ces employeurs ont contribué une somme d'environ 2,4 milliards de dollars aux revenus de la Commission en 1990.

Pour atténuer les effets de la structure de taux envisagée sur les cotisations des employeurs, la Commission a proposé que la transition au nouveau mode de classification et de fixation des taux de cotisation se fasse sur une période de trois ans débutant le 1er janvier 1993. Toute augmentation ou diminution des taux de cotisation devant résulter de la nouvelle classification sera échelonnée sur cette période.

En juillet 1991, les employeurs seront avisés de leurs taux de cotisation éventuels en vertu du nouveau mode de classification proposé.

Entre temps, les taux de cotisation pour 1992 seront établis en fonction des 109 groupes de taux présentement en vigueur. Des taux de cotisation provisoires pour 1992 seront fixés en juin 1991, à la suite de quoi se tiendront, durant l'été et l'automne, des réunions des groupes de taux.

### Restructuration du Service des recettes

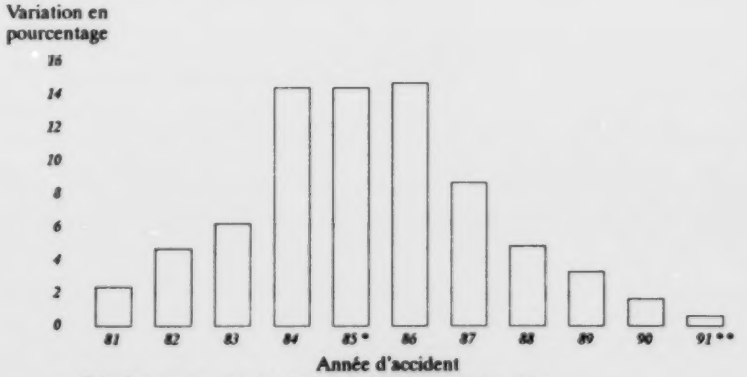
À l'automne, la Commission mettait sur pied un nouveau Service des recettes composé de trois directions : Classification, Recouvrement et vérification et Services à l'employeur.

Ce nouveau Service avait pour but d'améliorer le service aux employeurs relativement aux questions de revenu et de préparer la voie à la stratégie du revenu.

À cette fin, il y a eu augmentation des effectifs et perfectionnement des méthodes administratives dans l'intention d'améliorer la prise de décision. La centralisation, en un seul service du bureau central de la Commission, des diverses fonctions rattachées au revenu, représente un avantage supplémentaire pour les clients. Cette restructuration a également donné lieu à l'établissement d'un service du recouvrement au Bureau régional de Hamilton.

Les nouvelles fonctions du Service englobent la tarification par incidence, l'application du paragraphe 91 (7), le programme Sécurité avant tout, les coûts d'accidents, l'imputation des frais rattachés à l'indemnisation et l'ajout de nouveaux postes dans les bureaux régionaux. Dans les régions, le personnel affecté au revenu relève désormais directement du bureau central de la Commission, ce qui a contribué à uniformiser davantage les services offerts aux employeurs dans toute la province.

Variation du taux de cotisation moyen en pourcentage
Annexe 1, 1981-1991




* Rajusté pour tenir compte de la hausse du plafond des gains assurables prescrite en 1985 en vertu de la *Loi 101*.

** En règle générale, les taux de cotisation ont été gelés aux taux de 1990.

La Commission consulte régulièrement ses groupes de personnes intéressées. Ici, un groupe de consultation étudie les propositions portant sur la formule de la Nouvelle méthode expérimentale de tarification par incidence (NMETI).

## Tarification par incidence

Pendant l'année écoulée, trois autres groupes de taux se sont joints à la Nouvelle méthode expérimentale de tarification par incidence (NMETI), pour porter le total des groupes à 25. La NMETI constitue l'une des trois méthodes de tarification par incidence que l'on trouve à la Commission et dont l'objectif vise la diminution de la fréquence, de la gravité et des effets invalidants des lésions reliées au travail, au moyen de rabais ou de surcharges, attribués aux entreprises en fonction de leurs résultats en matière d'accidents du travail. Les deux autres méthodes de tarification par incidence sont la Méthode facultative et la CAD-7 pour l'industrie de la construction.

En 1990, le conseil d'administration décidait que la méthode facultative serait abandonnée le 1er janvier 1992 et que le cadre de la NMETI serait graduellement élargi, d'ici à 1995, pour inclure tous les employeurs de l'annexe 1, à l'exception de ceux de l'industrie de la construction. Quant à la méthode CAD-7, elle fait actuellement l'objet d'une étude.

L'extension de la tarification par incidence aux nouveaux groupes sera effectuée de pair avec la mise en oeuvre de la stratégie du revenu de la Commission. Pour faciliter la transition, des dispositions transitoires seront élaborées par voie de consultation avec les groupes touchés.

Au cours de 1990, plus d'une centaine de séances d'information et d'ateliers se sont tenus à l'échelle de la province auprès de groupes d'employeurs faisant partie de la NMETI, afin de discuter des divers aspects de la méthode; de telles rencontres, tenues pour la première fois en 1986, doivent se poursuivre. Par ailleurs, des publications et des bandes vidéo sont offertes en complément de ces séances et de ces ateliers.

### Sécurité avant tout

Pour encourager les employeurs à mettre en place et à maintenir des conditions de travail saines et sécuritaires, la Commission a continué d'offrir, en 1990, le programme Sécurité avant tout, lancé en 1989 à titre de projet pilote. En vertu de ce programme, des rabais sont accordés aux employeurs de l'annexe 1 qui adoptent des mesures de santé et de sécurité exemplaires. Les primes d'encouragement ainsi offertes peuvent atteindre dans certains cas jusqu'à 100 000 $. Par contre, les employeurs dont les mesures de santé et de sécurité laissent à désirer peuvent se voir imposer des surcharges.

Pendant l'année, un nouveau programme informatique qui permet d'identifier les employeurs pouvant être admissibles à un rabais a été mis en exploitation. Il est prévu que 33 000 employeurs pourront se prévaloir du programme Sécurité avant tout. Le conseil d'administration a d'ailleurs décidé de poursuivre, à titre de projet pilote au cours de 1991, le volet «rabais» du programme qui relève du paragraphe 91 (6).

## Technologie et services aux clients

Le traitement d'images peut se définir comme un immense système de classement et de courrier électronique. Le dossier en papier est remplacé par une copie électronique pouvant être consultée par l'intermédiaire de l'un des 900 postes de traitement d'images répartis dans les bureaux de la Commission, à l'échelle de la province. Les lettres et les formulaires qui parviennent à la Commission sont rapidement entrés dans l'ordinateur, ce qui accroît l'efficacité, facilite le contrôle des opérations et élimine presque entièrement les retards et les coûts associés à la reprographie, à la manutention et au rangement des dossiers en papier.

En conséquence, lorsqu'un dossier est entré dans l'ordinateur, il est possible de donner suite beaucoup plus rapidement aux demandes de renseignements téléphoniques des travailleurs blessés et des employeurs. Ainsi, il n'y a plus lieu de retarder une étape du processus d'indemnisation ou de réadaptation parce qu'un membre du personnel étudie un dossier ou l'a en sa possession.

Le centre de données, situé dans un nouvel emplacement et doté d'un équipement sophistiqué, a permis à la Commission de plus que doubler la capacité informatique dont elle disposait.

Un préposé au traitement d'images entre les données d'un dossier d'indemnisation dans le système de traitement d'images de la Commission; cette technique permet au personnel de la Commission d'avoir accès plus facilement aux renseignements sur l'indemnisation et d'éliminer le besoin de dossiers en papier.

La Commission, en plus du traitement d'images, a également ajouté du nouveau matériel informatique au centre de données, qui a déménagé dans de nouveaux locaux. Les nouvelles installations, dotées d'un dispositif de protection contre les variations de tension, d'un système de refroidissement moderne et d'un agencement plus fonctionnel, permettent de doubler la capacité totale du système informatique.

Au cours de l'année, la mise en place d'un système téléphonique interactif de réponse vocale (IVR) a constitué une autre innovation technologique. Grâce à ce système, les travailleurs blessés et les employeurs peuvent, au moyen d'un téléphone Touch-Tone, obtenir des renseignements de base sur le versement des indemnités, sans avoir à parler directement à un membre du personnel.

Par ailleurs, des améliorations ont été apportées au système d'indemnisation informatisé des travailleurs (SIIT); mis sur pied en 1989, ce système permet d'automatiser et d'accélérer le processus de paiement d'indemnités et de fournir rapidement et en direct des renseignements nécessaires à la gestion des dossiers. La Commission a fait de grands efforts, en 1990, pour corriger les pépins inévitables qui surviennent lors du démarrage d'un nouveau système.

## Diffusion de l'information

Au cours du printemps et de l'automne, la Commission a tenu à deux reprises, dans toute la province, des séances d'information d'une journée, à l'intention des députés provinciaux et du personnel de leur bureau de circonscription et de leur bureau de l'Assemblée législative; elle voulait, par là, souligner les efforts faits par ces bureaux pour traiter les questions d'indemnisation. Ces séances d'information ont porté sur divers sujets : le traitement des demandes d'indemnisation, la réadaptation médicale et professionnelle, le rengagement, le processus d'appel et les communications avec la Commission. En raison du succès de cette importante initiative publique, qui a rassemblé quelque 400 participants en 1990, les séances d'information feront désormais partie du programme de sensibilisation publique de la Commission.

Au cours de l'année, la Commission a également entrepris la planification de deux projets majeurs, prévus pour 1991. Une Direction des consultations permanente, chargée de planifier, de coordonner et de faciliter tout le travail de consultation, tant interne qu'externe, auprès de toutes les personnes intéressées, sera mise sur pied à la Commission. De plus, la Commission tiendra une importante réunion d'information à l'automne 1991 au cours de laquelle les personnes intéressées auront l'occasion de rencontrer les membres du personnel de la CAT et de discuter avec eux de questions d'intérêt mutuel.

En ce début des années 90, la Commission des accidents du travail de l'Ontario laisse derrière elle une décennie de transformations exceptionnelles qui ont marqué tant sa structure administrative que le régime d'indemnisation. Il est certain, cependant, comme en témoigne le présent rapport annuel, que les assises ont maintenant été posées pour une CAT plus dynamique et plus actuelle, caractérisée par un plus grand recours au processus de consultation et un engagement indéfectible visant une amélioration constante de la gamme et de la qualité de ses services. À l'aube d'une nouvelle décennie, la CAT renouvelle son engagement de renforcer le lien vital qui unit les travailleurs, les employeurs et la Commission afin de réaliser, pour la province, le meilleur régime d'indemnisation qui soit.

# *Rapport financier*

Table des matières — Page


Commentaires et analyse de la direction 26

Responsabilité de la communication de l'information financière 31

États financiers vérifiés :

- État de la dette non provisionnée 32
- Rapport du vérificateur 33
- Bilan 34
- Rapport de l'actuaire-conseil 35
- État de l'évolution de la situation financière 36
- Notes afférentes aux états financiers 37

Rétrospective des dix derniers exercices 44

# *Commentaires et analyse de la direction*

La présente section du rapport annuel constitue une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Commission des accidents du travail pour 1990. Elle comprend également des commentaires sur les placements de la Commission.

## Résultats d'exploitation

La Commission prélève des cotisations sur la masse salariale des employeurs de l'Ontario afin de financer l'indemnisation des travailleurs blessés. Souvent, les dépenses d'indemnisation relatives à un accident sont payées sur plusieurs années. Les états financiers tiennent compte de la valeur actuelle de ces versements futurs, considérés comme dépenses au cours de l'année où survient l'accident. Le revenu provenant des cotisations qui est en excédent des règlements en espèces de l'exercice en cours est investi dans un fonds de placement en prévision des paiements des années futures.

En 1990, la Commission a continué de connaître un excédent de trésorerie, le revenu provenant des cotisations et le revenu de placements ayant été supérieurs aux indemnités payées. Après avoir considéré les coûts futurs des demandes comme une dépense d'indemnisation, la Commission a accusé en 1990 un déficit de 619 millions de dollars, comparativement à 1 119 millions de dollars en 1989, soit une diminution de 45 pour cent. La raison principale de cette diminution a été l'inclusion, dans le déficit de 1989, d'une provision de 630 millions de dollars pour satisfaire aux dispositions transitoires des modifications législatives. Une telle provision n'a pas été requise en 1990.

### Revenus

La forte croissance de l'économie ontarienne, qui persistait depuis le milieu des années 80, a pris fin au deuxième trimestre de 1990. L'activité économique a connu un ralentissement majeur, notamment dans le secteur manufacturier et le secteur de la construction. En conséquence, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990, le revenu provenant des cotisations a diminué de trois pour cent par rapport à 1989, comme il est illustré ci-dessous :

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| | *(en millions de $)* | |
| **Revenu provenant des cotisations** | | |
| Employeurs de l'annexe 1 | 2 372 $ | 2 483 $ |
| Employeurs autoassurés | 224 | 195 |
| Total | 2 596 $ | 2 678 $ |

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **Statistiques pour l'annexe 1** | | |
| Employeurs cotisés | 204 000 | 205 000 |
| Taux de cotisation moyen par tranche de 100 dollars de masse salariale assurable | 3,18 $ | 3,12 $ |
| Plafond des gains assurables | 38 500 $ | 36 600 $ |

Le revenu de placements est passé de 409 à 440 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de huit pour cent par rapport à 1989. Ce revenu provient principalement des valeurs à revenu fixe et des placements à court terme.

Dans l'ensemble, les revenus ont diminué de moins de deux pour cent pour s'établir à 3,04 milliards de dollars, l'augmentation du revenu de placements n'ayant pas compensé la diminution du revenu provenant des cotisations.

Indemnisation

Les indemnités payées ont augmenté de 15 pour cent en 1990 pour se situer à 2 milliards de dollars. La plupart des indemnités payées au cours de l'exercice avaient trait à des demandes d'indemnisation présentées au cours des années précédentes où les niveaux d'emploi étaient plus élevés. Même si le nombre de nouvelles demandes d'indemnisation diminue en période de ralentissement économique, l'effet global de la diminution des indemnités payées se fait sentir au cours des années subséquentes. Le total des indemnités temporaires payées s'est accru de 86 millions de dollars, en raison principalement de l'inflation (35 millions de dollars) et de la durée plus longue des périodes d'indemnisation (30 millions de dollars).

Le montant total des suppléments permanents s'est établi à 109 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 95 millions de dollars par rapport à 1989. L'augmentation s'explique par le fait qu'en 1989, les versements ont été effectués en vertu des dispositions transitoires de la Loi 162, tandis qu'en 1990, ils l'ont été en vertu des dispositions permanentes de la Loi 162 entrées en vigueur le 2 janvier 1990.

Les indemnités versées au titre de la réadaptation ont augmenté de 51 millions de dollars, ou d'environ 22 pour cent, en raison du nombre accru de travailleurs blessés qui ont reçu des services de réadaptation. Cette augmentation est le résultat de la stratégie de réadaptation mise en oeuvre à la fin de 1989.

L'augmentation nette de la dette pour paiement d'indemnités futures a été de 1,2 milliard de dollars :

*(en millions de $)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| Dette au titre de l'indemnisation future, début de l'exercice | 13 780 $ | 11 663 $ |
| Déduire les indemnités payées au cours de l'exercice | 2 048 | 1 782 |
| | 11 732 | 9 881 |
| Dette au titre de l'indemnisation future requise en fin d'exercice, selon l'évaluation des demandes d'indemnisation et les calculs actuariels | 15 000 | 13 780 |
| Total des dépenses d'indemnisation pour l'exercice | 3 268 $ | 3 899 $ |
| **Composé de :** | | |
| Indemnités payées au cours de l'exercice | 2 048 $ | 1 782 $ |
| Augmentation de la dette au titre de l'indemnisation future | 1 220 | 2 117 |
| | 3 268 $ | 3 899 $ |

En 1989, la dette au titre de l'indemnisation future comprenait un montant spécial de 630 millions de dollars se rapportant aux dispositions transitoires de la Loi 162. Cette loi prévoit le versement de suppléments aux travailleurs atteints d'invalidité permanente qui subissent une perte de salaire plus forte que le montant de leur pension d'invalidité permanente. Elle prévoit également le versement de suppléments aux travailleurs qui participent à un programme de réadaptation professionnelle. Les dispositions permanentes de la Loi 162 se rapportent aux lésions survenues après le 1er janvier 1990 et les coûts relatifs à ces dispositions sont compris dans les dépenses d'indemnisation de 1990.

### Frais administratifs et autres

L'augmentation des frais administratifs et autres s'explique par le coût des nouveaux programmes, la reclassification des honoraires relatifs aux rapports médicaux et les hausses du taux d'inflation. En vertu des récentes modifications législatives, les honoraires relatifs aux rapports médicaux sont maintenant payés séparément aux médecins, à titre de frais administratifs; ils ne sont plus compris dans le coût des soins médicaux. Ces honoraires ont atteint la somme de 11 millions de dollars en 1990, et l'effet de l'inflation a été d'environ 13 millions de dollars.

Les initiatives spéciales et les stratégies nouvelles, qui ont représenté plus de la moitié de l'augmentation des frais administratifs et autres par rapport à 1989, comprennent ce qui suit :

- La stratégie de réadaptation professionnelle, dont la mise en oeuvre a été complétée en 1990, a comporté des coûts administratifs de 16 millions de dollars. Cette stratégie favorise une approche plus intensive à la réadaptation professionnelle, grâce à la participation plus hâtive aux programmes de réadaptation professionnelle, l'utilisation proactive de centres externes d'évaluation et de formation, ainsi qu'une interaction plus fréquente avec le personnel de réadaptation professionnelle de la Commission, et l'appui de celui-ci.

- La mise en oeuvre de la stratégie de réadaptation médicale s'est poursuivie en 1990. Cette stratégie préconise l'établissement de cliniques communautaires et de centres d'évaluation régionaux dans lesquels les travailleurs blessés reçoivent, tôt dans leur période de traitement et le plus près possible de leur domicile, des services qui favorisent un rétablissement plus complet et plus rapide.

- Mil neuf cent quatre-vingt-dix a vu la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie d'indemnisation. Des postes de préposés aux dossiers et d'infirmières-conseils ont été ajoutés aux services de soutien afin de soustraire les agents d'indemnisation aux tâches convenant davantage à d'autres employés.

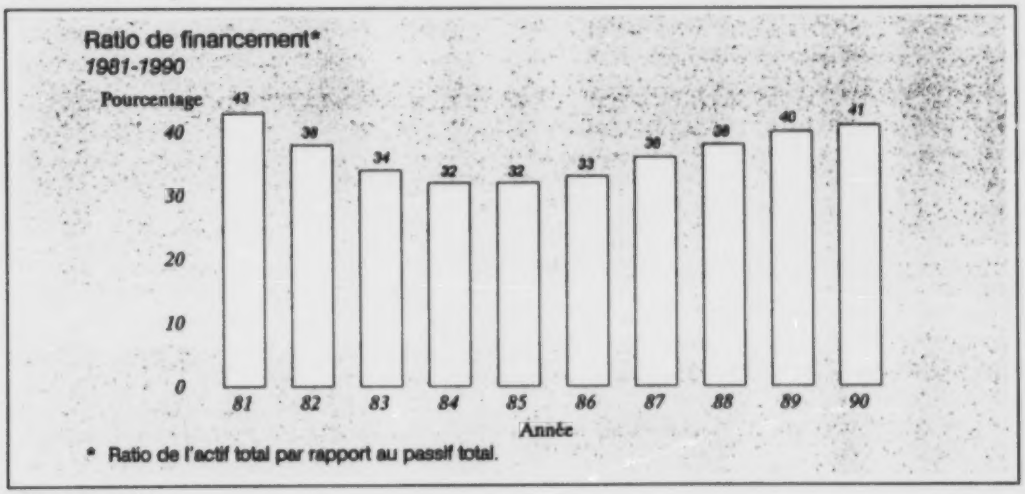
- Parmi les autres initiatives spéciales, mentionnons la stratégie du revenu, la mise en oeuvre des modifications législatives reliées à la Loi 162, le traitement d'images et le déménagement du centre de données.

## Situation financière

Le faible taux de croissance de la dette non provisionnée s'est maintenu en 1990. Le taux de croissance de l'actif de la Commission, de onze pour cent, a dépassé de beaucoup le taux de croissance du passif, de neuf pour cent. La dette non provisionnée s'est accrue de sept pour cent et est passée à 9,1 milliards de dollars. Comme il est indiqué ci-dessous, l'actif constitue maintenant 41 pour cent du passif total, comparativement à 40 pour cent en 1989. Cette amélioration de la situation financière de la Commission est attribuable aux facteurs suivants :

- La tendance à la baisse du nombre des demandes d'indemnisation avec interruption de travail s'est poursuivie en 1990.
- Le revenu de placements est passé à 440 millions de dollars.
- Les revenus de l'exercice ont continué de dépasser les indemnités payées, ce qui a permis d'injecter la somme de 395 millions de dollars dans le fonds de placement.

Grâce à cette amélioration, la stratégie de la Commission visant l'élimination de la dette non provisionnée d'ici l'an 2014 demeure réalisable, en dépit de la diminution des revenus au cours de l'exercice. Il est prévu que la dette non provisionnée atteindra environ 12,5 milliards de dollars en l'an 2000, pour ensuite diminuer, et disparaître entièrement en 2014. Les taux de cotisation des employeurs de l'annexe 1 comprennent une composante qui a trait à l'amortissement de cette dette. Les fonds provenant de l'exploitation continuent d'être investis en vue du remboursement de la dette non provisionnée.




## Placements

Dans l'ensemble, les placements se sont accrus de 18 pour cent par rapport à 1989, passant de 4,6 à 5,4 milliards de dollars. Cette augmentation comprend le réinvestissement du revenu de placements de 440 millions de dollars. Une somme additionnelle de 395 millions de dollars a également été investie; cette somme provenait des activités d'exploitation et de la réduction, de 169 millions de dollars, de l'encaisse et des dépôts, qui s'établissaient à 277 millions de dollars au 31 décembre 1990.

En raison de la langueur qui a caractérisé les marchés des titres de participation, les taux de rendement ont été décevants en 1990. Malgré cela, l'objectif visant à atteindre un taux de rendement réel supérieur à trois pour cent à longue échéance a été réalisé au cours des quatre dernières années.

La Commission continue de pratiquer une politique de placement prudente pour s'assurer que les intérêts des travailleurs et des employeurs sont protégés. La composition du portefeuille est expliquée dans les notes afférentes aux états financiers.

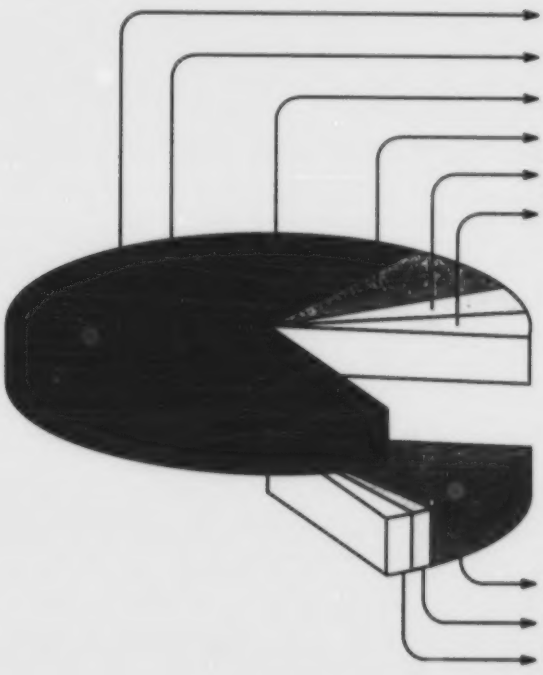
## Revenus et dépenses

Les deux graphiques qui figurent ci-dessous révèlent les principales sources de revenu et dépenses

### Revenus – Sources de revenu

| | en millions de dollars |
|---|---|
| Cotisations provenant des employeurs de l'annexe 1 | 2 372 $ |
| Revenu de placements | 440 |
| Revenu provenant des employeurs de l'annexe 2 | 224 |
| | 3 036 $ |

### Dépenses – Affectation du revenu



| Indemnités payées | en millions de dollars |
|---|---|
| Indemnisation temporaire | 777 $ |
| Pensions | 560 |
| Réadaptation | 284 |
| Soins médicaux | 234 |
| Supplément de sécurité de la vieillesse | 109 |
| Personnes à charge | 84 |
| | 2 048 |
| Administration | 304 |
| Prévention des accidents | 30 |
| Engagements sanctionnés par la *Loi* | 53 |
| | 2 435 $ |

# *Responsabilité de la communication de l'information financière*

La direction a préparé les états financiers ci-joints conformément aux principes comptables généralement reconnus et appliqués d'une manière uniforme. Ces états financiers incluent certains montants basés sur les estimations les plus probables et le jugement de la direction. Tous les autres renseignements financiers dans le rapport annuel sont conformes aux états financiers.

La direction est responsable de l'intégrité des états financiers et a mis sur pied des systèmes de contrôle interne pour atteindre un degré raisonnable de certitude que l'actif est adéquatement comptabilisé et protégé contre les risques de perte. Le conseil d'administration a constitué un Comité de vérification composé de trois administrateurs, qui ne sont ni des cadres ni des employés de la Commission, pour veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction et les vérificateurs internes et externes pour veiller à ce qu'ils assument leurs responsabilités comme il se doit quant à la présentation des états financiers, aux renseignements à fournir et aux recommandations sur le contrôle interne.

La Direction de la vérification interne vérifie si les contrôles, pratiques et méthodes internes de la Commission sont adéquats et uniformes.

Les vérificateurs externes, Arthur Andersen & Cie., sous l'autorité du vérificateur provincial et en son nom, ont fait une vérification indépendante des états financiers de la Commission conformément aux normes de vérification généralement reconnues et, par conséquent, ont fait une évaluation des systèmes de contrôle interne de la Commission. Le rapport du vérificateur provincial délimite l'étendue de cette vérification indépendante et exprime son opinion sur les états financiers de la Commission.

La Commission a fait appel aux services du cabinet d'actuaires-conseils Eckler Partners Ltd. pour l'exercice terminé en 1990. On trouvera avec les états financiers l'opinion des actuaires-conseils sur la pertinence de l'évaluation des obligations actuarielles de la Commission, et sur le provisionnement de ces coûts.

Robert G. Elgie
Président du conseil

Glenn W. Cooper
Directeur général
Services des finances et
directeur financier

Le 5 avril 1991

# *État de la dette non provisionnée*

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
État de la dette non provisionnée
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990

*(en millions de $)*

| | Note | 1990 | 1989 |
|---|---|---|---|
| **REVENUS** | | | |
| Cotisations | | 2 596 $ | 2 578 $ |
| Placements | | 440 | 409 |
| | | 3 036 | 3 087 |
| **DÉPENSES** | | | |
| Indemnités | | | |
| • Indemnités payées | 7 | 2 048 | 1 782 |
| • Indemnités à payer | 5 | 1 220 | 2 117 |
| | | 3 268 | 3 899 |
| Frais administratifs et autres | | 387 | 307 |
| | | 3 655 | 4 206 |
| **AUGMENTATION DE LA DETTE NON PROVISIONNÉE** | | (619) | (1 119) |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE,** début de l'exercice | | (8 469) | (7 350) |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE,** fin de l'exercice | | (9 088) $ | (8 469) $ |

# *Rapport du vérificateur*

Ontario

OFFICE OF THE PROVINCIAL AUDITOR
BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

Box 105, 15th Floor, 20 Dundas St. West
Toronto, Ontario M5G 2C2
(416) 974-9866 Facsimile (416) 324-7012

C.P. 105, 20, rue Dundas ouest, 15e étage
Toronto (Ontario) M5G 2C2
(416) 974-9866 Télécopieur (416) 324-7012

**À la Commission des accidents du travail
et au ministre du Travail,**

**J'ai vérifié le bilan de la Commission des accidents du travail de l'Ontario (la Commission) au 31 décembre 1990 et les états de la dette non provisionnée et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.**

**Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quand à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.**

**À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Commission au 31 décembre 1990, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.**

D.F. Archer

**Toronto (Ontario)
Le 5 avril 1991**

**D.F. Archer, F.C.A.
Le vérificateur provincial**

# *Bilan*

## COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
Bilan
au 31 décembre 1990

*(en millions de $)*

| | Note | 1990 | 1989 |
|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | |
| Encaisse et dépôts | | 277 $ | 446 $ |
| Cotisations à recevoir | | 479 | 504 |
| Placements | 3 | 5 436 | 4 621 |
| Autres éléments d'actif | | 38 | 38 |
| Immobilisations | 4 | 44 | 41 |
| | | 6 274 $ | 5 650 |
| **PASSIF** | | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer | | 329 $ | 303 $ |
| Dette au titre de l'indemnisation future, paiement prévu en moins d'un an | 5 | 1 500 | 1 370 |
| Dépôts nets | 6 | 33 | 36 |
| | | 1 862 | 1 709 |
| Dette au titre de l'indemnisation future, paiement prévu au-delà d'un an | 5 | 13 500 | 12 410 |
| | | 15 362 | 14 119 |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE** | | (9 088) | (8 469) |
| | | 6 274 $ | 5 650 $ |

**Au nom de la Commission,**

Odoardo Di Santo
Administrateur

Brian King
Administrateur

# *Rapport de l'actuaire-conseil*

ECKLER PARTNERS

## RAPPORT DE L'ACTUAIRE-CONSEIL SUR L'ÉVALUATION DU PASSIF ACTUARIEL DE LA CAISSE DES ACCIDENTS RELEVANT DE L'ANNEXE 1 DE LA COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE L'ONTARIO AU 31 DÉCEMBRE 1990

D'après nos calculs, la valeur actualisée estimative des coûts futurs des indemnités, de la réadaptation, des pensions, des soins médicaux et des prestations pour perte de revenu de retraite accordés aux requérants relevant de l'annexe 1, victimes d'accidents survenus au plus tard le 31 décembre 1990, s'élève à 15 milliards de dollars. Nous croyons que les hypothèses émises dans cette évaluation sont adéquates et que les méthodes utilisées sont conformes aux principes actuariels reconnus. Nous avons examiné les données sur lesquelles étaient fondés ces calculs et nous les avons trouvées suffisantes aux fins d'évaluation et conformes aux états financiers de la Commission. Nous avons consulté le directeur des Services de l'actuariat de la Commission ainsi que la direction afin de choisir des hypothèses et des méthodes d'évaluation appropriées. Comme dans les évaluations précédentes, la valeur actualisée ne tient pas compte des demandes d'indemnisation futures pour maladies professionnelles ni des frais administratifs futurs.

La valeur actualisée susmentionnée comprend la dette au titre de l'indemnisation future en vertu de la Loi 162, entrée en vigueur le 2 janvier 1990. Pour calculer cette obligation, nous avons tenu compte des estimations de la direction portant sur le pourcentage moyen de déficience permanente des travailleurs qui seront admissibles à une indemnité pour perte non économique aux termes de l'article 45 de la *Loi*, sur le pourcentage moyen de la perte de salaire des travailleurs qui seront admissibles à une indemnité pour perte de gains future aux termes de l'article 45a de la *Loi* et sur la partie des indemnités pour perte de gains future aux termes de l'article 45a de la *Loi* et la partie des suppléments aux termes du paragraphe 135 (4) de la *Loi* qui continueront d'être versées à la suite des révisions qui auront lieu vingt-quatre mois et soixante mois après le début des versements. Nous jugeons que les estimations de la direction à cet égard sont raisonnables.

La valeur actualisée susmentionnée tient compte des indemnités estimatives à verser au cours des années futures pour les accidents survenus au plus tard le 31 décembre 1990. Nous estimons que la partie de cette valeur actualisée se rapportant aux indemnités qui seront versées en 1991 s'élève à environ 1,5 milliard de dollars. Nous avons calculé ce montant d'après les hypothèses à long terme appropriées au calcul de la valeur actualisée. Il ne s'agit pas d'une prévision des indemnités qui seront effectivement versées en 1991, celles-ci étant fonction de facteurs à court terme.

L'évaluation a été faite conformément aux dispositions de la *Loi sur les accidents du travail* en vigueur au 1er janvier 1991. Une provision globale a été constituée pour couvrir les augmentations éventuelles du plafond des gains assurables et du montant des indemnités, conformément à la *Loi*. Cette provision a été calculée d'après l'hypothèse d'un taux de rendement net annuel de trois pour cent sur les placements, en supposant qu'il faudra se servir du revenu de placements dépassant ce taux pour provisionner les augmentations des indemnités liées à l'inflation.

Sauf dans les cas susmentionnés, les méthodes et hypothèses utilisées dans cette évaluation sont conformes à celles dont nous nous sommes servis dans l'évaluation précédente, compte tenu de l'évolution des tendances en matière d'indemnisation. Nous présenterons l'exposé complet des méthodes et hypothèses utilisées dans cette évaluation dans le rapport détaillé que nous soumettrons à la Commission sur cette évaluation.

À notre avis, et compte tenu de ce qui précède, la somme de 15 milliards de dollars inscrite au 31 décembre 1990 représente une provision raisonnable pour couvrir les coûts futurs des indemnités, de la réadaptation, des pensions, des soins médicaux et des prestations pour perte de revenu de retraite accordés aux requérants relevant de l'annexe 1, en fonction des accidents survenus au plus tard le 31 décembre 1990.

David A. Short

David A. Short, F.S.A., F.I.C.A.

M. D. R. Brown

M. David R. Brown, F.S.A., F.I.C.A.

Actuaires auprès du cabinet
Eckler Partners Ltd.

Le 5 avril 1991

# *État de l'évolution de la situation financière*

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL
État de l'évolution de la situation financière
pour l'exercice terminé le 31 décembre 1990

*(en millions de $)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **ENCAISSE PROVENANT DE (UTILISÉE POUR ) :** | | |
| **ACTIVITÉS D'EXPLOITATION** | | |
| Augmentation de la dette non provisionnée | (619) $ | (1 119) $ |
| Ajouter (déduire) les postes n'entraînant pas de sortie de fonds | | |
| • Amortissement des gains et escomptes sur les placements | (105) | (125) |
| • Amortissement des immobilisations | 14 | 9 |
| Augmentation de la dette au titre de l'indemnisation future | 1 220 | 2 117 |
| Évolution d'autres éléments d'actif nets | 38 | (52) |
| Encaisse provenant des activités d'exploitation | 548 | 830 |
| **ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT** | | |
| Acquisition de placements à long terme | (1 865) | (1 641) |
| Produit de la vente de placements à long terme ou de placements venus à échéance | 1 364 | 1 060 |
| Acquisition (vente) nette de placements à court terme | (199) | (5) |
| Acquisition d'immobilisations | (17) | (22) |
| Encaisse utilisée pour les activités d'investissement | (717) | (608) |
| **AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE ET DES DÉPÔTS AU COURS DE L'EXERCICE** | (169) | 222 |
| **ENCAISSE ET DÉPÔTS,** début de l'exercice | 446 | 224 |
| **ENCAISSE ET DÉPÔTS,** fin de l'exercice | 277 $ | 446 $ |

# *Notes afférentes aux états financiers*

## 31 décembre 1990

### 1. Nature de l'exploitation

La Commission des accidents du travail (la Commission) est un organisme de la Couronne constitué en vertu d'une loi adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario en 1914. La Commission est chargée de l'application de la *Loi sur les accidents du travail* et des règlements de l'Ontario (la *Loi*).

La Commission veille à l'application de la *Loi* pour deux groupes d'employeurs, soit les employeurs de l'annexe 1 et les employeurs de l'annexe 2. L'annexe 1 comprend les industries dont les employeurs sont protégés en vertu du principe de la «responsabilité collective» et sont tenus de verser des cotisations à la caisse des accidents de la Commission. L'annexe 2 comprend les employeurs qui «s'assurent eux-mêmes», en ce sens qu'ils sont personnellement responsables des coûts d'indemnisation. La Commission règle le coût réel des demandes d'indemnisation des travailleurs pour le compte des employeurs de l'annexe 2 qui doivent la rembourser à la fois des indemnités qu'elle a versées et des frais administratifs reliés aux demandes d'indemnisation. La même mesure s'applique au gouvernement fédéral qui est couvert en vertu d'un accord distinct avec Travail Canada et est, par conséquent, considéré comme étant un employeur de l'annexe 2.

La Commission n'est aucunement financée par le gouvernement et ne reçoit aucun appui financier. Les fonds dont dispose la Commission proviennent des cotisations prélevées sur la masse salariale des employeurs qui sont protégés en vertu de la *Loi*, laquelle prévoit en contrepartie l'indemnisation des travailleurs ayant subi un accident en milieu de travail ou contracté une maladie professionnelle.

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus. Les principales conventions comptables sont résumées ci-dessous :

#### Placements

a) Obligations, coupons et hypothèques

Les obligations, les coupons et les hypothèques sont comptabilisées à la fraction non amortie du coût. Dans le cas des hypothèques, la fraction non amortie du coût est rajustée en fonction des remboursements du capital. Les gains et pertes matérialisés à la vente d'obligations, de coupons et d'hypothèques sont reportés et amortis jusqu'à l'échéance du titre vendu ou sur 20 ans, selon la période la plus courte.

b) Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'achat et rajustés à la valeur marchande, selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés sont reportés et amortis sur une période de sept ans.

c) Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont comptabilisés au coût d'achat et rajustés à la valeur marchande selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes. Les gains et pertes matérialisés et non matérialisés sont reportés et amortis sur une période de dix ans.

d) Valeurs mobilières à court terme

Les valeurs mobilières à court terme consistent en des instruments du marché financier qui arrivent à échéance moins de douze mois suivant la date de leur achat; ces valeurs sont comptabilisées à la fraction non amortie du coût. Les gains et pertes à la vente sont intégrés dans les résultats de l'exercice où ils sont réalisés.

e) Conversion des devises étrangères

Les opérations de placement en devises étrangères sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur au moment de l'opération. Ces placements sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes sur change des placements à long terme sont amortis sur une période de sept ans.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées au coût d'acquisition. Les immobilisations, à l'exception des terrains, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile probable selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Revenu provenant des cotisations

Le revenu provenant des cotisations est calculé en fonction des masses salariales estimatives et réelles des employeurs relevant de l'annexe 1 de la *Loi*, et est rajusté, au besoin, en fonction des résultats en matière d'indemnisation.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés soit à titre de location-acquisition, soit à titre de location-exploitation. Les contrats de location-acquisition figurent à l'actif du bilan avec mention au passif de l'obligation correspondante. L'actif est amorti sur la vie utile du bien, et la dette est remboursée sur la durée du contrat de location. Les paiements au titre de location-exploitation et les frais de location sont portés aux dépenses à mesure qu'ils sont engagés.

## 3. Placements

*(en millions de $)*

| | 1990 | | 1989 | |
|---|---|---|---|---|
| | **Valeur comptable** | **Valeur marchande** | Valeur comptable | Valeur marchande |
| **Valeurs à revenu fixe** | | | | |
| Obligations | | | | |
| Gouvernement | **224 $** | **218 $** | 340 $ | 347 $ |
| Sociétés | **1 237** | **1 198** | 1 157 | 1 174 |
| Coupons | **1 034** | **1 020** | 875 | 936 |
| Hypothèques | **514** | **506** | 472 | 472 |
| | **3 009** | **2 942** | 2 844 | 2 929 |
| **Titres de participation** | | | | |
| Actions ordinaires et privilégiées | | | | |
| Canada | **765** | **723** | 880 | 973 |
| Étranger – États-Unis | **316** | **330** | 120 | 134 |
| – Autres | **616** | **555** | 414 | 396 |
| Placements de biens immobiliers | **325** | **356** | 189 | 205 |
| | **2 022** | **1 964** | 1 603 | 1 708 |
| **Placements à court terme** | | | | |
| Marché monétaire | **347** | **347** | 126 | 126 |
| Revenu de placements à recevoir | **58** | **58** | 48 | 48 |
| | **5 436 $** | **5 311 $** | 4 621 $ | 4 811 $ |

La Commission participe à un programme de prêt de valeurs où les placements sont prêtés à des emprunteurs, approuvés par l'administrateur du fonds de placement, moyennant certains frais, contre des garanties de haute qualité. Au 31 décembre 1990, la valeur marchande totale des valeurs prêtées s'élevait à 114 millions de dollars (207 millions de dollars en 1989).

## 4. Immobilisations

*(en millions de $)*

| | 1990 | | | 1989 | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Valeur comptable nette | Taux d'amortissement % |
| Terrains | 7 $ | - $ | 7 $ | 7 $ | - |
| Bâtiments | 11 | 8 | 3 | 4 | 2½ |
| Améliorations locatives | 6 | 4 | 2 | 2 | 10 |
| Équipement | 67 | 36 | 31 | 27 | 20 |
| Véhicules automobiles | 2 | 1 | 1 | 1 | 25 |
| | 93 $ | 49 $ | 44 $ | 41 $ | |

## 5. Dette au titre de l'indemnisation future

La dette au titre de l'indemnisation future repose sur le montant et la nature des indemnités accordées et sur les calculs actuariels. Les estimations des accidents déclarés et non déclarés survenus le 31 décembre ou avant cette date sont fondées sur les résultats des années précédentes et modifiées pour tenir compte des tendances actuelles. Quoique le calcul des demandes d'indemnisation impayées, plus particulièrement celles se rapportant à la Loi 162, comprenne une large part de jugement, la direction estime que les montants prévus pour les demandes impayées sont adéquats. La dette au titre de l'indemnisation future a été actualisée en fonction d'un taux d'intérêt réel de trois pour cent.

La dette au titre de l'indemnisation future ne comprend aucune provision pour le paiement des demandes d'indemnisation se rapportant aux employeurs autoassurés, étant donné qu'il s'agit dans ce cas d'une obligation de ces derniers et non pas de la Commission.

En 1989, un montant de 630 millions de dollars, ayant trait aux dispositions transitoires de la Loi 162 entrées en vigueur le 26 juillet 1989, était compris dans la dette au titre de l'indemnisation future. En vertu de la Loi 162, les travailleurs atteints d'invalidité permanente qui subissent une perte de salaire dépassant le montant de leur pension d'invalidité permanente peuvent bénéficier de suppléments dont le montant peut atteindre jusqu'à concurrence du maximum de la pleine pension de sécurité de la vieillesse, conformément à l'article 3 de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*. Les travailleurs qui sont atteints d'une invalidité et qui profiteraient vraisemblablement d'un programme de réadaptation professionnelle qui leur permettrait d'augmenter leur capacité de gain de sorte qu'elle corresponde approximativement aux gains avant l'accident peuvent être admissibles à un supplément en excédent de leur pension d'invalidité partielle permanente.

Les dispositions permanentes de la Loi 162 sont entrées en vigueur le 2 janvier 1990. Au 31 décembre 1990, la dette au titre de l'indemnisation future comprend un montant de 686 millions de dollars ventilé comme suit : indemnisation pour perte de gains future (540 millions de dollars); indemnisation pour perte non économique (92 millions de dollars); et indemnisation pour perte de revenu de retraite (54 millions de dollars).

Comme pour les exercices précédents, aucune provision n'a été faite pour les frais administratifs futurs des demandes actuelles, ou pour les coûts des demandes d'indemnisation se rapportant aux maladies professionnelles attribuables, en totalité ou en partie, à un emploi avant le 31 décembre 1990, étant donné qu'il n'existe aucune façon raisonnable d'en faire l'estimation.

## 6. Autoassurance

Au 31 décembre 1990, les états financiers comprennent les sommes suivantes relativement aux employeurs autoassurés :

| | *(en millions de $)* 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| **Bilan** | | |
| Dépôts nets | 33 $ | 36 $ |
| Composés de | | |
| • Placements | 13 $ | 18 $ |
| • Cotisations à recevoir | 20 | 18 |
| | 33 $ | 36 $ |
| **État de la dette non provisionnée** | | |
| Revenu provenant des cotisations | 224 $ | 195 $ |
| Indemnités payées | (194) | (169) |
| Frais administratifs | (30) | (26) |
| | – $ | – $ |

## 7. Indemnités payées

Les indemnités payées comprennent les sommes suivantes :

| | *(en millions de $)* 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| Indemnisation temporaire | 777 $ | 691 $ |
| Pensions | 560 | 544 |
| Réadaptation | 284 | 233 |
| Soins médicaux | 234 | 218 |
| Supplément de sécurité de la vieillesse | 109 | 14 |
| Personnes à charge | 84 | 82 |
| | 2 048 $ | 1 782 $ |

## 8. Opérations entre apparentés

La Commission est tenue de rembourser le gouvernement de l'Ontario des frais engagés pour l'application de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*. En vertu de la *Loi sur les accidents du travail*, la Commission est également tenue de prendre en charge les frais liés au fonctionnement du Tribunal d'appel des accidents du travail, du Bureau des conseillers des travailleurs, du Bureau des conseillers du patronat, du Comité des normes en matière de maladies professionnelles et des postes de sauvetage dans les mines. En 1990, le montant total du financement accordé en vertu de ces engagements sanctionnés par la *Loi* s'élevait à 53 millions de dollars (26 millions de dollars en 1989).

La Commission a directement financé les associations de sécurité provinciales, l'Office d'information sur la santé et la sécurité au travail et a accordé des subventions en matière de sécurité et d'éducation à Tourisme Ontario et au Centre de santé et sécurité des travailleurs et travailleuses dans le but de promouvoir la prévention des accidents. En 1990, ces dépenses s'élevaient à 30 millions de dollars (48 millions de dollars en 1989).

Le 15 août 1990, une loi modifiant la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* était proclamée, laquelle constituait, en remplacement de l'Office d'information sur la santé et la sécurité au travail, l'Agence de santé et sécurité au travail (ASST) dont le mandat est de surveiller les associations de sécurité provinciales (à l'exception de l'Association pour la sécurité à la ferme) et le Centre de santé et sécurité des travailleurs et travailleuses de la Fédération du travail de l'Ontario.

L'ASST est financée par la Commission. En vertu de la loi modifiée, la Commission est tenue de fournir à l'ASST un financement de 53 millions de dollars pour l'année civile 1991; cette somme a été versée le 2 janvier 1991.

En sus des engagements sanctionnés par la *Loi* et des dépenses relatives à la prévention des accidents dont il est question ci-dessus, les états financiers comprennent également des sommes provenant d'opérations d'exploitation courantes, aux prix courants du marché, avec divers ministères, organismes et sociétés de la Couronne du gouvernement de l'Ontario avec lesquels la Commission pourrait être considérée comme ayant des liens. Les soldes résultant de ces opérations figurent aux états financiers et sont réglés conformément aux modalités commerciales normales.

## 9. Engagements et éventualités

### a) Contrats de location

Au 31 décembre 1990, la Commission avait conclu des contrats de location non résiliables dont les paiements minimums futurs se répartissent comme suit :

| | *(en millions de $)* |
|---|---|
| 1991 | 17 $ |
| 1992 | 12 |
| 1993 | 8 |
| 1994 | 5 |
| 1995 | 2 |
| au-delà de cinq ans | 2 |
| | 46 $ |

Au 31 décembre 1989, le total des paiements minimums futurs s'élevait à 58 millions de dollars.

b) Engagements de placement

Au 31 décembre 1990, les engagements de placement non réglés s'élevaient à 31 millions de dollars (62 millions de dollars en 1989). Ce montant représentait principalement les engagements relatifs aux paiements par anticipation sur les hypothèques.

c) Poursuites légales

Amiantose

En décembre 1986, le tribunal des faillites des États-Unis a approuvé la mise sur pied du Fonds d'indemnisation Manville constitué d'un actif de plus de 2 milliards de dollars. Les travailleurs ou autres personnes qui ont subi des lésions ou contracté une maladie au contact de produits d'amiante de Johns-Manville peuvent soumettre une demande pour se faire indemniser par le fonds.

Depuis plusieurs années, la Commission verse des indemnités et règle des dépenses aux travailleurs qui ont subi des lésions ou contracté des maladies reliées à l'amiante. En raison de cela, la Commission a, en 1987, pris des mesures pour exercer ses droits de subrogation concernant les demandes d'indemnisation ayant trait aux produits d'amiante de la Johns-Manville qu'elle reçoit depuis 1975 de la part de travailleurs de l'Ontario ou de leurs personnes à charge.

Étant donné que les sommes que la Commission pourrait recouvrer, s'il y a lieu, du Fonds d'indemnisation Manville ne peuvent être déterminées, le recouvrement ne figure pas aux présents états financiers.

Autres

La Commission est partie à plusieurs réclamations et poursuites faisant l'objet de contestations. Selon la direction, le dénouement de ces réclamations et poursuites n'aura pas d'effet néfaste significatif sur la Commission.

## 10. Régime de retraite

La Commission a établi, pour ses employés et les employés des associations de sécurité provinciales, un régime de retraite à prestations déterminées, calculées en fonction du nombre d'années de service et du salaire de l'employé à l'approche de la retraite. Les opérations de placement et les tâches administratives et comptables reliées au régime de retraite sont administrées par la Commission. Une évaluation actuarielle indépendante a établi que le fonds de retraite affichait un surplus. Au 31 décembre 1990, le provisionnement du régime de retraite était le suivant :

*(en millions de $)*

| | 1990 | 1989 |
|---|---|---|
| Actif du régime de retraite | 384 $ | 357 $ |
| Prestations constituées | 291 $ | 259 $ |

## 11. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassifiés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour le présent exercice.

# *Rétrospective des dix derniers exercices*

## COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

### Sommaire des dix derniers exercices
### État de la dette non provisionnée
*(en millions de dollars)*

| | 1990 | 1989 | 1988 | 1987 | 1986 | 1985 | 1984 | 1983 | 1982 | 1981 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **REVENUS** | | | | | | | | | | |
| Cotisations | 2 596 $ | 2 678 $ | 2 377 $ | 2 092 $ | 1 737 $ | 1 424 $ | 1 160 $ | 882 $ | 781 $ | 673 $ |
| Placements | 440 | 409 | 316 | 272 | 217 | 186 | 176 | 167 | 170 | 166 |
| | 3 036 | 3 087 | 2 693 | 2 364 | 1 954 | 1 610 | 1 336 | 1 049 | 951 | 839 |
| **DÉPENSES** | | | | | | | | | | |
| Indemnités | | | | | | | | | | |
| • Indemnités payées | 2 048 | 1 782 | 1 624 | 1 463 | 1 246 | 1 099 | 979 | 860 | 726 | 621 |
| • Indemnités à payer | 1 220 | 2 117 | 1 443 | 1 096 | 1 304 | 2 990 | 880 | 640 | 700 | 520 |
| | 3 268 | 3 899 | 3 067 | 2 559 | 2 550 | 4 089 | 1 859 | 1 500 | 1 426 | 1 141 |
| Frais administratifs et autres | 387 | 307 | 285 | 289 | 230 | 192 | 162 | 146 | 137 | 116 |
| | 3 655 | 4 206 | 3 352 | 2 848 | 2 780 | 4 281 | 2 021 | 1 646 | 1 563 | 1 257 |
| **AUGMENTATION DE LA DETTE NON PROVISIONNÉE** | (619) | (1 119) | (659) | (484) | (826) | (2 671) | (685) | (597) | (612) | (418) |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE,** début de l'exercice | (8 469) | (7 350) | (6 691) | (6 207) | (5 381) | (2 710) | (2 025) | (1 428) | (816) | (398) |
| **DETTE NON PROVISIONNÉE,** fin de l'exercice | (9 088) $ | (8 469) $ | (7 350) $ | (6 691) $ | (6 207) $ | (5 381) $ | (2 710) $ | (2 025) $ | (1 428) $ | (816) $ |

### Autres statistiques

| | 1990 | 1989 | 1988 | 1987 | 1986 | 1985 | 1984 | 1983 | 1982 | 1981 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Masse salariale assurable totale (en millions de dollars) | 80 400 $ | 79 475 $ | 73 789 $ | 67 974 $ | 61 574 $ | 57 025 $ | 48 771 $ | 42 293 $ | 40 891 $ | 37 437 $ |
| Nombre de salariés de la CAT au 31 décembre* | 5 138 | 4 611 | 4 387 | 4 211 | 4 218 | 3 735 | 3 378 | 3 217 | N.D. | N.D. |
| Nombre de demandes d'indemnisation enregistrées | 473 407 | 467 212 | 489 819 | 469 681 | 442 080 | 426 880 | 388 845 | 344 758 | 349 747 | 415 044 |

N.D. – Non disponible
* Comprend le personnel à temps partiel et temporaire.

# *Glossaire*

**Agent d'indemnisation** : Employé spécialisé de la Commission des accidents du travail (CAT) responsable d'établir, conformément à la *Loi*, l'admissibilité d'un travailleur à des indemnités dans le cadre d'un dossier.

**Annexes 1 et 2** : Les employeurs de l'Ontario sont répartis en deux groupes, soit l'annexe 1, soit l'annexe 2. Les employeurs de l'annexe 1 sont tenus de verser des cotisations annuelles, lesquelles constituent la caisse des accidents de la Commission. La Commission administre cette caisse et à même celle-ci verse des indemnités aux travailleurs blessés et paie les soins médicaux. La majorité des employeurs de l'Ontario relèvent de l'annexe 1. Ceux qui relèvent de l'annexe 2 sont tenus de payer les indemnités et les soins médicaux des travailleurs ayant subi un accident du travail ou contracté une maladie professionnelle. Les employeurs de cette catégorie comprennent les gouvernements fédéral et provincial, les municipalités et les compagnies aériennes, de chemins de fer et de téléphone.

**ASST** : Agence de santé et sécurité au travail. Cet organisme, créé en vertu de la Loi 208, a remplacé l'Office d'information sur la santé et la sécurité au travail (OISST). L'ASST a comme mandat d'élaborer et d'offrir des programmes de formation et d'éducation, de promouvoir la sensibilisation du public sur la santé et la sécurité au travail, et de financer la recherche; l'Agence est également responsable de l'accréditation des représentants de santé et sécurité aux comités mixtes de santé et sécurité et de l'accréditation des employeurs. Financée par la CAT, l'ASST est gérée par un conseil d'administration mixte employeur-syndicat indépendant.

**CÉR** : Centres d'évaluation régionaux. Les CÉR fournissent aux travailleurs blessés dont la période de rétablissement est prolongée des évaluations médicales et des évaluations des capacités fonctionnelles.

**Clinique communautaire** : Établissement fournissant des soins de santé aux travailleurs blessés ayant subi des lésions des tissus mous. Indépendant de la CAT.

**CNMMP** : Comité des normes en matière de maladies professionnelles. Organisme indépendant financé par la Commission et dont les activités consistent à effectuer des recherches sur les maladies professionnelles et à faire des recommandations à la Commission sur les maladies qui devraient être indemnisées.

**Dette non provisionnée** : Différence entre la valeur actuelle du passif et celle de l'actif de la Commission.

**Évaluation de réadaptation professionnelle** : Les évaluations professionnelles sont effectuées ou supervisées par un psychologue licencié. Lors de l'évaluation, les aspects suivants sont pris en compte : les aptitudes professionnelles, les compétences professionnelles, les caractéristiques du travailleur, le style d'apprentissage, les intérêts professionnels et les observations sur la douleur.

**Indemnisation double** : Système visant à indemniser de deux façons les travailleurs atteints de déficience permanente : pour leur perte de gains et pour leur perte de jouissance de la vie.

**Indemnisation :**

*Indemnisation temporaire*

Indemnités versées aux travailleurs blessés pour compenser une perte de gains temporaire attribuable à une lésion reliée au travail.

*Soins médicaux*

Les soins médicaux comprennent les paiements faits aux professionnels de la santé, tels les médecins, et aux établissements de soins qui prodiguent aux travailleurs blessés des soins médicaux et des traitements.

*Réadaptation*

- Somme versée aux travailleurs qui ne peuvent trouver un emploi approprié et qui se sont rétablis d'une *invalidité totale temporaire* mais qui sont toujours atteints d'une *invalidité partielle temporaire*. Selon le cas, ces travailleurs participent à un programme de réadaptation professionnelle.
- Paiements de soutien du revenu faits aux travailleurs pendant qu'ils se préparent à retourner à un plein emploi.
- Paiements faits aux établissements en contrepartie des services de réadaptation professionnelle, y compris la formation, les programmes d'évaluation, les modifications domiciliaires et autres coûts afférents.

*Pensions*

Somme versée aux travailleurs qui ont subi une lésion occasionnant une invalidité totale ou partielle permanente.

*Supplément de sécurité de la vieillesse (SV)*

Ce supplément est versé aux travailleurs plus âgés atteints d'une invalidité partielle permanente qui ne profiteraient vraisemblablement pas d'un programme de réadaptation professionnelle de sorte à retourner sur le marché du travail.

*Indemnité de personnes à charge*

Paiements faits aux personnes à charge d'un travailleur décédé à la suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelles.

*Perte économique*

Perte de gains future d'un travailleur qui subit une lésion occasionnant une déficience permanente ou une invalidité temporaire d'une durée de douze mois consécutifs. La perte économique constitue la première partie du système d'indemnisation double, entré en vigueur avec la Loi 162.

*Perte non économique*

Un travailleur qui subit une lésion occasionnant une déficience permanente après le 1er janvier 1990 peut recevoir une indemnité pécuniaire pour perte de jouissance de la vie. La perte non économique constitue la seconde partie du système d'indemnisation double, entré en vigueur avec la Loi 162.

*Perte de revenu de retraite*

Afin de fournir une pension de retraite au travailleur, la Commission met en réserve des fonds additionnels correspondant à dix pour cent de chaque versement fait au travailleur en vertu de l'article 45a de la *Loi*.

**Institut des accidents du travail de l'Ontario** : Administré par son propre conseil d'administration indépendant, cet institut est financé par la CAT et a comme mandat d'effectuer des recherches sur les lésions professionnelles et la réadaptation. L'Institut s'occupe également de l'élaboration et du contrôle des normes de qualité à l'intention des cliniques communautaires et des centres d'évaluation régionaux.

**NMETI** : Nouvelle méthode expérimentale de tarification par incidence. Méthode qui, à l'aide de rabais ou de surcharges, rajuste la cotisation des employeurs dont le groupe de taux est assujetti à la méthode, selon le bilan en matière de coûts d'accidents de l'entreprise. Cette méthode vise à fournir des primes d'encouragement aux entreprises pour qu'elles améliorent l'aspect sécurité au travail.

**Objectif-client** : Stratégie adoptée par la CAT en vue d'améliorer la communication verbale avec les travailleurs blessés, les employeurs et les autres personnes qui traitent avec la Commission.

**Personnes intéressées** : Individus ou groupes qui s'intéressent tout spécialement à la CAT. Comprend les travailleurs blessés, les associations professionnelles, les employeurs et les professionnels de la santé.

**Réadaptation médicale** : Stratégie de la Commission visant à favoriser un traitement plus efficace grâce à l'adoption d'un mode d'intervention rapide dans le traitement du travailleur blessé au sein de sa communauté ou à proximité de celle-ci. Ce mode d'intervention comprend des traitements de physiothérapie actifs le plus tôt possible après la lésion, tout comme en médecine sportive. Si le rétablissement est prolongé, la réadaptation peut également comprendre d'autres évaluations médicales et une évaluation des capacités physiques.

**Réadaptation professionnelle** : Programme qui vise à permettre au travailleur blessé de retrouver, dans la mesure du possible, les gains qu'il touchait avant l'accident.

**SEDI** : Système d'enregistrement des demandes d'indemnités. Système automatisé qui accélère le processus d'enregistrement des demandes au sein de la Commission et est utilisé conjointement avec le système d'indemnisation informatisé des travailleurs (SIIT).

**SIIT** : Système d'indemnisation informatisé des travailleurs. Système automatisé qui accélère le processus de paiement des travailleurs blessés. Ce système fournit également sans délai et en direct des renseignements nécessaires à la gestion des dossiers.

**Survivant** : Conjoint ou personne à charge d'un travailleur qui décède à la suite d'une lésion ou d'une maladie professionnelles.

**SV** : Sécurité de la vieillesse. Versements effectués aux travailleurs blessés qui, en vertu de la loi fédérale sur les pensions, sont admissibles à des prestations.

**TAAT** : Tribunal d'appel des accidents du travail. Créé en 1985 dans le cadre des modifications législatives, le TAAT constitue la dernière instance devant laquelle un travailleur ou un employeur peut contester une décision de la Commission. L'exploitation du TAAT est indépendante de la CAT.

**Taux de cotisation** : Taux servant à calculer le montant que verse un employeur relevant de l'annexe 1 à la Commission des accidents du travail (CAT). Selon le type d'industrie, l'entreprise doit verser un montant fixe pour chaque tranche de 100 dollars de sa masse salariale.

**Traitement des demandes d'indemnisation** : Processus au cours duquel est établie l'admissibilité d'un travailleur blessé à des indemnités en vertu de la *Loi sur les accidents du travail*.

**Traitement d'images** : Technologie que la CAT a adoptée dans le but d'éliminer le papier de ses bureaux. Les agents d'indemnisation peuvent avoir accès, simultanément et à l'échelle de la province, aux dossiers, à la correspondance et aux autres documents parvenant à la Commission, par l'intermédiaire de terminaux informatiques spéciaux.

**USI** : Unité de services intégrés. Les travailleurs blessés sont affectés à une USI spécifique selon le code postal de leur employeur. Dans les USI, les décisions relatives à l'indemnisation, les soins médicaux et la réadaptation sont prises selon une approche participative.

## Bureaux de la Commission des accidents du travail

Bureau central
2, rue Bloor Est
Toronto (Ontario)
M4W 3C3

Renseignements généraux

(416) 927-9555

1-800-387-0750
1-800-387-5595
1-800-387-5540

Appareils de télécommunications pour sourds (ATS)

1-800-387-0050

Centre de renseignements sur l'indemnisation de Toronto

1382, avenue St. Clair Ouest
Toronto (Ontario)
M6E 1C6
(416) 965-8864

Unités de services intégrés

**Centre-Est de l'Ontario**
(416) 927-9227
1-800-263-8877

**Centre-Ouest de l'Ontario**
(416) 927-1840
1-800-387-0025

**Centre-Sud de l'Ontario**
(416) 927-9537
1-800-387-0068

**Construction – Centre de l'Ontario**
(416) 927-1217
1-800-387-0080

**Toronto-Nord**
(416) 927-9270
1-800-387-8607

**Toronto-Sud**
(416) 927-9539
1-800-387-0064

**Toronto-Est**
(416) 927-8533
1-800-387-0066

**Toronto-Ouest**
(416) 927-1090
1-800-387-0062

**Dossiers complexes**
(lésions)
(416) 927-3774
1-800-465-9646

**Dossiers complexes**
(maladies)
(416) 927-3774
1-800-465-9646

Bureaux régionaux

**Hamilton (Nord et Sud)**
120, rue King Ouest
Hamilton (Ontario)
L8P 4V2
(416) 523-1800
1-800-263-8488

**Ottawa (Est et Ouest)**
360, rue Albert
Bureau 200
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7
(613) 238-7851
1-800-267-9601

**Thunder Bay**
Boîte postale 7000
410, avenue Memorial
Thunder Bay (Ontario)
P7C 5S2
(807) 343-1710
1-800-465-3934

**London**
148, rue Fullarton
London (Ontario)
N6A 5P3
(519) 663-2331
1-800-265-4752

**Sudbury**
30, rue Cedar
Sudbury (Ontario)
P3E 1A4
(705) 675-9301
1-800-461-3350

**Windsor**
235, rue Eugénie Ouest
Windsor (Ontario)
N8X 2X7
(519) 966-0660
1-800-265-7380

Bureaux locaux

**Kingston**
234, rue Concession
Bureau 304
Kingston (Ontario)
K7K 6W6
(613) 544-9682

**North Bay**
128, rue McIntyre Ouest
North Bay (Ontario)
P1B 2Y6
(705) 472-5200

**St. Catharines**
Lake Carlton Plaza
161, rue Carlton
Bureau 201
St. Catharines (Ontario)
L2R 1R5
(416) 687-8622

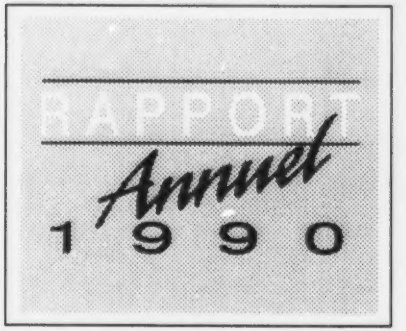
**Kitchener-Waterloo**
151, rue Frederick
Kitchener (Ontario)
N2H 2M2
(519) 576-4130

**Sault-Ste-Marie**
369, rue Queen Est
Bureau 101
Sault-Ste-Marie (Ontario)
P6A 1Z4
(705) 942-3002

**Timmins**
Cour Hollinger
100, chemin Waterloo
Timmins (Ontario)
P4N 4X5
(705) 267-6427

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL DE L'ONTARIO

Supplément statistique
au



# *Supplément statistique au Rapport annuel 1990*

La présente publication est un supplément au Rapport annuel 1990 de la CAT. Les chiffres des dix derniers exercices sont présentés dans les cas où ils sont disponibles.

Vous pouvez obtenir un exemplaire
du Rapport annuel 1990 auprès de
la Commission des accidents du travail
Direction des communications
26e étage
2, rue Bloor Est
Toronto (Ontario)
M4W 3C3
(416) 927-3500
Appareils de télécommunications pour sourds
(ATS) 1-800-387-0050

If you wish to obtain a copy of the
1990 Annual Report and Statistical
Supplement in English please contact the
Workers' Compensation Board
Communications Branch
26th Floor
2 Bloor Street East
Toronto, Ontario
M4W 3C3
(416) 927-3500
Telephone Device for the Deaf (TDD)
1-800-387-0050

ISSN 1181-9618 Supplément statistique 1990

ISSN 0848-5046 Statistical Supplement 1990

ON TRAVAILLE ENSEMBLE.

# *Table des matières*


**Volume des demandes d'indemnisation**

Tableau 1 Nombre de demandes enregistrées au cours d'une année, 1981 - 1990 2

Tableau 2 Nombre d'accidents survenus au cours d'une année et enregistrés au 31 mars de l'année suivante, 1988 - 1990 3

Tableau 3 Nombre d'accidents survenus au cours d'une année et prévisions relatives à la stabilisation, 1988 - 1990 4

**Classification détaillée des demandes d'indemnisation, 1981 - 1990**

Tableau 4 Selon le groupe d'âge 6

Tableau 5 Selon le sexe 6

Tableau 6 Selon la nature de la lésion ou de la maladie 7

Tableau 7 Selon le siège de la lésion 8

Tableau 8 Selon le genre d'accident 8

Tableau 9 Selon l'agent causal de la lésion 9

Tableau 10 Selon la profession 10

Tableau 11 Selon l'industrie 11

**Décès reliés au travail, 1988 - 1990**

Tableau 12 Décès reliés au travail selon l'année d'enregistrement de la demande 13

Tableau 13 Décès reliés au travail selon l'année d'acceptation de la demande 14

**Durée de la période d'invalidité, 1988 - 1990**

Tableau 14 Durée de la période d'invalidité selon l'année d'accident 16

**Pensions, 1981 – 1990**


Tableau 15 Pensions périodiques et suppléments accordés au cours de l'année selon le pourcentage d'invalidité permanente 17

Tableau 16 Pensions périodiques et suppléments en cours à la fin de l'année selon le pourcentage d'invalidité permanente 18


**Activités de réadaptation professionnelle, 1981 – 1990**


Tableau 17 Nombre de travailleurs blessés orientés vers des services de réadaptation professionnelle 19

Tableau 18 Nombre de travailleurs blessés qui terminent leur programme de réadaptation 19


**Statistiques sur les cotisations des employeurs relevant de l'annexe 1, 1981 – 1990**


Tableau 19 Taux de cotisation moyen des employeurs relevant de l'annexe 1 20

Tableau 20 Évolution du revenu provenant des cotisations de l'annexe 1 et de la masse salariale assurable 20

*Volume des demandes d'indemnisation*

## Volume des demandes d'indemnisation

Les tableaux qui figurent dans la présente section fournissent diverses représentations du nombre d'accidents qui surviennent chaque année dans le lieu de travail et des demandes d'indemnisation qui en résultent.

Le **Tableau 1** indique le nombre de demandes d'indemnisation selon l'année au cours de laquelle une demande est soumise et enregistrée. Ces chiffres donnent un aperçu de la charge de travail administratif de la Commission. Les retards dans les déclarations ainsi que la longue période nécessaire au traitement de certains dossiers complexes rendent difficiles la compilation et la présentation de statistiques portant sur les accidents et les demandes d'indemnisation pour une année donnée. Le nombre d'accidents s'accroît ou se stabilise à mesure que d'autres demandes sont soumises et que des décisions sont rendues. Les deux autres tableaux indiquent le nombre de demandes d'indemnisation selon l'année au cours de laquelle l'accident est survenu. Étant donné que certains accidents sont déclarés en retard, le nombre de demandes d'indemnisation selon l'année d'accident varie en fonction du moment auquel le dénombrement est effectué. Le **Tableau 2** dresse un portrait du nombre d'accidents selon l'état des demandes d'indemnisation au 31 mars suivant l'année d'accident (trois mois après la fin de l'année), tandis que le **Tableau 3** dresse un portrait semblable 15 mois après la fin de l'année, au moment où le volume des demandes se stabilise le plus.

Les notes explicatives qui accompagnent chacun des tableaux fournissent des précisions sur ces statistiques sommaires et situent ces statistiques dans leur contexte.

## TABLEAU 1
## Volume des demandes d'indemnisation – Nombre de demandes enregistrées au cours d'une année

Les données du présent tableau indiquent le nombre de demandes enregistrées auprès de la Commission au cours de chaque année. Le volume annuel des demandes enregistrées donne une indication de la charge de travail administratif globale de la Commission.

Bien que la plupart des demandes soient soumises et enregistrées au cours de la même année où est survenu l'accident, dans certains cas, les demandes sont soumises et enregistrées après l'année d'accident. Dans le tableau qui figure ci–dessous, les données sont réparties en fonction des demandes enregistrées qui se rapportent aux accidents survenus durant l'année et au cours des années précédentes.

Les chiffres englobent toutes les demandes soumises auprès de la Commission au cours de l'année de référence, y compris les demandes qui, à la fin de l'année, sont acceptées, non acceptées et en suspens (comme celles qui requièrent des renseignements supplémentaires avant que l'admissibilité ne soit établie).

Cette répartition des demandes selon les accidents survenus durant l'année et au cours des années précédentes permet d'évaluer, d'un point de vue relatif, les retards qui surviennent dans les déclarations d'accident au cours des diverses années.

**Nombre de demandes et pourcentage de l'ensemble**

| | Année d'enregistrement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Accidents survenus durant l'année | 383 916 | 93% | 327 713 | 94% | 329 933 | 96% | 371 736 | 96% | 405 963 | 95% | 418 208 | 95% | 444 130 | 95% | 472 348 | 96% | 447 577 | 96% | 433 814 | 92% |
| Accidents survenus au cours des années précédentes | 31 128 | 8% | 22 034 | 6% | 14 825 | 4% | 17 109 | 4% | 20 917 | 5% | 23 872 | 5% | 25 551 | 5% | 17 471 | 4% | 19 635 | 4% | 39 593 | 8% |
| Total des demandes enregistrées | 415 044 | 100% | 349 747 | 100% | 344 758 | 100% | 388 845 | 100% | 426 880 | 100% | 442 080 | 100% | 469 681 | 100% | 489 819 | 100% | 467 212 | 100% | 473 407 | 100% |

TABLEAU 2

## Volume des demandes d'indemnisation – Nombre d'accidents survenus au cours d'une année et enregistrés au 31 mars de l'année suivante

Les chiffres du présent tableau montrent le nombre d'accidents survenus au cours de l'année de référence et enregistrés au 31 mars de l'année suivante.

Certaines demandes ne sont pas déclarées ou ne sont pas acceptées au cours de l'année où l'accident est survenu. Par conséquent, ces chiffres ne représentent pas le nombre total d'accidents ayant pu survenir au cours de l'année de référence. Il s'agit plutôt d'une représentation précise des décisions prises jusqu'à **3 mois** après l'année d'accident (autrement dit, jusqu'au 31 mars de l'année suivante). De plus, la répartition selon le type de demandes (avec interruption de travail, sans interruption de travail, etc.) repose sur l'état des demandes au 31 mars de l'année suivante. L'état de ces demandes, plus particulièrement l'état des demandes en suspens, peut changer après le 31 mars. Par exemple, une demande dont l'état est en suspens au 31 mars peut plus tard devenir une demande d'indemnisation sans interruption de travail, avec interruption de travail ou non acceptée.

| État des demandes au 31 mars de l'année suivante | ANNEXE 1 | | | | | | ANNEXE 2 | | | | | | TOTAL | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Demandes acceptées | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| avec interruption de travail | 185 585 | 43% | 178 255 | 42% | 161 781 | 41% | 22 914 | 44% | 22 712 | 44% | 22 663 | 44% | 208 499 | 43% | 200 967 | 42% | 184 444 | 41% |
| sans interruption de travail | 205 557 | 47% | 193 300 | 46% | 184 990 | 46% | 21 293 | 41% | 20 552 | 40% | 20 780 | 41% | 226 850 | 47% | 213 852 | 45% | 205 770 | 46% |
| Demandes non acceptées | 36 797 | 8% | 39 827 | 9% | 45 809 | 11% | 6 906 | 13% | 6 482 | 13% | 6 873 | 13% | 43 703 | 9% | 46 309 | 10% | 52 682 | 12% |
| abandonnées | 28 480 | | 32 051 | | 37 980 | | 5 494 | | 5 204 | | 5 762 | | 33 974 | | 37 255 | | 43 742 | |
| refusées | 8 316 | | 7 776 | | 7 829 | | 1 413 | | 1 278 | | 1 111 | | 9 729 | | 9 054 | | 8 940 | |
| Demandes en suspens | 7 308 | 2% | 11 007 | 3% | 5 795 | 1% | 1 294 | 2% | 1 618 | 3% | 871 | 2% | 8 602 | 2% | 12 625 | 3% | 6 666 | 1% |
| **Total** | 435 247 | | 422 389 | | 398 375 | | 52 407 | | 51 364 | | 51 187 | | 487 654 | | 473 753 | | 449 562 | |

**Remarques :**

1. Cette méthode de rendre compte du volume des demandes d'indemnisation a été mise en oeuvre en 1989. Les données statistiques comparables portant sur le volume des demandes d'indemnisation avant 1988 ne sont pas disponibles.
2. Les demandes d'indemnisation avec interruption de travail se rapportent aux lésions indemnisables qu'ont subies les travailleurs et dont l'invalidité temporaire qui en a résulté s'est traduite par une perte de salaire; les lésions qui ont occasionné une invalidité permanente ou un décès font également partie de cette catégorie. (Ces demandes ne comportent pas nécessairement une interruption de travail.)
3. Les demandes d'indemnisation sans interruption de travail se rattachent à des incidents relativement mineurs à la suite desquels le travailleur ne s'est pas absenté du travail au-delà du jour de l'accident et qui ont nécessité, dans la plupart des cas, des soins médicaux. Ces demandes sont également connues sous l'appellation "soins médicaux seulement" ou "aide médicale seulement".
4. Les demandes abandonnées comprennent les cas où la Commission n'a pu obtenir du travailleur des renseignements à l'appui de la demande ou les cas où le travailleur retire tout simplement sa demande.
5. Les demandes refusées se rapportent aux cas où les lésions ne sont pas reliées au travail (refus d'après le bien-fondé) ou aux cas où les travailleurs ou les employeurs ne sont pas protégés en vertu de la *Loi sur les accidents du travail* (refus d'après le statut).
6. Les employeurs de l'Ontario sont répartis en deux catégories, soit l'annexe 1, soit l'annexe 2. Les employeurs relevant de l'annexe 1 sont tenus de verser des cotisations annuelles, lesquelles constituent la caisse des accidents de la Commission. La Commission administre cette caisse et à même celle-ci verse des indemnités aux travailleurs blessés et paie les soins médicaux. La majorité des employeurs de l'Ontario relèvent de l'annexe 1. Ceux qui relèvent de l'annexe 2 sont tenus de payer les indemnités et les soins médicaux des travailleurs qui ont subi un accident du travail ou contracté une maladie professionnelle. Les employeurs de cette catégorie comprennent les gouvernements fédéral et provincial, les municipalités et les compagnies aériennes, de chemin de fer et de téléphone.

## TABLEAU 3

## Volume des demandes d'indemnisation - Nombre d'accidents survenus au cours d'une année et prévisions relatives à la stabilisation

Le tableau suivant est un complément du **Tableau 2.** Il a pour but d'indiquer le plus exactement possible le nombre de demandes qui découlent d'accidents survenant au cours de l'année de référence et qui seront en fin de compte enregistrées et acceptées. Le processus selon lequel le nombre de demandes croît après la fin de l'année, en raison des enregistrements et du règlement des demandes en suspens, s'appelle "stabilisation". Cette stabilisation du nombre de demandes représente de façon plus exacte la base sur laquelle reposent le passif et les coûts finals du régime d'indemnisation des travailleurs.

Les chiffres présentés ci-dessous indiquent le nombre d'accidents survenus au cours de l'année de référence selon les demandes enregistrées et les décisions prises jusqu'à **15 mois** après la fin de l'année d'accident. Par exemple, les chiffres de 1988 montrent le nombre d'accidents survenus au cours de cette année-là qui ont été enregistrés et pour lesquels une décision a été rendue au plus tard le 31 mars 1990. De la même façon, la répartition des demandes est fondée sur l'état de ces demandes au 31 mars de la deuxième année suivant l'année d'accident.

Une étude comparative de ces données et de celles qui figurent au **Tableau 2** permet d'obtenir une estimation de la stabilisation qui résulte à la fois des demandes additionnelles soumises après le 31 mars de l'année suivante et des changements dans l'état des demandes, telle la transition de demande en suspens à demande acceptée.

| État des demandes au 31 mars de la deuxième année après l'année d'accident | ANNEXE 1 | | | | | | ANNEXE 2 | | | | | | TOTAL | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | 1988 | % | 1989 | % | 1990* | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990* | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990* | % |
| Demandes acceptées | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| avec interruption de travail | 192 466 | 44% | 183 875 | 43% | 165 035 | 41% | 23 970 | 46% | 23 595 | 46% | 23 146 | 45% | 216 436 | 44% | 207 470 | 44% | 188 181 | 42% |
| sans interruption de travail | 206 344 | 47% | 195 427 | 46% | 186 568 | 47% | 21 398 | 41% | 20 785 | 41% | 20 960 | 41% | 227 742 | 47% | 216 212 | 46% | 207 528 | 46% |
| Demandes non acceptées | 37 550 | 9% | 44 414 | 10% | 48 333 | 12% | 6 961 | 13% | 6 816 | 13% | 7 256 | 14% | 44 511 | 9% | 51 230 | 11% | 55 589 | 12% |
| abandonnées | 28 253 | | 35 085 | | 39 345 | | 5 311 | | 5 274 | | 5 983 | | 33 564 | | 40 359 | | 45 328 | |
| refusées | 9 297 | | 9 329 | | 8 989 | | 1 650 | | 1 542 | | 1 272 | | 10 947 | | 10 871 | | 10 261 | |

* Les données de 1990 constituent des estimations. Celles-ci reposent à la fois sur les résultats en matière d'enregistrement des demandes au cours des années précédentes et sur les probabilités reliées au règlement des nouvelles demandes et de celles en suspens.

*Classification détaillée des demandes d'indemnisation*

## Classification détaillée des demandes d'indemnisation

Les tableaux de la présente section fournissent une analyse détaillée, selon l'année d'accident, des demandes d'indemnisation avec interruption de travail, dont les données ont été présentées dans le **Tableau 2**. Les demandes d'indemnisation avec interruption de travail soumises et acceptées au 31 mars de l'année suivante y sont incluses.

La répartition des classifications est fondée sur des normes nationales se rapportant à :

- la nature de la lésion, le siège de la lésion, le genre d'accident et l'agent causal de la lésion (Tableaux 6 à 9), d'après l'Institut national américain de normalisation "American National Standards Institute (ANSI)";
- la profession (Tableau 10), d'après la Classification type des professions (CTP);
- l'industrie (Tableau 11), d'après la Classification type des industries (CTI).

### Remarque :

Tel qu'il est précisé dans les notes explicatives du **Tableau 2**, le nombre total d'accidents indiqué dans ces classifications ne représente pas un dénombrement complet des accidents survenus au cours de l'année de référence. Les chiffres sont le résultat d'un relevé au 31 mars de l'année suivante. Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux notes explicatives qui figurent au **Tableau 2**.

La répartition des données de 1990 qui figurent aux tableaux suivants est une estimation fondée sur un échantillon de 66 % de toutes les demandes d'indemnisation avec interruption de travail acceptées. Les mises à jour de ces tableaux (fondées sur un échantillon de 100 %) seront disponibles auprès de la Commission au cours du dernier trimestre de 1991.

TABLEAU 4

Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon le groupe d'âge

| Groupe d'âge | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| 15–19 ans | 13 965 | 8,9% | 11 399 | 8,0% | 10 478 | 7,2% | 10 097 | 6,0% | 11 380 | 6,1% | 12 097 | 6,2% | 12 809 | 6,2% | 13 186 | 6,3% | 11 453 | 5,7% | 9 731 | 5,3% |
| 20–24 ans | 27 886 | 17,7% | 22 915 | 16,1% | 23 989 | 16,5% | 29 023 | 17,3% | 32 946 | 17,7% | 33 593 | 17,1% | 33 851 | 16,5% | 32 689 | 15,7% | 29 075 | 14,5% | 25 178 | 13,7% |
| 25–29 ans | 23 535 | 14,9% | 20 616 | 14,5% | 21 978 | 15,1% | 26 405 | 15,7% | 30 100 | 16,1% | 32 534 | 16,6% | 34 225 | 16,7% | 35 512 | 17,0% | 34 257 | 17,0% | 32 287 | 17,5% |
| 30–34 ans | 20 036 | 12,7% | 18 253 | 12,9% | 18 956 | 13,0% | 22 090 | 13,2% | 24 660 | 13,2% | 26 411 | 13,5% | 28 534 | 13,9% | 29 501 | 14,1% | 29 208 | 14,5% | 28 076 | 15,2% |
| 35–39 ans | 15 580 | 9,9% | 14 395 | 10,1% | 15 475 | 10,6% | 19 120 | 11,4% | 21 194 | 11,4% | 22 290 | 11,4% | 23 083 | 11,2% | 23 602 | 11,3% | 22 937 | 11,4% | 22 605 | 12,3% |
| 40–44 ans | 13 092 | 8,3% | 12 068 | 8,5% | 12 580 | 8,7% | 14 380 | 8,6% | 16 197 | 8,7% | 16 676 | 8,5% | 18 082 | 8,8% | 19 347 | 9,3% | 19 026 | 9,5% | 19 092 | 10,4% |
| 45–49 ans | 11 758 | 7,5% | 10 838 | 7,6% | 11 186 | 7,7% | 12 542 | 7,5% | 13 653 | 7,3% | 14 074 | 7,2% | 14 579 | 7,1% | 14 761 | 7,1% | 14 257 | 7,1% | 13 839 | 7,5% |
| 50–54 ans | 10 588 | 6,7% | 9 869 | 7,0% | 10 057 | 6,9% | 11 670 | 7,0% | 12 155 | 6,5% | 12 176 | 6,2% | 12 634 | 6,2% | 12 451 | 6,0% | 11 861 | 5,9% | 11 669 | 6,3% |
| 55–59 ans | 8 400 | 5,3% | 7 966 | 5,6% | 7 911 | 5,4% | 8 928 | 5,3% | 9 780 | 5,2% | 9 728 | 5,0% | 9 942 | 4,8% | 10 040 | 4,8% | 9 370 | 4,7% | 8 966 | 4,9% |
| 60–64 ans | 4 598 | 2,9% | 4 218 | 3,0% | 4 349 | 3,0% | 5 420 | 3,2% | 5 650 | 3,0% | 5 676 | 2,9% | 5 649 | 2,8% | 5 574 | 2,7% | 5 201 | 2,6% | 4 928 | 2,7% |
| 65 ans et plus | 804 | 0,5% | 658 | 0,5% | 564 | 0,4% | 620 | 0,4% | 680 | 0,4% | 704 | 0,4% | 741 | 0,4% | 792 | 0,4% | 754 | 0,4% | 727 | 0,4% |
| Inconnu | 7 455 | 4,7% | 8 722 | 6,1% | 7 889 | 5,4% | 7 453 | 4,4% | 8 253 | 4,4% | 9 978 | 5,1% | 11 130 | 5,4% | 11 044 | 5,3% | 13 568 | 6,8% | 7 346 | 4,0% |
| Total | 157 697 | 100% | 141 917 | 100% | 145 412 | 100% | 167 748 | 100% | 186 648 | 100% | 195 937 | 100% | 205 259 | 100% | 208 499 | 100% | 200 967 | 100% | 184 444 | 100% |

TABLEAU 5

Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon le sexe

| Sexe | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Homme | 126 744 | 80,4% | 112 753 | 79,4% | 113 978 | 78,4% | 130 437 | 77,8% | 143 884 | 77,1% | 149 786 | 76,4% | 155 002 | 75,5% | 155 546 | 74,6% | 145 742 | 72,5% | 135 099 | 73,2% |
| Femme | 30 800 | 19,5% | 29 031 | 20,5% | 31 183 | 21,4% | 37 103 | 22,1% | 42 488 | 22,8% | 45 836 | 23,4% | 49 624 | 24,2% | 52 244 | 25,1% | 50 825 | 25,3% | 48 887 | 26,5% |
| Inconnu | 153 | 0,1% | 133 | 0,1% | 251 | 0,2% | 208 | 0,1% | 276 | 0,1% | 315 | 0,2% | 633 | 0,3% | 709 | 0,3% | 4 400 | 2,2% | 458 | 0,2% |
| Total | 157 697 | 100% | 141 917 | 100% | 145 412 | 100% | 167 748 | 100% | 186 648 | 100% | 195 937 | 100% | 205 259 | 100% | 208 499 | 100% | 200 967 | 100% | 184 444 | 100% |

TABLEAU 6

Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon la nature de la lésion ou de la maladie

| Nature de la lésion ou de la maladie | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| **Lésions :** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Entorse, foulure | 46 448 | 29,5% | 41 769 | 29,4% | 47 041 | 32,4% | 78 471 | 46,8% | 90 804 | 48,6% | 95 776 | 48,9% | 101 489 | 49,4% | 104 702 | 50,2% | 99 507 | 49,5% | 92 211 | 50,0% |
| Contusion, écrasement, meurtrissure | 18 656 | 11,8% | 15 319 | 10,8% | 16 742 | 11,5% | 33 851 | 20,2% | 40 145 | 21,5% | 39 603 | 20,2% | 41 398 | 20,2% | 42 759 | 20,5% | 39 650 | 19,7% | 34 831 | 18,9% |
| Coupure, lacération, perforation | 20 414 | 12,9% | 16 758 | 11,8% | 17 774 | 12,2% | 21 524 | 12,8% | 23 495 | 12,6% | 24 808 | 12,7% | 25 714 | 12,5% | 25 944 | 12,4% | 23 889 | 11,9% | 20 434 | 11,1% |
| Fracture | 8 379 | 5,3% | 7 192 | 5,1% | 7 708 | 5,3% | 7 452 | 4,4% | 8 408 | 4,5% | 8 967 | 4,6% | 8 438 | 4,1% | 8 366 | 4,0% | 7 943 | 4,0% | 7 179 | 3,9% |
| Égratignure, éraflure | 5 453 | 3,5% | 4 562 | 3,2% | 4 351 | 3,0% | 5 170 | 3,1% | 6 139 | 3,3% | 6 289 | 3,2% | 6 235 | 3,0% | 6 337 | 3,0% | 5 450 | 2,7% | 5 336 | 2,9% |
| Brûlure (chaleur) | 4 146 | 2,6% | 3 426 | 2,4% | 3 490 | 2,4% | 3 905 | 2,3% | 4 375 | 2,3% | 4 413 | 2,3% | 4 608 | 2,2% | 4 408 | 2,1% | 4 031 | 2,0% | 3 890 | 2,1% |
| Hernie | 1 632 | 1,0% | 1 505 | 1,1% | 1 520 | 1,0% | 1 451 | 0,9% | 1 657 | 0,9% | 1 631 | 0,8% | 1 620 | 0,8% | 1 519 | 0,7% | 1 533 | 0,8% | 1 233 | 0,7% |
| Lésions multiples | 1 223 | 0,8% | 881 | 0,6% | 883 | 0,6% | 1 098 | 0,7% | 1 344 | 0,7% | 1 034 | 0,5% | 952 | 0,5% | 1 089 | 0,5% | 1 063 | 0,5% | 1 047 | 0,6% |
| Luxation | 598 | 0,4% | 487 | 0,3% | 475 | 0,3% | 561 | 0,3% | 629 | 0,3% | 672 | 0,3% | 667 | 0,3% | 721 | 0,3% | 677 | 0,3% | 619 | 0,3% |
| Amputation ou énucléation | 951 | 0,6% | 672 | 0,5% | 754 | 0,5% | 505 | 0,3% | 601 | 0,3% | 686 | 0,4% | 619 | 0,3% | 553 | 0,3% | 511 | 0,3% | 507 | 0,3% |
| Commotion | 394 | 0,2% | 323 | 0,2% | 368 | 0,3% | 328 | 0,2% | 340 | 0,2% | 357 | 0,2% | 341 | 0,2% | 369 | 0,2% | 331 | 0,2% | 281 | 0,2% |
| Choc électrique, électrocution | 231 | 0,1% | 170 | 0,1% | 168 | 0,1% | 169 | 0,1% | 201 | 0,1% | 240 | 0,1% | 269 | 0,1% | 214 | 0,1% | 182 | 0,1% | 192 | 0,1% |
| Asphyxie, strangulation, noyade | 8 | 0,0% | 4 | 0,0% | 12 | 0,0% | 4 | 0,0% | 7 | 0,0% | 4 | 0,0% | 4 | 0,0% | 4 | 0,0% | 7 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Lésion professionnelle, n.c.a. | 41 788 | 26,5% | 44 052 | 31,0% | 37 022 | 25,5% | 7 936 | 4,7% | 2 187 | 1,2% | 4 439 | 2,3% | 5 368 | 2,6% | 4 185 | 2,0% | 5 388 | 2,7% | 11 053 | 6,0% |
| **Total partiel des lésions** | **150 321** | **95,3%** | **137 120** | **96,6%** | **138 308** | **95,1%** | **162 425** | **96,8%** | **180 332** | **96,6%** | **188 919** | **96,4%** | **197 722** | **96,3%** | **201 170** | **96,5%** | **190 162** | **94,6%** | **178 813** | **96,9%** |
| **Maladies :** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Inflammation ou irritation des articulations, tendons, muscles, nerfs et artères | 671 | 0,4% | 609 | 0,4% | 471 | 0,3% | 1 130 | 0,7% | 1 530 | 0,8% | 2 112 | 1,1% | 2 153 | 1,0% | 2 161 | 1,0% | 2 492 | 1,2% | 2 390 | 1,3% |
| Brûlure (agents chimiques) | 1 167 | 0,7% | 968 | 0,7% | 889 | 0,6% | 1 079 | 0,6% | 1 301 | 0,7% | 1 375 | 0,7% | 1 427 | 0,7% | 1 518 | 0,7% | 1 332 | 0,7% | 1 145 | 0,6% |
| Effets de radiation | 990 | 0,6% | 751 | 0,5% | 567 | 0,4% | 744 | 0,4% | 867 | 0,5% | 883 | 0,5% | 978 | 0,5% | 1 002 | 0,5% | 906 | 0,5% | 794 | 0,4% |
| Empoisonnement général | 646 | 0,4% | 625 | 0,4% | 580 | 0,4% | 671 | 0,4% | 877 | 0,5% | 915 | 0,5% | 929 | 0,5% | 895 | 0,4% | 778 | 0,4% | 576 | 0,3% |
| Dermatite | 622 | 0,4% | 570 | 0,4% | 509 | 0,4% | 572 | 0,3% | 658 | 0,4% | 628 | 0,3% | 782 | 0,4% | 606 | 0,3% | 530 | 0,3% | 354 | 0,2% |
| Maladie contagieuse ou infectieuse | 122 | 0,1% | 362 | 0,3% | 362 | 0,2% | 358 | 0,2% | 339 | 0,2% | 284 | 0,1% | 309 | 0,2% | 248 | 0,1% | 251 | 0,1% | 183 | 0,1% |
| Surdité ou déficience auditive | 555 | 0,4% | 640 | 0,5% | 628 | 0,4% | 533 | 0,3% | 463 | 0,2% | 527 | 0,3% | 656 | 0,3% | 601 | 0,3% | 652 | 0,3% | 101 | 0,1% |
| Pneumoconiose, n.c.a. | 47 | 0,0% | 45 | 0,0% | 31 | 0,0% | 34 | 0,0% | 37 | 0,0% | 27 | 0,0% | 48 | 0,0% | 44 | 0,0% | 62 | 0,0% | 32 | 0,0% |
| Froidure, gelure | 57 | 0,0% | 62 | 0,0% | 33 | 0,0% | 37 | 0,0% | 61 | 0,0% | 44 | 0,0% | 28 | 0,0% | 60 | 0,0% | 51 | 0,0% | 11 | 0,0% |
| Coup de chaleur, crampes dues à la chaleur, épuisement, insolation | 25 | 0,0% | 9 | 0,0% | 30 | 0,0% | 15 | 0,0% | 7 | 0,0% | 11 | 0,0% | 41 | 0,0% | 45 | 0,0% | 22 | 0,0% | 9 | 0,0% |
| Silicose | 16 | 0,0% | 8 | 0,0% | 9 | 0,0% | 7 | 0,0% | 14 | 0,0% | 8 | 0,0% | 2 | 0,0% | 0 | 0,0% | 6 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Affections professionnelles, n.c.a. | 81 | 0,1% | 88 | 0,1% | 68 | 0,0% | 97 | 0,1% | 123 | 0,1% | 140 | 0,1% | 124 | 0,1% | 91 | 0,0% | 109 | 0,1% | 0 | 0,0% |
| **Total partiel des maladies** | **4 999** | **3,2%** | **4 737** | **3,3%** | **4 177** | **2,9%** | **5 277** | **3,1%** | **6 277** | **3,4%** | **6 954** | **3,5%** | **7 477** | **3,6%** | **7 271** | **3,5%** | **7 191** | **3,6%** | **5 595** | **3,0%** |
| Dommages non corporels seulement | 66 | 0,0% | 59 | 0,0% | 52 | 0,0% | 43 | 0,0% | 37 | 0,0% | 63 | 0,0% | 60 | 0,0% | 57 | 0,0% | 65 | 0,0% | 36 | 0,0% |
| Troubles non classés ou non identifiés | 2 311 | 1,5% | 1 | 0,0% | 2 875 | 2,0% | 3 | 0,0% | 2 | 0,0% | 1 | 0,0% | 0 | 0,0% | 1 | 0,0% | 3 549 | 1,8% | 0 | 0,0% |
| **Total** | **157 697** | **100%** | **141 917** | **100%** | **145 412** | **100%** | **167 748** | **100%** | **186 648** | **100%** | **195 937** | **100%** | **205 259** | **100%** | **208 499** | **100%** | **200 967** | **100%** | **184 444** | **100%** |

**Remarque :** N.c.a. signifie "non classé ailleurs".

## TABLEAU 7

## Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon le siège de la lésion

| Siège de la lésion | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Dos (y compris le cou) | 40 613 | 25,8% | 39 415 | 27,8% | 40 568 | 27,9% | 48 388 | 28,8% | 53 430 | 28,6% | 56 515 | 28,8% | 59 896 | 29,2% | 56 172 | 26,9% | 57 880 | 28,8% | 56 615 | 30,7% |
| Membres supérieurs (bras et mains) | 43 571 | 27,6% | 37 826 | 26,7% | 38 321 | 26,4% | 42 498 | 25,3% | 46 909 | 25,1% | 49 083 | 25,1% | 51 525 | 25,1% | 52 380 | 25,1% | 48 086 | 23,9% | 42 899 | 23,3% |
| Membres inférieurs (pieds et jambes) | 32 561 | 20,6% | 28 909 | 20,4% | 28 636 | 19,7% | 32 493 | 19,4% | 35 153 | 18,8% | 37 023 | 18,9% | 37 971 | 18,5% | 38 177 | 18,3% | 35 797 | 17,8% | 33 848 | 18,4% |
| Tronc (excluant le dos) | 11 535 | 7,3% | 10 455 | 7,4% | 11 523 | 7,9% | 16 426 | 9,8% | 18 427 | 9,9% | 19 083 | 9,7% | 20 040 | 9,8% | 25 583 | 12,3% | 19 388 | 9,6% | 17 701 | 9,6% |
| Sièges multiples | 8 876 | 5,6% | 9 546 | 6,7% | 8 568 | 5,9% | 10 764 | 6,4% | 13 493 | 7,2% | 13 601 | 6,9% | 14 316 | 7,0% | 14 718 | 7,1% | 15 248 | 7,6% | 14 807 | 8,0% |
| Tête | 12 426 | 7,9% | 10 727 | 7,6% | 10 590 | 7,3% | 11 642 | 6,9% | 12 678 | 6,8% | 13 135 | 6,7% | 13 243 | 6,5% | 13 688 | 6,6% | 12 393 | 6,2% | 11 565 | 6,3% |
| Sans objet | 7 376 | 4,7% | 4 807 | 3,4% | 6 982 | 4,8% | 5 324 | 3,2% | 6 315 | 3,4% | 6 950 | 3,5% | 7 494 | 3,7% | 6 750 | 3,2% | 7 190 | 3,6% | 5 592 | 3,0% |
| Non classé ou non identifié | 739 | 0,5% | 231 | 0,2% | 224 | 0,2% | 211 | 0,1% | 243 | 0,1% | 547 | 0,3% | 774 | 0,4% | 1 032 | 0,5% | 4 985 | 2,5% | 1 417 | 0,8% |
| **Total** | **157 697** | **100%** | **141 917** | **100%** | **145 412** | **100%** | **167 748** | **100%** | **186 648** | **100%** | **195 937** | **100%** | **205 259** | **100%** | **208 499** | **100%** | **200 967** | **100%** | **184 444** | **100%** |

**Remarque :** La catégorie "sans objet" comprend principalement les affections professionnelles.

## TABLEAU 8

## Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon le genre d'accident

| Genre d'accident | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Effort excessif | 42 233 | 26,8% | 39 487 | 27,8% | 42 737 | 29,4% | 50 841 | 30,3% | 55 735 | 29,9% | 59 910 | 30,6% | 64 878 | 31,6% | 66 280 | 31,8% | 62 227 | 31,0% | 55 513 | 30,1% |
| Heurt par | 34 223 | 21,7% | 28 382 | 20,0% | 28 821 | 19,8% | 33 919 | 20,2% | 37 716 | 20,2% | 38 678 | 19,7% | 40 784 | 19,9% | 40 929 | 19,6% | 37 749 | 18,8% | 33 123 | 18,0% |
| Réaction de l'organisme | 20 562 | 13,0% | 20 360 | 14,3% | 20 403 | 14,0% | 22 915 | 13,7% | 26 057 | 14,0% | 26 406 | 13,5% | 26 336 | 12,8% | 27 352 | 13,1% | 27 440 | 13,7% | 25 776 | 14,0% |
| Chute au même niveau | 13 673 | 8,7% | 13 728 | 9,7% | 12 979 | 8,9% | 15 246 | 9,1% | 17 884 | 9,6% | 17 250 | 8,8% | 17 874 | 8,7% | 18 435 | 8,8% | 17 980 | 8,9% | 17 643 | 9,6% |
| Être coincé dans, sous ou entre des objets | 12 550 | 8,0% | 10 713 | 7,5% | 10 929 | 7,5% | 12 449 | 7,4% | 13 925 | 7,5% | 14 429 | 7,4% | 14 658 | 7,1% | 15 052 | 7,2% | 13 794 | 6,9% | 11 482 | 6,2% |
| Heurt contre | 12 462 | 7,9% | 10 336 | 7,3% | 10 352 | 7,1% | 11 353 | 6,8% | 11 851 | 6,3% | 12 819 | 6,5% | 12 637 | 6,2% | 12 389 | 5,9% | 12 185 | 6,1% | 11 415 | 6,2% |
| Chute d'un point surélevé | 8 799 | 5,6% | 7 740 | 5,5% | 7 923 | 5,4% | 8 815 | 5,3% | 10 027 | 5,4% | 10 895 | 5,6% | 11 062 | 5,4% | 10 944 | 5,2% | 10 357 | 5,2% | 9 473 | 5,1% |
| Exposition aux températures extrêmes | 4 174 | 2,6% | 3 476 | 2,4% | 3 342 | 2,3% | 3 812 | 2,3% | 4 281 | 2,3% | 4 327 | 2,2% | 4 540 | 2,2% | 4 489 | 2,2% | 3 951 | 2,0% | 3 774 | 2,0% |
| Exposition aux radiations, substances caustiques, toxiques ou nocives | 3 953 | 2,5% | 3 499 | 2,5% | 3 180 | 2,2% | 3 670 | 2,2% | 4 275 | 2,3% | 4 406 | 2,2% | 4 659 | 2,3% | 4 358 | 2,1% | 4 083 | 2,0% | 2 936 | 1,6% |
| Accidents de véhicule automobile | 1 685 | 1,1% | 1 556 | 1,1% | 1 540 | 1,1% | 1 758 | 1,0% | 1 904 | 1,0% | 1 860 | 0,9% | 2 004 | 1,0% | 2 041 | 1,0% | 2 031 | 1,0% | 1 563 | 0,8% |
| Lésion par frottement ou abrasion | 898 | 0,6% | 979 | 0,7% | 1 021 | 0,7% | 953 | 0,6% | 869 | 0,5% | 1 103 | 0,6% | 1 161 | 0,6% | 1 038 | 0,5% | 1 058 | 0,5% | 357 | 0,2% |
| Contact avec le courant électrique | 274 | 0,2% | 219 | 0,2% | 265 | 0,2% | 216 | 0,1% | 256 | 0,1% | 283 | 0,1% | 312 | 0,2% | 261 | 0,1% | 249 | 0,1% | 262 | 0,1% |
| Accidents survenus dans un véhicule de transport public | 103 | 0,1% | 114 | 0,1% | 102 | 0,1% | 139 | 0,1% | 193 | 0,1% | 245 | 0,1% | 203 | 0,1% | 191 | 0,1% | 147 | 0,1% | 102 | 0,1% |
| Accidents de véhicule, n.c.a. | 320 | 0,2% | 278 | 0,2% | 282 | 0,2% | 366 | 0,2% | 420 | 0,2% | 735 | 0,4% | 742 | 0,4% | 714 | 0,3% | 599 | 0,3% | 518 | 0,3% |
| Genre d'accident, n.c.a. | 899 | 0,6% | 539 | 0,4% | 919 | 0,6% | 871 | 0,5% | 944 | 0,5% | 2 360 | 1,2% | 2 734 | 1,3% | 3 348 | 1,6% | 988 | 0,5% | 236 | 0,1% |
| Accident non classé ou non identifié | 889 | 0,6% | 511 | 0,4% | 617 | 0,4% | 425 | 0,3% | 311 | 0,2% | 231 | 0,1% | 675 | 0,3% | 678 | 0,3% | 6 129 | 3,0% | 10 271 | 5,6% |
| **Total** | **157 697** | **100%** | **141 917** | **100%** | **145 412** | **100%** | **167 748** | **100%** | **186 648** | **100%** | **195 937** | **100%** | **205 259** | **100%** | **208 499** | **100%** | **200 967** | **100%** | **184 444** | **100%** |

**Remarque :** N.c.a. signifie "non classé ailleurs".

TABLEAU 9

Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon l'agent causal de la lésion

| Agent causal de la lésion | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Mouvements du corps | 20 562 | 13,0% | 20 360 | 14,3% | 20 403 | 14,0% | 22 915 | 13,7% | 26 057 | 14,0% | 26 406 | 13,5% | 26 336 | 12,8% | 27 352 | 13,1% | 27 440 | 13,7% | 25 782 | 14,0% |
| Surfaces de travail | 19 915 | 12,6% | 19 339 | 13,6% | 19 116 | 13,1% | 22 404 | 13,4% | 25 801 | 13,8% | 25 695 | 13,1% | 26 738 | 13,0% | 27 181 | 13,0% | 26 376 | 13,1% | 25 537 | 13,8% |
| Boîtes, barils, récipients, paquets | 15 376 | 9,8% | 14 314 | 10,1% | 15 613 | 10,7% | 18 301 | 10,9% | 19 831 | 10,6% | 21 192 | 10,8% | 23 591 | 11,5% | 23 900 | 11,5% | 25 302 | 12,6% | 23 763 | 12,9% |
| Articles métalliques | 18 944 | 12,0% | 14 178 | 10,0% | 12 743 | 8,8% | 17 100 | 10,2% | 20 132 | 10,8% | 18 524 | 9,5% | 20 649 | 10,1% | 20 842 | 10,0% | 20 668 | 10,3% | 18 724 | 10,2% |
| Véhicules | 11 818 | 7,5% | 10 559 | 7,4% | 10 935 | 7,5% | 12 367 | 7,4% | 12 935 | 6,9% | 13 713 | 7,0% | 14 657 | 7,1% | 14 293 | 6,9% | 11 910 | 5,9% | 9 932 | 5,4% |
| Machines | 10 541 | 6,7% | 8 082 | 5,7% | 7 915 | 5,4% | 9 365 | 5,6% | 10 781 | 5,8% | 10 897 | 5,6% | 11 346 | 5,5% | 10 811 | 5,2% | 9 589 | 4,8% | 7 998 | 4,3% |
| Outils à mains non mécaniques | 7 335 | 4,7% | 6 590 | 4,6% | 6 961 | 4,8% | 8 148 | 4,9% | 8 820 | 4,7% | 9 488 | 4,8% | 9 816 | 4,8% | 9 421 | 4,5% | 9 046 | 4,5% | 7 925 | 4,3% |
| Animaux, insectes, oiseaux, reptiles, personnes | 5 485 | 3,5% | 5 444 | 3,8% | 5 935 | 4,1% | 6 701 | 4,0% | 7 491 | 4,0% | 7 378 | 3,8% | 7 775 | 3,8% | 8 259 | 4,0% | 8 198 | 4,1% | 7 857 | 4,3% |
| Meubles, appareils d'éclairage, accessoires d'ameublement | 3 862 | 2,4% | 3 586 | 2,5% | 4 068 | 2,8% | 4 425 | 2,6% | 5 050 | 2,7% | 5 888 | 3,0% | 6 134 | 3,0% | 6 345 | 3,0% | 5 761 | 2,9% | 5 054 | 2,7% |
| Outils à mains mécaniques | 3 317 | 2,1% | 2 924 | 2,1% | 3 599 | 2,5% | 4 218 | 2,5% | 3 686 | 2,0% | 4 087 | 2,1% | 4 469 | 2,2% | 4 533 | 2,2% | 4 483 | 2,2% | 3 329 | 1,8% |
| Immeubles et constructions | 2 717 | 1,7% | 2 400 | 1,7% | 2 471 | 1,7% | 2 615 | 1,6% | 2 673 | 1,4% | 2 996 | 1,5% | 3 244 | 1,6% | 3 075 | 1,5% | 3 249 | 1,6% | 2 989 | 1,6% |
| Articles en bois | 3 070 | 1,9% | 2 452 | 1,7% | 2 736 | 1,9% | 3 199 | 1,9% | 3 523 | 1,9% | 4 055 | 2,1% | 4 388 | 2,1% | 4 184 | 2,0% | 3 487 | 1,7% | 2 851 | 1,5% |
| Particules | 2 912 | 1,8% | 2 555 | 1,8% | 2 547 | 1,8% | 3 070 | 1,8% | 3 327 | 1,8% | 3 082 | 1,6% | 3 516 | 1,7% | 4 105 | 2,0% | 3 162 | 1,6% | 2 674 | 1,4% |
| Appareils électriques | 1 990 | 1,3% | 1 761 | 1,2% | 1 794 | 1,2% | 1 879 | 1,1% | 2 190 | 1,2% | 2 219 | 1,1% | 2 338 | 1,1% | 2 397 | 1,1% | 2 181 | 1,1% | 2 070 | 1,1% |
| Produits et composés chimiques | 2 035 | 1,3% | 1 687 | 1,2% | 1 618 | 1,1% | 1 859 | 1,1% | 2 192 | 1,2% | 2 231 | 1,1% | 2 410 | 1,2% | 2 252 | 1,1% | 1 980 | 1,0% | 1 562 | 0,8% |
| Articles de verre | 1 247 | 0,8% | 1 280 | 0,9% | 968 | 0,7% | 1 221 | 0,7% | 1 486 | 0,8% | 1 524 | 0,8% | 1 763 | 0,9% | 1 758 | 0,8% | 1 548 | 0,8% | 1 380 | 0,7% |
| Liquides | 972 | 0,6% | 927 | 0,7% | 963 | 0,7% | 1 048 | 0,6% | 1 173 | 0,6% | 1 144 | 0,6% | 1 161 | 0,6% | 1 079 | 0,5% | 1 101 | 0,5% | 1 085 | 0,6% |
| Produits alimentaires | 1 095 | 0,7% | 1 147 | 0,8% | 972 | 0,7% | 1 120 | 0,7% | 1 337 | 0,7% | 1 330 | 0,7% | 1 461 | 0,7% | 1 339 | 0,6% | 1 214 | 0,6% | 1 060 | 0,6% |
| Appareils mécaniques de transmission d'énergie | 509 | 0,3% | 467 | 0,3% | 576 | 0,4% | 707 | 0,4% | 1 024 | 0,5% | 1 020 | 0,5% | 1 031 | 0,5% | 1 056 | 0,5% | 949 | 0,5% | 819 | 0,4% |
| Plantes, arbres et végétaux | 1 131 | 0,7% | 985 | 0,7% | 1 249 | 0,9% | 1 254 | 0,7% | 1 209 | 0,6% | 1 207 | 0,6% | 1 061 | 0,5% | 870 | 0,4% | 786 | 0,4% | 766 | 0,4% |
| Chaudières et récipients sous pression | 467 | 0,3% | 443 | 0,3% | 501 | 0,3% | 507 | 0,3% | 523 | 0,3% | 741 | 0,4% | 878 | 0,4% | 860 | 0,4% | 855 | 0,4% | 757 | 0,4% |
| Appareils de levage | 947 | 0,6% | 880 | 0,6% | 616 | 0,4% | 694 | 0,4% | 825 | 0,4% | 950 | 0,5% | 945 | 0,5% | 877 | 0,4% | 797 | 0,4% | 738 | 0,4% |
| Convoyeurs | 501 | 0,3% | 516 | 0,4% | 606 | 0,4% | 624 | 0,4% | 670 | 0,4% | 792 | 0,4% | 729 | 0,4% | 723 | 0,3% | 767 | 0,4% | 695 | 0,4% |
| Substances et matériaux radiants | 959 | 0,6% | 719 | 0,5% | 581 | 0,4% | 710 | 0,4% | 812 | 0,4% | 854 | 0,4% | 941 | 0,5% | 974 | 0,5% | 894 | 0,4% | 692 | 0,4% |
| Produits de papier et de pâte à papier | 622 | 0,4% | 577 | 0,4% | 613 | 0,4% | 673 | 0,4% | 812 | 0,4% | 917 | 0,5% | 937 | 0,5% | 848 | 0,4% | 818 | 0,4% | 689 | 0,4% |
| Articles de céramique | 731 | 0,5% | 585 | 0,4% | 641 | 0,4% | 752 | 0,4% | 842 | 0,5% | 940 | 0,5% | 971 | 0,5% | 992 | 0,5% | 891 | 0,4% | 649 | 0,4% |
| Articles minéraux, non métalliques | 650 | 0,4% | 570 | 0,4% | 575 | 0,4% | 617 | 0,4% | 634 | 0,3% | 756 | 0,4% | 754 | 0,4% | 720 | 0,3% | 616 | 0,3% | 558 | 0,3% |
| Flamme, feu, fumée | 892 | 0,6% | 699 | 0,5% | 608 | 0,4% | 735 | 0,4% | 788 | 0,4% | 798 | 0,4% | 814 | 0,4% | 819 | 0,4% | 652 | 0,3% | 535 | 0,3% |
| Echelles | 422 | 0,3% | 391 | 0,3% | 389 | 0,3% | 443 | 0,3% | 419 | 0,2% | 574 | 0,3% | 412 | 0,2% | 468 | 0,2% | 437 | 0,2% | 411 | 0,2% |
| Articles de plastique | 306 | 0,2% | 234 | 0,2% | 284 | 0,2% | 313 | 0,2% | 441 | 0,2% | 564 | 0,3% | 621 | 0,3% | 590 | 0,3% | 517 | 0,3% | 389 | 0,2% |
| Pompes et générateurs | 268 | 0,2% | 262 | 0,2% | 241 | 0,2% | 239 | 0,1% | 310 | 0,2% | 334 | 0,2% | 352 | 0,2% | 335 | 0,2% | 329 | 0,2% | 290 | 0,2% |
| Articles textiles | 305 | 0,2% | 220 | 0,2% | 212 | 0,1% | 226 | 0,1% | 340 | 0,2% | 390 | 0,2% | 436 | 0,2% | 432 | 0,2% | 385 | 0,2% | 278 | 0,2% |
| Produits du charbon et du pétrole | 393 | 0,2% | 316 | 0,2% | 297 | 0,2% | 323 | 0,2% | 353 | 0,2% | 396 | 0,2% | 389 | 0,2% | 385 | 0,2% | 352 | 0,2% | 248 | 0,1% |
| Vapeur | 241 | 0,2% | 187 | 0,1% | 165 | 0,1% | 186 | 0,1% | 206 | 0,1% | 229 | 0,1% | 247 | 0,1% | 256 | 0,1% | 223 | 0,1% | 234 | 0,1% |
| Equipement de chauffage | 237 | 0,2% | 210 | 0,1% | 188 | 0,1% | 241 | 0,1% | 286 | 0,2% | 328 | 0,2% | 291 | 0,1% | 278 | 0,1% | 271 | 0,1% | 213 | 0,1% |
| Vêtements et chaussures | 152 | 0,1% | 146 | 0,1% | 168 | 0,1% | 205 | 0,1% | 271 | 0,1% | 241 | 0,1% | 264 | 0,1% | 293 | 0,1% | 271 | 0,1% | 206 | 0,1% |
| Savons, détersifs et produits de nettoyage | 209 | 0,1% | 159 | 0,1% | 146 | 0,1% | 125 | 0,1% | 240 | 0,1% | 257 | 0,1% | 228 | 0,1% | 211 | 0,1% | 214 | 0,1% | 144 | 0,1% |
| Bruit | 581 | 0,4% | 651 | 0,5% | 649 | 0,4% | 542 | 0,3% | 479 | 0,3% | 543 | 0,3% | 677 | 0,3% | 611 | 0,3% | 661 | 0,3% | 107 | 0,1% |
| Fragments, débris, rebuts | 59 | 0,0% | 33 | 0,0% | 50 | 0,0% | 31 | 0,0% | 67 | 0,0% | 40 | 0,0% | 39 | 0,0% | 34 | 0,0% | 48 | 0,0% | 98 | 0,1% |
| Produits animaux | 85 | 0,1% | 86 | 0,1% | 80 | 0,1% | 133 | 0,1% | 164 | 0,1% | 160 | 0,1% | 141 | 0,1% | 131 | 0,1% | 74 | 0,0% | 45 | 0,0% |
| Parasites et microbes | 132 | 0,1% | 219 | 0,2% | 224 | 0,2% | 212 | 0,1% | 24 | 0,0% | 26 | 0,0% | 37 | 0,0% | 28 | 0,0% | 41 | 0,0% | 33 | 0,0% |
| Pression atmosphérique | 40 | 0,0% | 35 | 0,0% | 33 | 0,0% | 50 | 0,0% | 56 | 0,0% | 41 | 0,0% | 35 | 0,0% | 28 | 0,0% | 31 | 0,0% | 26 | 0,0% |
| Chaleur atmosphérique | 32 | 0,0% | 14 | 0,0% | 38 | 0,0% | 16 | 0,0% | 9 | 0,0% | 17 | 0,0% | 42 | 0,0% | 51 | 0,0% | 19 | 0,0% | 14 | 0,0% |
| Froid | 60 | 0,0% | 63 | 0,0% | 32 | 0,0% | 37 | 0,0% | 59 | 0,0% | 53 | 0,0% | 38 | 0,0% | 61 | 0,0% | 50 | 0,0% | 12 | 0,0% |
| Articles minéraux, métalliques | 9 | 0,0% | 3 | 0,0% | 3 | 0,0% | 3 | 0,0% | 6 | 0,0% | 0 | 0,0% | 1 | 0,0% | 8 | 0,0% | 0 | 0,0% | 6 | 0,0% |
| Produits pharmaceutiques et médicaments | 18 | 0,0% | 29 | 0,0% | 20 | 0,0% | 25 | 0,0% | 23 | 0,0% | 22 | 0,0% | 32 | 0,0% | 24 | 0,0% | 22 | 0,0% | 5 | 0,0% |
| Silice | 35 | 0,0% | 32 | 0,0% | 18 | 0,0% | 20 | 0,0% | 25 | 0,0% | 23 | 0,0% | 23 | 0,0% | 13 | 0,0% | 34 | 0,0% | 2 | 0,0% |
| Divers | 12 327 | 7,8% | 11 937 | 8,4% | 13 473 | 9,3% | 14 515 | 8,7% | 15 533 | 8,3% | 19 830 | 10,1% | 18 347 | 8,9% | 20 363 | 9,8% | 15 246 | 7,6% | 11 608 | 6,3% |
| Agent non classé ou non identifié | 1 184 | 0,8% | 664 | 0,5% | 779 | 0,5% | 635 | 0,4% | 713 | 0,4% | 1 045 | 0,5% | 1 754 | 0,9% | 2 034 | 1,0% | 7 022 | 3,5% | 11 605 | 6,3% |
| **Total** | **157 697** | **100%** | **141 917** | **100%** | **145 412** | **100%** | **167 748** | **100%** | **186 648** | **100%** | **195 937** | **100%** | **205 259** | **100%** | **208 499** | **100%** | **200 967** | **100%** | **184 444** | **100%** |

TABLEAU 10

Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon la profession

| Profession | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation | 23 702 | 15,0% | 20 569 | 14,5% | 20 675 | 14,2% | 26 040 | 15,5% | 30 380 | 16,3% | 31 484 | 16,1% | 30 332 | 14,8% | 30 662 | 14,7% | 29 077 | 14,5% | 26 482 | 14,4% |
| Travailleurs spécialisés dans les services | 17 006 | 10,8% | 16 847 | 11,9% | 17 197 | 11,8% | 19 340 | 11,5% | 21 988 | 11,8% | 22 630 | 11,5% | 23 277 | 11,3% | 23 206 | 11,1% | 22 156 | 11,0% | 22 602 | 12,3% |
| Usineurs et travailleurs des secteurs connexes | 15 630 | 9,9% | 12 224 | 8,6% | 11 533 | 7,9% | 14 167 | 8,4% | 16 109 | 8,6% | 17 714 | 9,0% | 18 691 | 9,1% | 18 301 | 8,8% | 17 815 | 8,9% | 15 868 | 8,6% |
| Travailleurs du bâtiment | 15 193 | 9,6% | 13 204 | 9,3% | 13 834 | 9,5% | 15 071 | 9,0% | 16 848 | 9,0% | 17 895 | 9,1% | 18 061 | 8,8% | 18 006 | 8,6% | 17 271 | 8,6% | 15 755 | 8,5% |
| Personnel d'exploitation des transports | 12 114 | 7,7% | 11 044 | 7,8% | 11 032 | 7,6% | 12 642 | 7,5% | 13 862 | 7,4% | 13 720 | 7,0% | 13 735 | 6,7% | 13 933 | 6,7% | 13 272 | 6,6% | 13 402 | 7,3% |
| Manutentionnaires et travailleurs connexes | 9 881 | 6,3% | 8 333 | 5,9% | 8 255 | 5,7% | 10 029 | 6,0% | 12 074 | 6,5% | 12 866 | 6,6% | 13 132 | 6,4% | 13 458 | 6,5% | 12 506 | 6,2% | 11 774 | 6,4% |
| Personnel administratif et travailleurs connexes | 8 906 | 5,6% | 8 889 | 6,3% | 9 155 | 6,3% | 10 085 | 6,0% | 10 801 | 5,8% | 12 037 | 6,1% | 12 052 | 5,9% | 12 083 | 5,8% | 11 679 | 5,8% | 11 001 | 6,0% |
| Travailleurs des industries de transformation | 11 471 | 7,3% | 9 762 | 6,9% | 10 075 | 6,9% | 12 085 | 7,2% | 13 147 | 7,0% | 14 077 | 7,2% | 14 280 | 7,0% | 13 225 | 6,3% | 11 817 | 5,9% | 10 830 | 5,9% |
| Personnel médical, techniciens de la santé et travailleurs connexes | 5 375 | 3,4% | 5 546 | 3,9% | 5 846 | 4,0% | 6 551 | 3,9% | 7 010 | 3,8% | 7 186 | 3,7% | 7 485 | 3,6% | 7 811 | 3,7% | 8 099 | 4,0% | 8 677 | 4,7% |
| Travailleurs spécialisés dans la vente | 4 145 | 2,6% | 4 008 | 2,8% | 4 378 | 3,0% | 5 083 | 3,0% | 5 611 | 3,0% | 5 379 | 2,7% | 5 318 | 2,6% | 5 112 | 2,5% | 5 313 | 2,6% | 6 070 | 3,3% |
| Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs | 2 716 | 1,7% | 2 584 | 1,8% | 2 851 | 2,0% | 3 150 | 1,9% | 3 267 | 1,8% | 3 121 | 1,6% | 3 055 | 1,5% | 2 951 | 1,4% | 2 559 | 1,3% | 2 653 | 1,4% |
| Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines | 1 909 | 1,2% | 1 639 | 1,2% | 1 664 | 1,1% | 1 739 | 1,0% | 1 896 | 1,0% | 2 617 | 1,3% | 2 414 | 1,2% | 2 312 | 1,1% | 2 293 | 1,1% | 2 092 | 1,1% |
| Enseignants et personnel connexe | 915 | 0,6% | 1 034 | 0,7% | 946 | 0,7% | 1 249 | 0,7% | 1 347 | 0,7% | 1 402 | 0,7% | 1 457 | 0,7% | 1 587 | 0,8% | 1 672 | 0,8% | 1 784 | 1,0% |
| Travailleurs des sciences naturelles, techniques et mathématiques | 1 073 | 0,7% | 1 091 | 0,8% | 1 045 | 0,7% | 956 | 0,6% | 1 278 | 0,7% | 1 111 | 0,6% | 1 196 | 0,6% | 1 247 | 0,6% | 1 131 | 0,6% | 1 296 | 0,7% |
| Travailleurs spécialisés des sciences sociales et secteurs connexes | 705 | 0,4% | 695 | 0,5% | 719 | 0,5% | 796 | 0,5% | 909 | 0,5% | 1 036 | 0,5% | 923 | 0,4% | 1 014 | 0,5% | 1 160 | 0,6% | 1 196 | 0,6% |
| Directeurs, administrateurs et personnel connexe | 752 | 0,5% | 691 | 0,5% | 649 | 0,4% | 656 | 0,4% | 766 | 0,4% | 801 | 0,4% | 739 | 0,4% | 601 | 0,3% | 596 | 0,3% | 735 | 0,4% |
| Mineurs, carriers, foreurs de puits de pétrole et de gaz et travailleurs connexes | 1 784 | 1,1% | 1 509 | 1,1% | 1 372 | 0,9% | 1 517 | 0,9% | 1 237 | 0,7% | 1 226 | 0,6% | 1 211 | 0,6% | 1 061 | 0,5% | 820 | 0,4% | 700 | 0,4% |
| Travailleurs forestiers et bûcherons | 1 375 | 0,9% | 1 048 | 0,7% | 1 428 | 1,0% | 1 458 | 0,9% | 1 413 | 0,8% | 1 175 | 0,6% | 876 | 0,4% | 739 | 0,4% | 591 | 0,3% | 516 | 0,3% |
| Professionnels des domaines artistique et littéraire, travailleurs spécialisés des loisirs et personnel connexe | 365 | 0,2% | 367 | 0,3% | 364 | 0,3% | 321 | 0,2% | 383 | 0,2% | 442 | 0,2% | 464 | 0,2% | 448 | 0,2% | 427 | 0,2% | 488 | 0,3% |
| Pêcheurs, chasseurs, trappeurs et travailleurs connexes | 30 | 0,0% | 34 | 0,0% | 41 | 0,0% | 38 | 0,0% | 51 | 0,0% | 54 | 0,0% | 32 | 0,0% | 25 | 0,0% | 23 | 0,0% | 20 | 0,0% |
| Membres du clergé et personnel connexe | 13 | 0,0% | 5 | 0,0% | 3 | 0,0% | 3 | 0,0% | 5 | 0,0% | 2 | 0,0% | 4 | 0,0% | 6 | 0,0% | 1 | 0,0% | 2 | 0,0% |
| Professions, n.c.a. | 13 590 | 8,6% | 11 616 | 8,2% | 12 352 | 8,5% | 13 021 | 7,8% | 12 870 | 6,9% | 12 040 | 6,1% | 14 509 | 7,1% | 15 760 | 7,6% | 16 292 | 8,1% | 15 516 | 8,4% |
| Profession non déclarée | 9 047 | 5,7% | 9 178 | 6,5% | 9 998 | 6,9% | 11 751 | 7,0% | 13 396 | 7,2% | 15 922 | 8,1% | 22 016 | 10,7% | 24 951 | 12,0% | 24 397 | 12,1% | 14 985 | 8,1% |
| **Total** | **157 697** | **100%** | **141 917** | **100%** | **145 412** | **100%** | **167 748** | **100%** | **186 648** | **100%** | **195 937** | **100%** | **205 259** | **100%** | **208 499** | **100%** | **200 967** | **100%** | **184 444** | **100%** |

Remarque : N.c.a. signifie "non classé ailleurs".

## TABLEAU 11
## Demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon l'industrie

| Industrie | Année d'accident | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| Industries manufacturières | 62 129 | 39,4% | 51 282 | 36,1% | 52 284 | 36,0% | 65 039 | 38,8% | 73 000 | 39,1% | 78 104 | 39,9% | 82 430 | 40,2% | 82 528 | 39,6% | 77 457 | 38,5% | 66 101 | 35,8% |
| Services communautaires, commerciaux et personnels | 22 473 | 14,3% | 22 226 | 15,7% | 23 440 | 16,1% | 27 245 | 16,2% | 31 337 | 16,8% | 33 039 | 16,9% | 35 267 | 17,2% | 35 940 | 17,2% | 35 483 | 17,7% | 35 911 | 19,5% |
| Commerce | 22 926 | 14,5% | 20 631 | 14,5% | 21 184 | 14,6% | 24 246 | 14,5% | 27 379 | 14,7% | 29 123 | 14,9% | 30 447 | 14,8% | 33 347 | 16,0% | 32 203 | 16,0% | 30 970 | 16,8% |
| Construction | 14 155 | 9,0% | 12 023 | 8,5% | 12 467 | 8,6% | 13 602 | 8,1% | 15 301 | 8,2% | 16 991 | 8,7% | 18 790 | 9,2% | 18 755 | 9,0% | 19 093 | 9,5% | 16 249 | 8,8% |
| Transports, communications et autres services publics | 15 073 | 9,6% | 15 850 | 11,2% | 15 486 | 10,6% | 16 386 | 9,8% | 17 633 | 9,4% | 17 276 | 8,8% | 16 918 | 8,2% | 16 365 | 7,8% | 16 025 | 8,0% | 15 452 | 8,4% |
| Administration publique et défense | 13 103 | 8,3% | 12 937 | 9,1% | 13 061 | 9,0% | 13 511 | 8,1% | 14 276 | 7,6% | 14 251 | 7,3% | 14 268 | 7,0% | 14 946 | 7,2% | 14 799 | 7,4% | 14 366 | 7,8% |
| Agriculture | 2 191 | 1,4% | 2 027 | 1,4% | 2 382 | 1,6% | 2 374 | 1,4% | 2 456 | 1,3% | 2 361 | 1,2% | 2 236 | 1,1% | 2 019 | 1,0% | 1 749 | 0,9% | 1 721 | 0,9% |
| Mines | 2 955 | 1,9% | 2 497 | 1,8% | 2 370 | 1,6% | 2 499 | 1,5% | 2 280 | 1,2% | 2 130 | 1,1% | 2 377 | 1,2% | 2 151 | 1,0% | 1 804 | 0,9% | 1 606 | 0,9% |
| Finances, assurances et biens immobiliers | 1 448 | 0,9% | 1 385 | 1,0% | 1 392 | 1,0% | 1 434 | 0,9% | 1 684 | 0,9% | 1 580 | 0,8% | 1 626 | 0,8% | 1 658 | 0,8% | 1 651 | 0,8% | 1 478 | 0,8% |
| Foresterie | 1 212 | 0,8% | 1 020 | 0,7% | 1 305 | 0,9% | 1 383 | 0,8% | 1 249 | 0,7% | 1 037 | 0,5% | 874 | 0,4% | 772 | 0,4% | 656 | 0,3% | 567 | 0,3% |
| Pêche et trappage | 30 | 0,0% | 34 | 0,0% | 37 | 0,0% | 27 | 0,0% | 51 | 0,0% | 45 | 0,0% | 26 | 0,0% | 18 | 0,0% | 22 | 0,0% | 23 | 0,0% |
| Industrie non classée ou non identifiée | 2 | 0,0% | 5 | 0,0% | 4 | 0,0% | 2 | 0,0% | 2 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 0 | 0,0% | 25 | 0,0% | 0 | 0,0% |
| Total | 157 697 | 100% | 141 917 | 100% | 145 412 | 100% | 167 748 | 100% | 186 648 | 100% | 195 937 | 100% | 205 259 | 100% | 208 499 | 100% | 200 967 | 100% | 184 444 | 100% |

**Remarque :** Fondé sur la Classification type des industries (version de 1970).

*Décès reliés au travail*

## Décès reliés au travail

Les demandes d'indemnité de décès se rapportent à tous les cas où un décès est survenu et une demande d'indemnité de décès est soumise. La présente section montre la répartition des demandes d'indemnité de décès qui ont été soumises (Tableau 12) et de celles qui ont été acceptées (Tableau 13). Le nombre de demandes acceptées a été calculé sans égard à l'année au cours de laquelle la demande a été enregistrée ou à l'année au cours de laquelle le décès est survenu. En conséquence, les chiffres dans chacun des **deux tableaux ne sont pas comparables.**

Les demandes d'indemnité de décès sont classées dans les catégories suivantes :

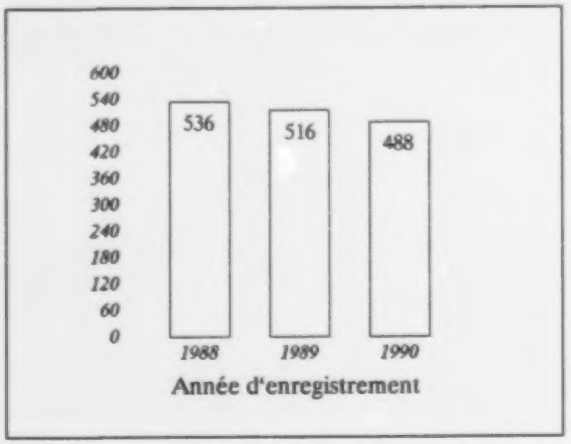
- Maladies professionnelles. Le travailleur est décédé des suites d'une maladie professionnelle.
- Décès instantanés. Le travailleur a subi un accident au travail et est décédé le jour même.
- Décès non instantanés. Le travailleur a subi un accident au travail et est décédé à une date ultérieure des suites de la lésion.
- Pensions d'invalidité de 100 %. Le travailleur qui est décédé touchait une pension d'invalidité permanente de 100 %.

TABLEAU 12

Décès reliés au travail selon l'année d'enregistrement de la demande, 1988 – 1990

| | Année d'enregistrement | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1988 | | 1989 | | 1990 | |
| Maladies | 228 | 43% | 226 | 44% | 256 | 52% |
| Décès instantanés | 175 | 33% | 172 | 33% | 131 | 27% |
| Décès non instantanés | 60 | 11% | 54 | 10% | 54 | 11% |
| Pensions de 100% | 73 | 14% | 64 | 12% | 47 | 10% |
| **Total** | **536** | **100%** | **516** | **100%** | **488** | **100%** |

Demandes d'indemnité de décès enregistrées




Demandes d'indemnité de décès enregistrées en 1990 selon la catégorie

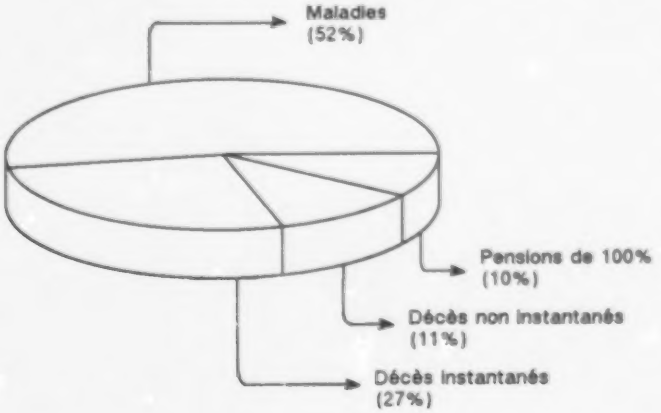
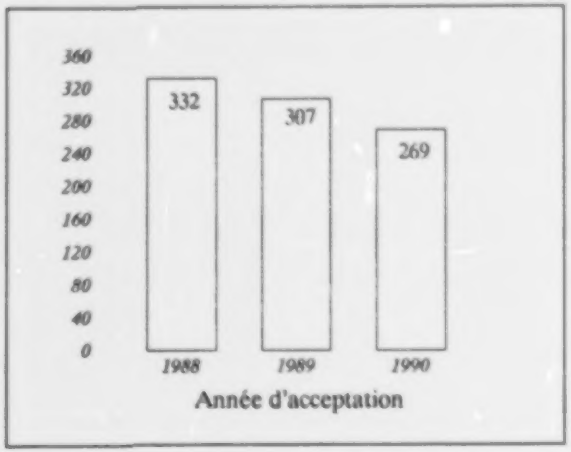


TABLEAU 13

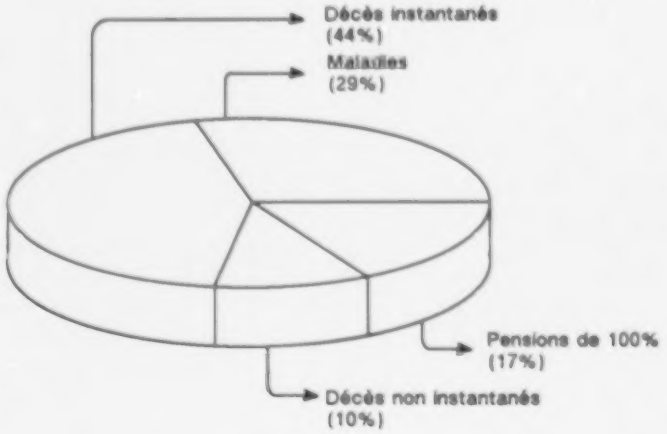
Décès reliés au travail selon l'année d'acceptation de la demande, 1988 – 1990

| | Année d'acceptation | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1988 | | 1989 | | 1990 | |
| Maladies | 98 | 30% | 87 | 28% | 77 | 29% |
| Décès instantanés | 141 | 42% | 128 | 42% | 119 | 44% |
| Décès non instantanés | 21 | 6% | 31 | 10% | 28 | 10% |
| Pensions de 100% | 72 | 22% | 61 | 20% | 45 | 17% |
| **Total** | 332 | 100% | 307 | 100% | 269 | 100% |

Demandes d'indemnité de décès acceptées




Demandes d'indemnité de décès acceptées en 1990 selon la catégorie




Remarque : Quand le présent document est allé sous presse, l'admissibilité de 69 demandes demeurait en suspens. La plupart de ces demandes étaient reliées à des cas de maladies professionnelles enregistrés en 1990. Le règlement des demandes relatives à cette catégorie requiert plus de temps.

*Durée de la période d'invalidité*

## Durée de la période d'invalidité

La présente section indique la répartition des demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon la durée de la période d'invalidité totale temporaire d'un travailleur blessé. La durée de la période d'invalidité est déterminée en fonction du nombre de jours pendant lesquels des indemnités d'invalidité totale temporaire sont versées dans les 90 jours suivant la date de l'accident.

### Remarques:

1. Bien que ces statistiques ne se rapportent qu'à la période d'indemnisation comprise dans les 90 jours qui suivent la lésion, un très grand nombre de demandes sont effectivement réglées au cours de cette période. Ainsi, ces chiffres correspondent étroitement à d'autres chiffres qui sont basés sur des périodes plus longues. Les travailleurs qui ont reçu des indemnités d'invalidité totale temporaire pendant plus de 90 jours sont également inclus dans ces chiffres et sont regroupés dans la dernière catégorie du tableau (12 semaines ou plus).

2. Ces chiffres sont compilés selon toutes les lésions avec interruption de travail pour lesquelles ont été versées des indemnités d'invalidité totale temporaire. Étant donné que certaines lésions avec interruption de travail n'entraînent pas nécessairement une invalidité totale temporaire (par exemple, dans certains cas de décès et de déficience permanente), le nombre total de demandes présentées dans ce tableau diffère du nombre qui figure au **Tableau 2.**

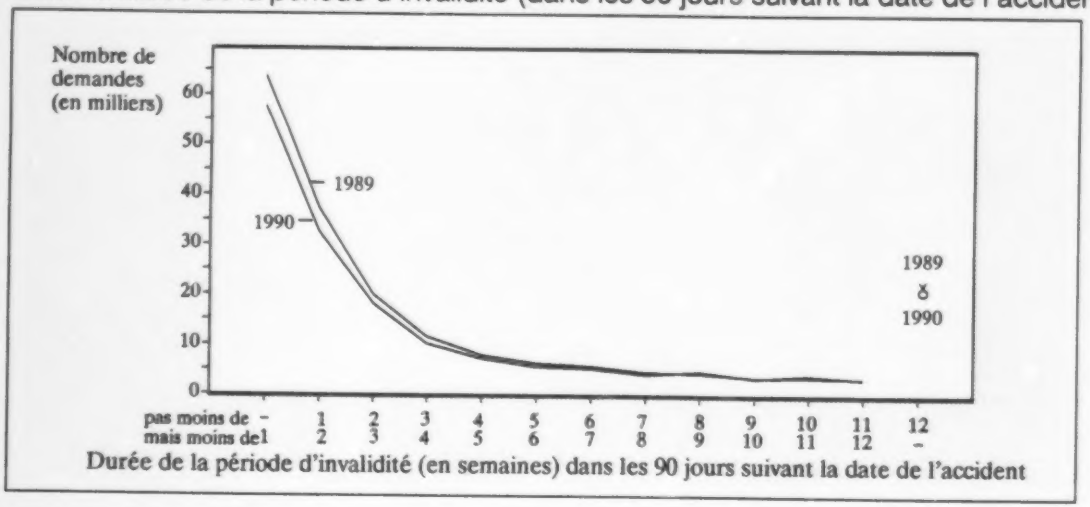
3. Il convient également de noter que, puisque les demandes sont réparties selon l'année d'accident, les chiffres sont soumis à la stabilisation à mesure que d'autres accidents survenus au cours de ces années sont déclarés et acceptés à une date ultérieure à celle où la compilation de ces statistques a été effectuée (pour plus de détails, se reporter aux notes explicatives du **Tableau 2**).

TABLEAU 14

Durée de la période d'invalidité selon l'année d'accident

| Pas moins de | Moins de | Année d'accident | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 1988 | | | 1989 | | | 1990 | | |
| | | Demandes | % | Cumulatif % | Demandes | % | Cumulatif % | Demandes | % | Cumulatif % |
| – | 1 sem. | 67 099 | 33,5% | 33,5% | 63 780 | 33,2% | 33,2% | 57 626 | 32,6% | 32,6% |
| 1 sem. | 2 sem. | 39 475 | 19,7% | 53,2% | 37 261 | 19,4% | 52,5% | 32 531 | 18,4% | 51,1% |
| 2 sem. | 3 sem. | 20 581 | 10,3% | 63,5% | 19 832 | 10,3% | 62,9% | 18 000 | 10,2% | 61,3% |
| 3 sem. | 4 sem. | 12 032 | 6,0% | 69,5% | 11 476 | 6,0% | 68,8% | 10 028 | 5,7% | 66,9% |
| 4 sem. | 5 sem. | 8 139 | 4,1% | 73,6% | 7 786 | 4,0% | 72,9% | 7 077 | 4,0% | 71,0% |
| 5 sem. | 6 sem. | 6 410 | 3,2% | 76,8% | 6 177 | 3,2% | 76,1% | 5 430 | 3,1% | 74,0% |
| 6 sem. | 7 sem. | 5 625 | 2,8% | 79,6% | 5 527 | 2,9% | 79,0% | 5 171 | 2,9% | 77,0% |
| 7 sem. | 8 sem. | 4 419 | 2,2% | 81,8% | 4 407 | 2,3% | 81,2% | 4 024 | 2,3% | 79,2% |
| 8 sem. | 9 sem. | 4 130 | 2,1% | 83,9% | 4 239 | 2,2% | 83,5% | 4 509 | 2,6% | 81,8% |
| 9 sem. | 10 sem. | 3 432 | 1,7% | 85,6% | 3 400 | 1,8% | 85,2% | 3 261 | 1,8% | 83,6% |
| 10 sem. | 11 sem. | 3 279 | 1,6% | 87,2% | 3 456 | 1,8% | 87,0% | 3 915 | 2,2% | 85,9% |
| 11 sem. | 12 sem. | 3 376 | 1,7% | 88,9% | 3 258 | 1,7% | 88,7% | 3 206 | 1,8% | 87,7% |
| 12 sem. | + | 22 200 | 11,1% | 100,0% | 21 709 | 11,3% | 100,0% | 21 768 | 12,3% | 100,0% |
| **Total** | | **200 197** | **100,0%** | | **192 308** | **100,0%** | | **176 546** | **100,0%** | |

Distribution de fréquences des demandes d'indemnisation avec interruption de travail selon la durée de la période d'invalidité (dans les 90 jours suivant la date de l'accident)



*Pensions*

TABLEAU 15

Pensions périodiques et suppléments accordés au cours de l'année selon le pourcentage d'invalidité permanente, 1981 – 1990

**Pensions viagères et provisoires périodiques**

| Pourcentage d'invalidité | Année | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| 10,0 % ou moins | 4 442 | 43% | 5 631 | 45% | 5 976 | 47% | 6 522 | 44% | 6 250 | 46% | 6 997 | 47% | 8 379 | 50% | 7 249 | 51% | 11 355 | 53% | 8 774 | 48% |
| 10,1 – 20,0 % | 3 513 | 34% | 4 130 | 33% | 4 416 | 35% | 5 640 | 38% | 4 907 | 36% | 5 390 | 36% | 5 737 | 34% | 4 802 | 34% | 7 143 | 33% | 6 663 | 36% |
| 20,1 – 50,0 % | 2 010 | 19% | 2 208 | 18% | 1 906 | 15% | 2 222 | 15% | 2 044 | 15% | 2 048 | 14% | 2 230 | 13% | 1 856 | 13% | 2 661 | 12% | 2 368 | 13% |
| 50,1 – 99,9 % | 291 | 3% | 281 | 2% | 214 | 2% | 301 | 2% | 287 | 2% | 254 | 2% | 244 | 1% | 203 | 1% | 263 | 1% | 291 | 2% |
| 100,0 % | 165 | 2% | 206 | 2% | 189 | 1% | 131 | 1% | 138 | 1% | 143 | 1% | 143 | 1% | 121 | 1% | 156 | 1% | 224 | 1% |
| **Total** | **10 421** | **100%** | **12 456** | **100%** | **12 701** | **100%** | **14 816** | **100%** | **13 626** | **100%** | **14 832** | **100%** | **16 733** | **100%** | **14 231** | **100%** | **21 578** | **100%** | **18 320** | **100%** |

**Suppléments**

| | Année | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
| **Total** | **4 130** | **100%** | **5 766** | **100%** | **7 380** | **100%** | **8 930** | **100%** | **11 734** | **100%** | **14 381** | **100%** | **17 163** | **100%** | **13 173** | **100%** | **24 623** | **100%** | **26 057** | **100%** |

**Remarques :**

1. Un nombre considérablement plus élevé de suppléments ont été accordés en 1989 et en 1990 en raison des dispositions transitoires prévues aux termes de l'article 135 de la *Loi sur les accidents du travail.*
2. Ces chiffres ne comprennent pas les paiements forfaitaires.
3. Ces chiffres comprennent les nouvelles pensions et les réévaluations. Dans le cas d'une réévaluation, le pourcentage d'invalidité cumulatif le plus récent est utilisé.
4. Ces chiffres ne correspondent pas au nombre de travailleurs qui reçoivent une pension ou un supplément ou les deux. Certains pensionnés reçoivent plus d'une pension au cours de l'année.
5. Le volume plus faible de pensions accordées en 1988 est le résultat de dossiers en attente qui ont été traités au début de 1989. Le total cumulé des pensions accordées au cours de ces deux années est compatible avec les totaux précédents et la croissance du volume des demandes d'indemnisation au cours des années précédentes.
6. La répartition des suppléments de 1990 est de 20 889 en vertu du paragraphe 135 (4) et de 5 168 en vertu du paragraphe 135 (2).
7. La réduction du nombre de pensions périodiques en 1990 a été contrebalancée par une augmentation du nombre de travailleurs qui ont choisi de recevoir leur pension sous forme de somme forfaitaire.

TABLEAU 16

Pensions périodiques et suppléments en cours à la fin de l'année selon le pourcentage d'invalidité permanente, 1981 – 1990

**Pensions viagères et provisoires périodiques**

| Pourcentage d'invalidité | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 10,0 % ou moins | 26 317 | 38 % | 29 621 | 39 % | 33 068 | 40 % | 36 871 | 40 % | 40 342 | 41 % | 44 198 | 41 % | 49 193 | 42 % | 53 626 | 43 % | 61 706 | 44 % | 64 749 | 43 % |
| 10,1 – 20,0 % | 27 235 | 40 % | 29 647 | 39 % | 32 273 | 39 % | 35 736 | 39 % | 38 629 | 39 % | 41 729 | 39 % | 45 064 | 39 % | 47 922 | 38 % | 52 558 | 38 % | 54 367 | 36 % |
| 20,1 – 30,0 % | 7 268 | 11 % | 8 114 | 11 % | 8 834 | 11 % | 9 620 | 11 % | 10 294 | 10 % | 10 979 | 10 % | 11 813 | 10 % | 12 490 | 10 % | 13 686 | 10 % | 14 148 | 9 % |
| 30,1 – 50,0 % | 4 568 | 7 % | 4 921 | 6 % | 5 172 | 6 % | 5 423 | 6 % | 5 698 | 6 % | 5 948 | 6 % | 6 182 | 5 % | 6 417 | 5 % | 6 824 | 5 % | 6 934 | 5 % |
| 50,1 % ou plus | 3 210 | 5 % | 3 440 | 5 % | 3 574 | 4 % | 3 742 | 4 % | 3 907 | 4 % | 4 010 | 4 % | 4 146 | 4 % | 4 237 | 3 % | 4 408 | 3 % | 4 791 | 3 % |
| Inconnu | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 5 776 | 4 % |
| **Total** | **68 598** | **100 %** | **75 743** | **100 %** | **82 921** | **100 %** | **91 392** | **100 %** | **98 870** | **100 %** | **106 864** | **100 %** | **116 398** | **100 %** | **124 692** | **100 %** | **139 182** | **100 %** | **150 765** | **100 %** |

**Suppléments**

| | 1981 | % | 1982 | % | 1983 | % | 1984 | % | 1985 | % | 1986 | % | 1987 | % | 1988 | % | 1989 | % | 1990 | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | **1 602** | **100 %** | **2 070** | **100 %** | **2 730** | **100 %** | **3 345** | **100 %** | **4 260** | **100 %** | **6 784** | **100 %** | **9 015** | **100 %** | **6 750** | **100 %** | **22 976** | **100 %** | **36 059** | **100 %** |

**Remarques :**

1. Ces chiffres représentent le nombre total de pensions que la Commission versait au 31 décembre de l'année de référence. Ces données comprennent les pensions versées au cours de l'année de référence et des années antérieures.
2. Ces chiffres comprennent les nouvelles pensions et les réévaluations. Dans le cas d'une réévaluation, le pourcentage d'invalidité cumulatif le plus récent est utilisé.
3. Ces chiffres ne représentent pas le nombre de travailleurs qui reçoivent une pension ou un supplément ou les deux. Un nombre peu élevé de pensionnés recevaient plus d'une pension au 31 décembre de l'année de référence.
4. Ces chiffres ne comprennent pas les paiements forfaitaires.
5. Dans certains cas, les pensions provisoires sont accordées pendant un nombre d'années déterminé.
6. La catégorie "inconnu" pour 1990 a été ajoutée en raison du nouveau système d'indemnisation de la Commission. Le versement de ces pensions était toujours en cours en vertu de l'ancien système d'indemnisation, et une répartition selon le pourcentage d'invalidité n'était pas disponible.
7. Le nombre considérablement plus élevé de suppléments en cours à la fin de 1989 et en 1990 découle des dispositions transitoires prévues aux termes de l'article 135 de la Loi 162.
8. La répartition des suppléments de 1990 en cours est de 33 501 en vertu du paragraphe 135 (4) et de 2 558 en vertu du paragraphe 135 (2).

*Activités de réadaptation professionnelle*

TABLEAU 17

Nombre de travailleurs blessés orientés vers des services de réadaptation professionnelle 1981 - 1990

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Travailleurs blessés orientés | 6 545 | 7 656 | 8 126 | 7 633 | 11 269 | 11 365 | 13 496 | 13 811 | 16 051 | 28 083 |

TABLEAU 18

Nombre de travailleurs blessés qui terminent leur programme de réadaptation, 1981 - 1990

| **Travailleurs blessés employés par** | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Employeur au moment de l'accident | 1 020 | 991 | 1 320 | 1 293 | 2 031 | 2 145 | 2 001 | 2 123 | 3 057 | 4 865 |
| Nouvel employeur | 1 893 | 1 545 | 1 651 | 2 162 | 2 534 | 2 678 | 2 867 | 3 099 | 3 260 | 2 640 |
| Travailleurs indépendants | 191 | 169 | 217 | 259 | 309 | 328 | 361 | 299 | 346 | 461 |
| **Total des travailleurs blessés ayant un emploi** | 3 104 | 2 705 | 3 188 | 3 714 | 4 874 | 5 151 | 5 229 | 5 521 | 6 663 | 7 966 |
| Travailleurs ayant reçu de l'aide en vue d'atteindre l'autonomie financière | 608 | 777 | 793 | 696 | 707 | 794 | 927 | 977 | 1 293 | 917 |
| **Total des travailleurs réadaptés** | 3 712 | 3 482 | 3 981 | 4 410 | 5 581 | 5 945 | 6 156 | 6 498 | 7 956 | 8 883 |

**Remarque :** Les services de réadaptation s'étendent normalement sur une période de 8 à 12 mois. Le grand nombre de travailleurs orientés dans les six derniers mois de 1990, en vertu de la Loi 162, termineront leur programme en 1991.

# *Statistiques sur les cotisations des employeurs relevant de l'annexe 1*

TABLEAU 19

Taux de cotisation moyen des employeurs relevant de l'annexe 1, 1981 – 1990
(par tranche de 100 $ de la masse salariale)

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Taux de cotisation moyen | 1,69 $ | 1,77 $ | 1,88 $ | 2,17 $ | 2,31 $* | 2,65 $ | 2,88 $ | 3,02 $ | 3,12 $ | 3,18 $ |
| Taux de cotisation le moins élevé | 0,20 $ | 0,25 $ | 0,26 $ | 0,28 $ | 0,14 $ | 0,10 $ | 0,09 $ | 0,09 $ | 0,09 $ | 0,14 $ |
| Taux de cotisation le plus élevé | 18,00 $ | 20,25 $ | 21,85 $ | 25,12 $ | 25,12 $ | 28,05 $ | 29,30 $ | 32,23 $ | 29,01 $ | 25,98 $ |

* Le taux de cotisation moyen pour 1985, avant l'augmentation du plafond des gains assurables aux termes de la Loi 101, était de 2,46 $.

TABLEAU 20

Évolution du revenu provenant des cotisations de l'annexe 1 et de la masse salariale assurable,
1981 – 1990 (1981 = 100 %)

| | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenu provenant des cotisations (brut)+ | | | | | | | | | | |
| (en millions de dollars) | 601 $ | 704 $ | 789 $ | 1 060 $ | 1 330 $ | 1 600 $ | 1 962 $ | 2 281 $ | 2 525 $ | 2 555 $ |
| Pourcentage évolutif – Cotisations | 100% | 117% | 131% | 176% | 221% | 266% | 326% | 380% | 420% | 425% |
| Masse salariale totale** | | | | | | | | | | |
| (en milliards de dollars) | 37,4 $ | 40,9 $ | 42,3 $ | 48,8 $ | 57,0 $ | 61,6 $ | 68,0 $ | 73,8 $ | 79,4 $ | 80,4 $ |
| Pourcentage évolutif – Masse salariale totale | 100% | 109% | 113% | 130% | 152% | 165% | 182% | 197% | 212% | 215% |

+ Le revenu provenant des cotisations, présenté ci–dessus, est exprimé en chiffres bruts avant les rajustements effectués pour les cas d'amendes, de créances douteuses ainsi que de rabais et surcharges reliés à la tarification par incidence. Le revenu net provenant des cotisations figure à la page 32 du Rapport annuel 1990 de la CAT.

** L'estimation de la masse salariale assurable de 1990 est fondée sur le taux de cotisation moyen de 1990. Les chiffres de 1989 ont été révisés en utilisant les renseignements les plus récents.